L'unité

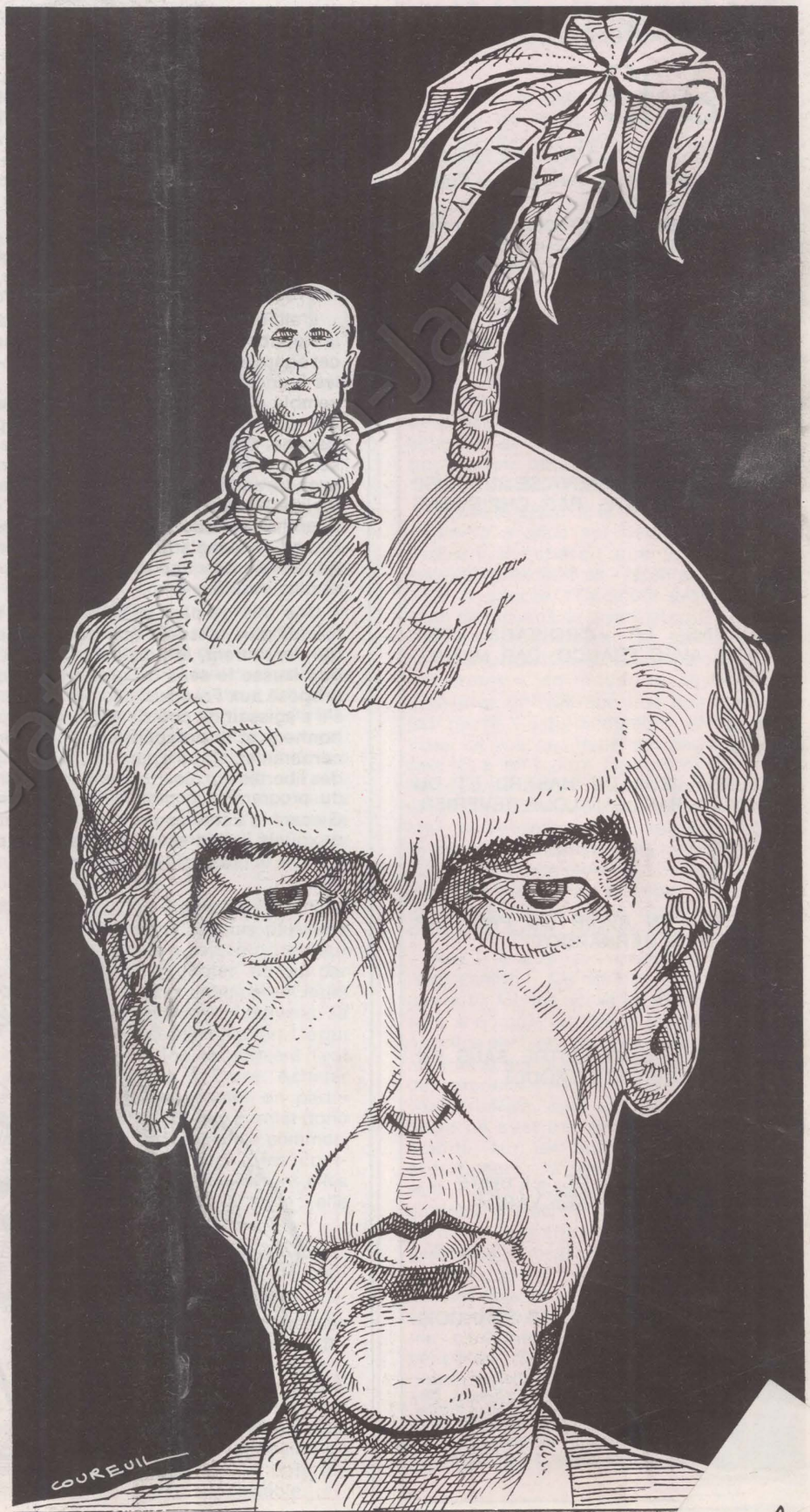
Nº 244 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 1er au 7 avril 1977

BARRE-BIS

Le 25 août dernier, les Français encore en vacances apprenaient qu'ils venaient de changer de gouvernement. Jacques Chirac laissait la place à un homme miracle, le « meilleur économiste français », que toute la presse présentait aussitôt comme une espèce de Zorro à qui il suffisait d'arriver pour que les problèmes trouvent une solution. 213 jours ont passé. Ni dans la lutte contre l'inflation, qu'il énonçait comme une priorité, ni dans celle contre le chômage, ni dans le rétablissement des équilibres économiques et financiers, l'homme miracle n'a fait la preuve de son efficacité. En sept mois, la crise de la majorité s'est aggravée au point de lui valoir aux élections municipales une cuisante défaite qui est aussi celle du président de la République, qu'une nouvelle série d'appréciations erronées a conduit à s'avancer imprudemment. Valéry Giscard d'Estaing, qui affirme avoir « reçu le message » des Français, a donc pris une grande décision : il remplace Raymond Barre par Raymond Barre ! →

UNE GRANDE ENQUETE

PARIS: LES DOSSIERS DU MAIRE



Sommaire

3

ECONOMIE : LA VERITE DU PORTE-MONNAIE, PAR GUY PERRIMOND.

4

MUNICIPALES : LES PETITES VILLES AUSSI, PAR ANTOINE VIOLET.

5 à 13

LES DOSSIERS DU MAIRE DE PARIS.

- ▶ Urbanisme : Paris-canaille, par Frédérique de Gravelaine
- ▶ Transports : Paris-massacre, par Frédérique de Gravelaine.
- ▶ Social : Paris-menteur, par Michèle Kespi-Backmann
- ▶ Employés municipaux : Paris-patron, par Christine Cottin.
- ▶ Vie culturelle : Paris-bidon, entretien avec Jack Lang.

14

ECOLOGIE : UNE MAUVAISE SURPRISE POUR LA DROITE, PAR CHRISTIANE MORA

16

ESPAGNE : LA « CROISADE » EST MORTE AVEC FRANCO, PAR MIGUEL GARCIA

19

MŒURS : JEUX DU HASARD ET DU POUVOIR, PAR JEAN-LOUP REVERIER

24

SOCIETE : EN AVOIR OU PAS, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

25

M.L.F. : S'Y RECONNAITRE SANS EN ETRE, PAR BENOITE GROULT

26

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE » : CETTE SEMAINE, AGNES VARDA

32

MA PART DE VÉRITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS

Barrigue (page 12), Coureuil (page 1, 2, 5, 21, 29), Cubo (page 17) Demoulin (page 9), Gamma (pages 16, 18) Serge Hambourg (page 10), Keystone (page 17), Pascal Lebrun (pages 6, 7, 11, 13, 26, 27), Pym (pages 20, 24) Schatzberg (pages 15, 25) Solo (pages 3, 19).

→

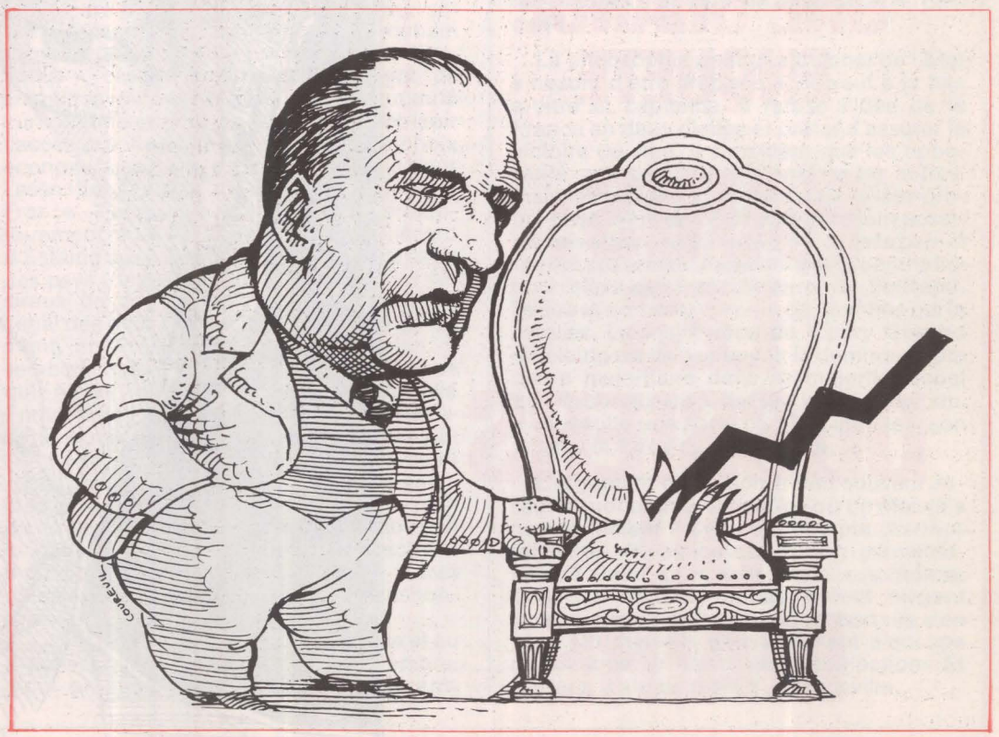
Certes, le gouvernement Barre-bis n'est pas exactement le même que celui qui a démissionné lundi dernier. Il est plus restreint, plus concentré, débarrassé de plusieurs ministres encombrants (comme Michel Poniatowski, Jean Lecanuet ou Olivier Guichard) ou discrédités par leurs échecs électoraux (comme Michel Durafour ou Pierre Brousse, mais pas René Haby ni Michel d'Ornano). Les différences ne vont pas plus loin et on voit mal à partir de là comment la « majorité », qui n'est plus la majorité, pourrait redresser sa situation fort compromise.

L'allocution télévisée que le président de la République a prononcée lundi soir est, à cet égard, étonnante. Il a compris, dit-il, que les Français veulent le changement, mais il semble avoir plus de mal à admettre qu'ils ont exprimé cette volonté en votant pour la gauche. C'est faire peu de crédit à leur bon sens que de leur dire qu'ils se laissent ainsi prendre au piège. Et c'est prendre beaucoup de liberté avec la vérité — à moins d'aller la chercher à la Bourse ou dans les bureaux du C.n.p.f. — que d'affirmer que la victoire de la gauche a créé « une atmosphère plus lourde et plus inquiète ».

Une fois de plus et même s'il le fait en termes plus mesurés que certains de ceux qui l'entourent, le président de la République fausse le sens du grand débat qui est proposé aux Français. Il le présente comme s'il s'agissait de choisir entre, d'une part, le bonheur et la prospérité que lui-même incarnerait et, d'autre part, le chaos et la mort des libertés qui résulteraient de l'application du programme commun. Le malheur, pour Giscard d'Estaing, est que celles et ceux auxquels il s'adresse ne ressentent pas du tout ce choix en ces termes. Ils constatent que la politique suivie depuis des années et à laquelle sont attachés aussi bien le nom de Giscard que ceux de Chirac et de Barre est incapable de sortir le pays de la crise. Ils constatent qu'en dépit des astuces et des manipulations d'indices, la hausse des prix se poursuit et, à cet égard, la nouvelle série d'augmentations des tarifs publics va encore aggraver les choses. Ils constatent que, de mois en mois, le nombre des demandeurs d'emploi augmente. Ils constatent que rien n'est fait pour réduire les inégalités de toutes sortes dont souffre la société française. Et ils ne peuvent trouver une réponse à leurs préoccupations dans un plan — un de plus — de douze mois, dont la coloration électoraliste saute aux yeux.

C'est à partir de ces constatations que peu à peu, lentement mais d'autant plus durablement, les plus hésitants se tournent vers la gauche en qui ils voient désormais la seule espérance de changement véritable. La capacité de la gauche, et singulièrement du Parti socialiste, de renouveler ses méthodes et ses hommes a fait beaucoup pour accroître cette espérance. Face à cela, la constitution d'un nouveau gouvernement avec toujours le même Premier ministre et surtout la même politique apparaît quelque peu dérisoire, même s'il s'inspire numériquement de la composition d'une équipe de rugby et marque la rentrée d'un académicien qui a mieux réussi dans l'édition que dans la politique. C'est certainement une exigence bien différente que contenait le « message » qu'ont exprimé les Français en donnant la majorité à la gauche le 13 et le 20 mars.

CLAUDE ESTIER



LA VERITE DU PORTE-MONNAIE



Premier ministre confirmé présentant les portraits des 14 vraiment nouveaux ministres tous blancs comme neige.

En février, Raymond Barre avait réussi à « avoir un bon indice ». En mars, avec l'ensemble de la majorité, il a perdu les élections municipales. A vrai dire, sa réussite ressemblait fort à un tour de prestidigitateur. A deux semaines du premier tour des élections municipales, les ordinateurs de l'Insee avaient offert au Premier ministre un beau cadeau : un petit 0,3 % de hausse de prix mensuelle. Nombreux, parmi les syndicalistes, les journalistes, les économistes, furent ceux qui s'interrogèrent. Par quel miracle, compte tenu de la réalité, un tel résultat avait-il été atteint ? Certes on avait modifié quelques « grilles de prix », fixé la date de quelques hausses pour qu'elles ne soient pas toutes comptabilisées ce mois-là. Mais il fallut se rendre à l'évidence. L'ordinateur en faisait foi : en un mois, même si les Français ne s'en étaient pas aperçu, les prix n'avaient augmenté que de 0,3 %.

Cela n'a pas suffi pour conforter la situation de la majorité. Les Français ayant appris depuis longtemps que la vérité de leur porte-monnaie n'était pas tout à fait la même que celle du ministre des Finances, fût-il en même temps Premier ministre. Avant même que l'indice suivant soit publié, et à la suite d'élections qui ne sont pas, elles, le résultat de savants calculs, le gouvernement Barre n° 1 avait vécu. Et avant que la composition du gouvernement Barre n° 2 soit officielle, l'indice des prix de février était connu : plus 0,7 %. Malgré la baisse du taux de T.v.a. (moins 2 %) intervenue au début de janvier et qui aurait dû faire sentir ses effets un peu plus d'un seul mois, malgré le blocage des tarifs des services publics qu'il va bien falloir pourtant lâcher, nous voici revenus à des rythmes de hausses tournant entre 8 et 10 % l'an. En un mot, un succès ! Mais après cela il sera difficile de ne pas croire qu'un des buts du plan Barre, comme nous l'indiquions en septembre dernier, n'était pas, tout simplement, électoral.

Il était difficile de se laisser prendre à la moindre hausse reflétée par le miroir déformant qu'est l'indice des prix. En février, les ménagères ont pu constater que le poisson, la viande, les produits laitiers augmentaient, tout comme le café. A ceci près que les achats de café sont tout de même moins importants, pour un ménage, que ceux de viande ou de poisson. Et, qu'il s'agisse d'inflation ou des autres aspects de la vie économique du pays, tout est venu prouver aux Français que rien ne « s'arrangeait ». Tout d'abord, qu'ils aient du travail ou qu'ils soient chômeurs, leur consommation a diminué. En janvier, les premiers ratés s'étaient fait sentir : les achats destinés à l'équipement du foyer étaient à peine à la hauteur de ceux de janvier 1976. Seules les voitures et le textile maintenaient le profil de la courbe hors de l'eau.

Une fois accomplis ces achats « obligatoires », les Français qui, depuis plusieurs mois, sont obligés de restreindre leur épargne, voire de la grignoter, ou qui par peur des hausses à venir anticipèrent leurs achats, lorsqu'ils en avaient les moyens, se sont mis à freiner leur consommation. Ce qui a deux conséquences, dont la première n'est pas faite pour déplaire à Barre. Acheter moins signifie en effet acheter en partie moins à l'étranger. Ce freinage permet donc de réduire le déficit de la balance commerciale. Seconde conséquence : les commandes à l'industrie française, seront elles aussi réduites. On connaît la suite : elle s'appelle chômage.

Pourtant l'activité économique du pays, même si l'on « oublie » le million de chômeurs officiel, n'est déjà pas brillante.

Certes, les « mini-relances » intervenues dans divers pays ont permis à nos exportations de tenir. Grâce à cet « appel d'air », l'économie n'est pas tombée en chute libre. Après les inquiétudes de septembre-octobre on s'est retrouvé sur un « plat ». L'ennui, c'est que l'on y reste. Avec plus d'un million de chômeurs et un déficit de la balance commerciale difficilement supportable.

En 1976, le déficit total fut d'environ 30 milliards de francs. Pour 1977, on peut compter sur un déficit de l'ordre de 25 milliards. A ce rythme, la France n'est pas encore dans le même état que l'Italie ou l'Angleterre, car ses possibilités d'emprunt sont encore réelles, mais elle en prend le chemin. Or, de tels déficits ont une conséquence directe sur notre monnaie.

Celle-ci, en un an, a perdu plus de 15 % de sa valeur face au mark, c'est-à-dire face à notre premier client et notre premier acheteur. Certes, les cambistes ne pensent pas que dans l'immédiat, le franc subisse de nouvelles attaques de grande ampleur. Tous pensent que ce n'est que dans six mois que la situation se sera suffisamment dégradée pour qu'une nouvelle vague de spéculation vienne ébranler un peu plus notre monnaie.

Depuis le début de la crise, Valéry Giscard d'Estaing a vécu sur deux mythes. Tout d'abord, il espérait que la hausse des matières premières se « tasserait », qu'à part pour le pétrole, l'Occident avait suffisamment de moyens de pression pour « calmer » les pays producteurs. Or, même si pour certains produits les hausses n'ont pas été « énormes », en moyenne, les matières premières ont rattrapé une bonne part de leur retard. Ce qui a empêché, côté importations, de voir nos dépenses baisser. Mieux, cela les a fait croître. De surcroît le mauvais état de notre tissu industriel, les habitudes de vente d'une bonne part du secteur commercial, la volonté de privilégier quelques grandes firmes capables de rivaliser avec les autres multinationales, tout a concouru pour que nos achats à l'étranger de produits industriels et de biens de consommation fassent un bond considérable.

Puis il y a eu le « treizième mois pour l'exportation ». Ce dernier, visiblement, n'a pas suffi. Certes, ici et là, de beaux succès sont à enregistrer. Mais, compte tenu des priorités choisies, de notre absence dans de nombreux secteurs, de la tendance à vendre des produits bruts, les résultats mesurés, comptabilisés, sont insuffisants. Pourtant, Barre ne s'est pas privé en jouant sur les crédits, sur les facilités accordées aux exportateurs, de peser sur la balance. En vain. Car, choisissant de privilégier les grandes firmes, il a seulement aidé ces dernières à renforcer leurs positions. Et les premières indications sur leurs bénéfices réalisés pour l'année 1976 montrent qu'elles ne sont vraiment pas à plaindre : s'il est un domaine où l'économie s'est restaurée, c'est bien celui de la croissance des bénéfices. Ce qui explique pourquoi les grands patrons sont — sur ce point — moins inquiets qu'en 1976. Aujourd'hui, ils savent que pour eux tout est redevenu normal. Sauf l'investissement. Car, en ce domaine, rien n'a changé. Certes les investissements de

→

LA VERITE DU PORTE - MONNAIE

complément, ceux qui permettent de mieux rentabiliser d'autres investissements déjà réalisés ont eu lieu. Mais ce n'est que fort rarement qu'ont eu lieu — sauf dans les entreprises nationalisées — de gros investissements productifs, ceux qui auraient procuré du travail à bon nombre de chômeurs. Là, le patronat a préféré s'abstenir. Ou a investi à l'étranger. Ce qui est dans la logique du « redéploiement industriel ».

Pour les salariés, la situation est moins bonne. Pour ceux qui ne le sont plus, les chômeurs, c'est une évidence. Le marché du travail ne s'est pas amélioré, ne doit pas s'améliorer. Mieux : il est déjà prévu que, d'ici à septembre, les choses iront plus mal. Pour les autres, ceux qui travaillent encore, les salaires n'ont pas suivi la hausse des prix. Et pour l'instant, en ce domaine le plan Barre a réussi. Tout prouve cette tendance : la baisse de la consommation conjuguée à celle de l'épargne ne peut pas avoir d'autres explications.

Dans ces conditions, que va pouvoir faire le gouvernement Barre-bis ? Rien de bien nouveau par rapport au gouvernement précédent. Déjà, le Premier ministre nous a avertis. Côté inflation, les prochains mois ne seront pas brillants. La hausse des prix va reprendre, ne serait-ce que poussée par la hausse des services publics autorisée pour avril. Côté chômage, Barre n'a pas fait de prévision. A vrai dire, depuis qu'il est Premier ministre, il ne semble pas s'être souvent intéressé de près à ce problème si ce n'est pour conseiller aux chômeurs d'une région... d'aller travailler ailleurs. A vrai dire, les résultats purement économiques dus à l'action du Premier ministre ne semblent pas être d'une qualité supérieure à ceux qu'il a obtenus dans un domaine qu'il connaissait mal : la politique.

Terrain perdu

Pour tenter de rattraper le terrain perdu, le « meilleur économiste français » va donc tenter de jouer sur plusieurs tableaux. Tout d'abord, en renouvelant les prêts au P.m.e., il espère soutenir les commandes d'équipements. Mais les possibilités sont limitées. En premier lieu par le volume des prêts, puis par l'incapacité de l'industrie française d'équipement à fournir en matériels les P.m.e. Une bonne part des crédits, directement ou non, servira donc à gonfler nos importations. Puis il espère sur les quelques grosses commandes publiques : nucléaire, téléphone. Mais outre qu'elles n'intéressent principalement que de très grandes firmes, les restrictions budgétaires annoncées jouent dans l'autre sens...

Il ne semble pas véritablement que « l'économie » soit le premier souci de Barre. Le plan d'action annoncé par Giscard d'Estaing porte davantage sur « l'assistance » que sur autre chose. C'est qu'il ne s'agit pas pour eux de bien faire fonctionner une économie, mais plus banalement, pour conserver le pouvoir, de conserver le plus de voix possible. Pour cela, il ne reste désormais au gouvernement que l'espoir placé dans des gadgets ou de tenter de pratiquer une politique de clientèle plus accentuée. On est loin des grands desseins, des grandes ambitions. Au fil des mois, Barre, qui souhaitait se taire, a de plus en plus parlé. Mais il n'a pas réussi à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés. Dans ces conditions on se demande ce qui pourrait bien l'aider à atteindre ceux qu'il vient de fixer à son « nouveau gouvernement ».

GUY PERRIMOND



Municipales

LES PETITES VILLES AUSSI...

La grande victoire de la gauche aux élections municipales a été surtout comptabilisée au niveau des 221 villes de plus de 30 000 habitants dont plus des deux tiers — exactement 157 — sont désormais gérées par des socialistes (81), des communistes (72) des radicaux de gauche (2) ou des divers gauche (2).

Mais cette victoire est tout aussi éclatante, même si on en a moins parlé, dans les villes petites et moyennes comprises entre 9 000 et 30 000 habitants. Ces villes sont au nombre de 591. La gauche en détenait 216 (dont 101 pour le P.s. et 86 pour le P.c.f.). Elle en a aujourd'hui 349 après un gain de 75 pour le P.s. et de 62 pour le P.c.f., quatre villes ayant été perdues par des divers gauche.

Certains de ses gains sont tout aussi impressionnants et quelquefois tout aussi surprenants que ceux enregistrés dans les villes de plus de 30 000 habitants. Quelques exemples valent d'être cités parmi les communes qui ont désormais à leur tête un maire socialiste après avoir été arrachées à la droite.

Dans l'Ouest d'abord, à la liste des grandes villes conquises par la gauche s'ajoutent des cités importantes comme Lannion (nouveau maire : Jagoret, conseiller général socialiste des Côtes-du-Nord), Quimperlé, dans le Finistère, où la liste d'union de la gauche conduite par le socialiste Guillou a obtenu tous les sièges tandis que celle menée par le communiste Jan l'emportait à Concarneau ; Saintes, en Charente-Maritime, enlevée dès le 1er tour par la liste du socialiste Baron ; dans la Manche, Octeville gagnée au premier tour par le conseiller général Jourdam, Granville, dont un autre conseiller général P.s., Derubay, devient maire, et surtout Saint-Lô qui bascule à gauche pour la première fois de son histoire, la liste conduite par le socialiste Mignon ayant profité de la querelle entre le maire sortant giscardien et le député centriste Daillet. A noter encore, à Elbeuf, la nette victoire, dès le 1er tour, de la liste d'union de la gauche conduite par le conseiller général socialiste René Youinou.

Même succès dans l'Est où l'on peut retenir les victoires de la liste Guy Baillet à Langres (Haute-Marne) contre le député R.p.r. Favre, du socialiste Boimont à Neufchâteau (Vosges) contre le député R.I. Vollquin ; des conseillers généraux P.s. Vigneron et Dosé respectivement à Verdun et à Commercy (Meuse) ; du socialiste Jean Lhommée à Lunéville contre le ministre de l'Education René Haby ; des socialistes Tandel à Hayange (Moselle) et Rosenstiel à Bisheim (Bas-Rhin).

Dans la région Nord, les listes conduites par des socialistes ont enlevé des villes comme Bailleul, Faches-Thumesnil, Hem, Mons-en-Barœul, Wasquehal pour le département du Nord et, pour le Pas-de-Calais, Berck, Saint Omer et Béthune dont le nouveau maire est Jacques Mellick, ancien secrétaire général des J.s. et membre du Comité directeur.

Si l'on regarde maintenant vers le centre on peut tout aussi bien saluer les succès remportés par André Laignel à Issoudun (Indre), la triple victoire du Puy-de-Dôme : Issoire, Riom et Thiers ; celle du député Guy Beck à Guéret, à quoi s'ajoutent les succès socialistes à Chenove (Côte-d'Or), à Champagnole et Dole (Jura), à Annemasse (Haute-Savoie) et celui de Jean Poperen, élu dès le 1er tour à Meyzieu (Rhône).

Dans la région parisienne enfin, les listes d'union conduites par des socialistes ont remporté des succès significatifs en enlevant les municipalités de Coulommiers (contre le député R.p.r. Flornoy) et de Nemours (contre le sénateur radical Dailly) en Seine-et-Marne ; d'Evry (où le conseiller général Claude Jeanlin a battu le député R.p.r. Boscher), de Chilly-Mazarin, de Montgeron, d'Orsay et des Ulis dans l'Essonne ; de Neuilly-sur-Marne et de Villemomble (où le député Calmejane est désormais minoritaire) dans la Seine-Saint-Denis ; de Domont, Saint-Gratien, Saint-Ouen-l'Aumône, Taverny dans le Val-d'Oise, etc.

Cette liste n'est pas exhaustive et le recensement complet des conseillers municipaux socialistes ne pourra être fait que dans quelques semaines. Notons seulement que pour les villes de plus de 30 000 habitants ils sont passés de 1 261 à 2 246 tandis que ceux du P.c.f. passaient de 1 327 à 2 230 soit un gain de 985 pour les premiers et de 903 pour les seconds.

A.V.

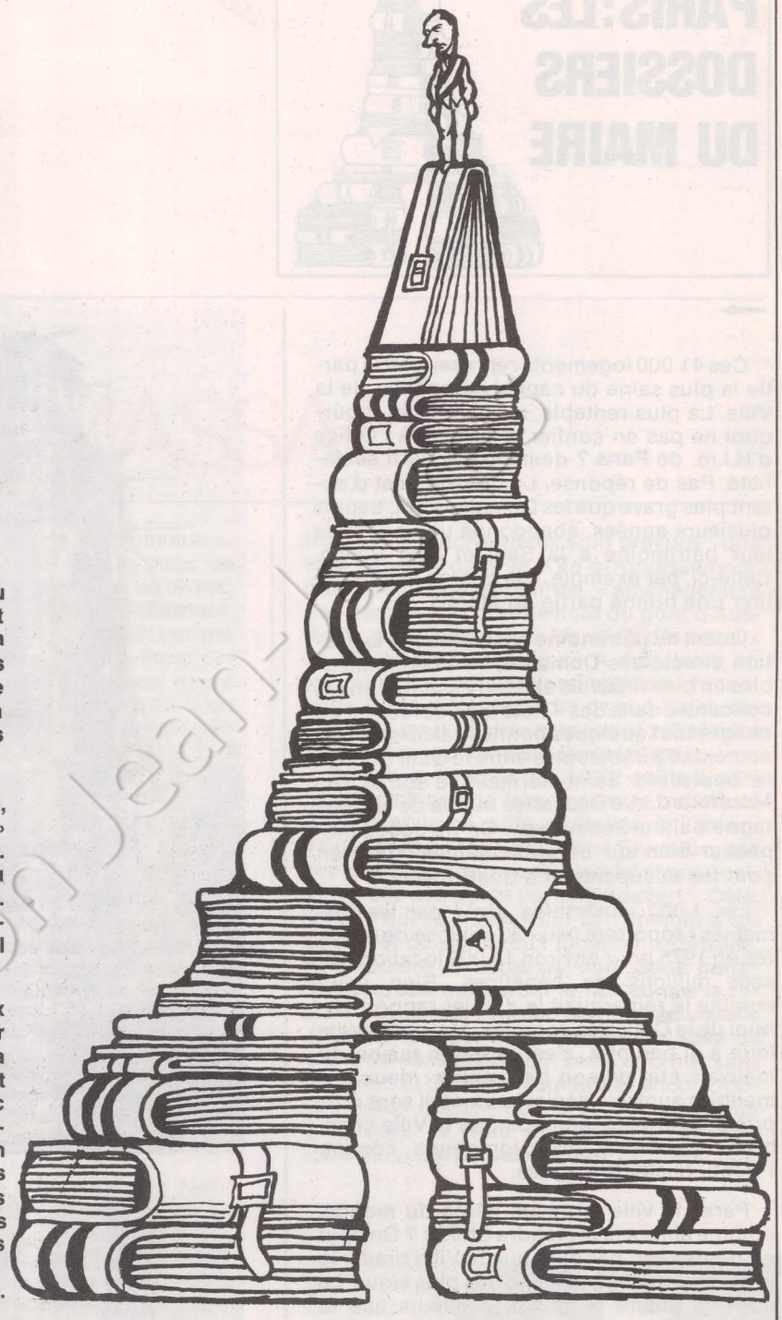
PARIS:LES DOSSIERS DU MAIRE

Depuis vendredi dernier Jacques Chirac est maire de Paris. Elu sans surprise, il a aussitôt installé autour de lui des hommes sûrs et tout d'abord, premier adjoint chargé des finances,Christian de La Malène, c'est-à-dire le principal responsable de la gestion de Paris au cours des quinze dernières années. C'est ce qu'en un autre temps et en un autre lieu on a appelé « le changement dans la continuité ». Mais ici c'est encore plus simple : on prend les mêmes et on recommence !

Sous Chirac, son premier titulaire, la mairie de Paris, à peine née, est déjà devenue une saisissante illustration de cet « Etat-U.d.r. » auquel les amis de Valéry Giscard d'Estaing prétendaient mettre fin. A tous les postes, des R.p.r., y compris dans les arrondissements où le suffrage universel a désigné le 20 mars des élus de gauche. Chirac se prétend ouvert à la concertation mais les premières nominations auxquelles il a procédé confirment, s'il en était besoin, qu'il ne la conçoit qu'avec ses féaux.

Forte de ses 40 élus (22 communistes, 17 socialistes et radicaux de gauche, 1 gaulliste d'opposition) la gauche n'entend pas pour autant s'en laisser conter. Elle est décidée à prendre à témoin la population de Paris à la fois quant au respect de la démocratie et quant à la réalisation des promesses innombrables faites par Chirac au cours de sa campagne électorale. Il est vrai qu'après tant d'années de gestion désastreuse il y a beaucoup à faire à Paris en matière d'urbanisme, de logements, de transports, d'équipements collectifs, de politique sociale et culturelle, etc. Nous ouvrons dans les pages qui suivent quelques-uns des dossiers du maire de Paris sans nous faire d'illusions sur la manière dont l'équipe Chirac va les prendre en compte.

C.E.



Urbanisme

PARIS-CANAILLE

« Nous voulons que Paris reste la ville qu'elle a toujours été, populaire, chaleureuse, républicaine. Nous voulons un urbanisme qui produise la vie ». Ainsi parlait Jacques Chirac, alors candidat à la mairie de la capitale.

Qu'en pense le Parisien, chef-d'œuvre en péril ? Pas celui qui, à l'ouest de la cité, a massivement élu le premier maire de la capitale depuis Jules Ferry. Non : l'autre, celui qui disparaît peu à peu, le Parisien ouvrier ou artisan, interdit de séjour dans une ville qui a vu le prix moyen du mètre carré de logement neuf doubler et même tripler en dix ans *(voir « l'Unité », n° 242)*.

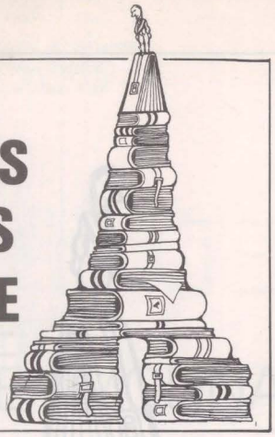
Chirac a parlé, au cours de sa campagne, de lutter contre la spéculation. Il compte créer un service municipal pour l'action foncière mieux doté financièrement que son prédécesseur à la Préfecture. Il déclare aussi que la Ville achètera et revendra des terrains pour peser sur le marché foncier. Mais de telles armes sont-elles suffisantes face à l'assaut forcené de troupes qui, depuis des décennies, ne rencontrent aucune résistance ? J'ai nommé les promoteurs parisiens, sociétés multiples aux sigles en « c » ou en « o » derrière lesquels se cachent toujours les mêmes organismes bancaires : Paribas, Suez, Rothschild... Bien placés partout à Paris, ces trois groupes bancaires sont même directement associés à la gestion du patrimoine privé de la Ville de Paris.

La Ville brade

Mieux : les 14 sociétés d'économie mixte de la Ville ne répondent pas toutes à la loi qui oblige les capitaux publics à être majoritaires dans ces sociétés. C'est le cas pour cinq d'entre elles créées avant la guerre. En particulier, la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.i.v.p.), qui gère 16 000 logements, appartient en majorité à Paribas (29,7 %) et à Suez (27 %). L'Immobilière construction de Paris. (I.c.p.) contrôle à 60 % la Société anonyme de gestion immobilière (Sagi), qui gère 25 000 logements...

→

PARIS: LES DOSSIERS DU MAIRE



Ces 41 000 logements représentent la partie la plus saine du capital immobilier de la Ville. La plus rentable, aussi. « Alors, pourquoi ne pas en confier la gestion à l'Office d'H.l.m. de Paris ? demande le Parti socialiste. Pas de réponse. La question est d'autant plus grave que les Domaines ont, depuis plusieurs années, abandonné une partie de leur patrimoine à la Sagi et à la R.i.v.p. Celle-ci, par exemple, a la charge de réhabiliter une bonne partie du Marais.

Quant au patrimoine qui reste sous la gestion directe des Domaines — 1 000 immeubles en bien mauvais état — l'essentiel en est concentré dans des « îlots insalubres ». Il y a malgré tout quelques bonnes valeurs de placement : 72 immeubles entre le Quai Conti et le boulevard Saint-Germain, d'autres rue Mouffetard, rue Descartes ou rue de la Montagne Sainte-Geneviève... On ne peut s'empêcher bien sûr de se demander quels en sont les occupants et à quels loyers.

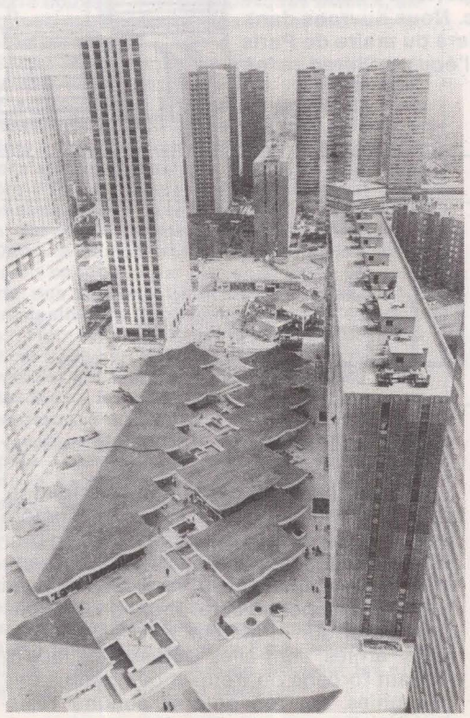
Les 1 000 immeubles gérés par les Domaines rapportent peu : 30 millions de recettes en 1975 pour environ 12 000 locations, et sept millions de bénéfices. Bien peu ! comme le remarquait le dernier rapport annuel de la Cour des comptes. Mais, si la Ville loue à si bas prix, c'est aussi en raison du mauvais état de son patrimoine : deux immeubles sur trois déclarés en péril sont propriété de la Ville. Alors parfois la Ville vend, brade plutôt, à des promoteurs comme l'Ocefi, filiale de Paribas.

Paris, la ville la mieux gérée du monde, comme aime à le prétendre Chirac ? On peut en douter car, pendant que la Ville brade, le problème du logement est des plus aigus. Le nouveau maire reconnaît d'ailleurs que la moitié des demandes d'intervention des Parisiens auprès de leurs élus touche à la question du logement. Les mal-logés inscrits au fichier de la Préfecture sont plus de 50 000, dont 20 000 prioritaires : par prioritaire, l'administration entend les expulsés — sauf ceux qui l'ont été pour défaut de paiement — les Parisiens qui vivent dans des caves, des greniers, des hôtels ou des pièces sans fenêtre, ceux qui survivent dans moins de 4 mètres carrés par personne...

Rénovations aveugles

L'Office public de H.l.m. est donc loin de suffire à la tâche. On le comprend, puisque le logement social n'a cessé de voir sa part de constructions nouvelles régresser dans la capitale. Chirac, généreux, a promis de quadrupler l'aide de la Ville à l'Office. Un effort d'ailleurs limité, puisque les crédits affectés par Paris au logement social ne sont que de 25 millions de francs actuellement.





Les Olympiades

Chirac a beaucoup promis : finies les rénovations aveugles, toute nouvelle opération sera contrôlée par les commissions d'arrondissement. Le nouveau maire compte également engager « dès son élection » une étude destinée à être publiée sur l'impact des opérations de réhabilitation. Il a promis aussi — mais là il semble s'être un peu avancé — que la Ville payerait les différences de loyer après réhabilitation pour permettre le maintien dans les lieux...

L'idée n'est pas mauvaise. C'est d'ailleurs celle de l'aide personnelle au logement, que le gouvernement est en train de mettre en place expérimentalement. Le texte gouvernemental prévoit des garde-fous qui obligeront les promoteurs à ne pas laisser leurs loyers s'envoler, dans les premiers mois qui suivent la réhabilitation. Chirac voudra-t-il suivre cet exemple ou bien son aide municipale se résumera-t-elle a un cadeau tranquille aux promoteurs ? Et, même s'il le voulait, en aurait-il les moyens ?

Car on voit comment se déroulent les opérations immobilières à Paris. Toujours le même scénario de la rénovation : habitants jamais consultés, expulsion des couches de population les moins favorisées, opérations confiées ou laissées aux promoteurs privés... Les exemples ne manquent pas. Parfois les opérations se sont déroulées sur des terrains appartenant à la Ville, comme sur le canal Saint-Martin, ou à la S.n.c.f., comme Maine-Montparnasse ou certaines rénovations du quartier Italie. Ici, tours et béton sont l'œuvre des grands groupes financiers déjà nommés, avec la complicité des élus de droite du Conseil de Paris. Résultat : constructions denses et moins d'un quart de logements sociaux, équipements promis et qui tardent à venir, un état de chantier permanent où les parties anciennes du quartier sont laissées à l'abandon. Le plus rentable a été fait : le reste attend.

Près du canal Saint-Martin, la Ville a bradé des terrains à une filiale de Paribas en échange d'un terrain de sports qui sera finalement construit à ses frais. Un immeuble doit être démoli. Grâce à l'action d'un comité de soutien, ses locataires seront relogés sur place, dans un petit immeuble construit par une société anonyme de H.l.m. dépendant de ... Paribas.

Ailleurs, la Ville a refusé d'intervenir, comme à Montmartre où la réhabilitation du Moulin de la Galette et celle de la Folie-Sandrin seront réalisées par des promoteurs privés après le refus de Christian de La Malène de les faire exécuter par la Ville : quelques arbres abattus seront vite remplacés par ces demeures luxueuses avec parkings souterrains et réservés et verdure tout aussi privée. Et, encore, dans ce cas, l'intervention efficace des élus de gauche du 18e a-t-elle permis d'écarter un projet encore plus scandaleux !

Les exemples sont innombrables, des zones d'aménagement concertees(Zac) du XVe

arrondissement aux opérations des hauts de Belleville : les programmes à caractère social, lorsqu'ils existent, ne sont pas tenus. En revanche, on plante des espaces verts, qui favorisent pour l'instant la spéculation : population laborieuse et personnes âgées sont systèmatiquement écartées de leurs abords immédiats.

Chirac en vert

Des assauts écologistes divers auront marqué cette campagne électorale : Chirac, quant à lui, proposait un « plan vert » : doubler les surfaces d'espaces verts (non compris les bois de Boulogne et de Vincennes)... en vingt ans ; abattre les murs des ministères pour qu'apparaissent les jardins aux yeux des passants ; couvrir de gazon et planter toutes les surfaces disponibles (à nous les plates-bandes !) ; mieux utiliser les espaces verts privés, actuellement morcelés ou fermés : la chose est plaisante, puisque Chirac propose de réaliser une sorte de copropriété des jardins intérieurs des immeubles et de les ouvrir au public. S'il persiste dans son idée, il risque fort de se faire taxer de « collectiviste » !

Gageons donc que Chirac sera incessamment coiffé du titre de roi de la verdure. Il a d'ailleurs déjà lancé les invitations, puisqu'il compte rencontrer les candidats écologistes et les associer étroitement à la politique de concertation en leur demandant de désigner eux-mêmes un représentant pour chaque commission d'arrondissement.

Bref, Chirac va tout changer. La preuve ? Il estime que tout est parfait dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et dans le plan d'occupation des sols déjà acceptés par la majorité de l'ancien Conseil de Paris. Rien à y changer, puisque le « nouvel urbanisme » que chacun découvre et voudrait s'approprier aujourd'hui est tout entier contenu dans ces documents. Autre preuve ? Les « anciens » sont toujours là, La Malène, et Jean Tibéri, et Gabriel Kaspereit, en tête des adjoints de Chirac à la mairie avec le publiciste Raymond Bourgine, ancien responsable de presse de Tixier-Vignancour quand il fut le candidat de l'extrême droite à l'Elysée, en 1965.

Mais Chirac s'est peut-être un peu trop engagé : l'instruction de toutes les affaires relatives à l'utilisation du sol, les permis de construire en particulier, se fera à la Préfecture et non par les services municipaux comme dans les autres villes de plus de 50 000 habitants. La décision finale lui reviendra malgré tout, mais la haute main sur l'urbanisme à Paris lui échappe... De ce point de vue, l'élection du maire à Paris risque de ne pas vraiment changer les choses : en cas de litiges et d'opérations douteuses, les responsables sauront bien s'évanouir dans la (verte) nature.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Transports

PARIS-MASSACRE

« Priorité aux transports en commun ». Ce slogan ressassé depuis près de sept ans, entendu sur toutes les lèvres, à force on finirait par y croire. Et pourtant, plus de 5 milliards de francs 1977 ont été consacrés à la voirie principale à Paris depuis quinze ans. Les grands travaux genre périphérique ont mangé, en dix ans, 45 % du budget d'investissements de la capitale. En fait de priorité...

Régulièrement, les programmes électoraux — ceux des municipales n'ont pas failli à la règle, loin de là — annonçent la même priorité. C'est que la moitié des familles parisiennes n'a pas de voiture. Mais, à l'heure des choix budgétaires, on oublie systématiquement ces 66 % des déplacements assurés par les transports en commun dans Paris.... Le nouveau Plan de circulation approuvé par l'ancien Conseil de Paris ne fait pas exception. « Attendus » et « priorités » sont toujours les mêmes, en paroles. Mais l'objectif réel reste de faire rouler plus vite les voitures. « Améliorer la fluidité du trafic automobile pour réduire les pertes de temps, le bruit et la pollution dus aux embouteillages... »

Le seul moyen de permettre une réelle priorité aux transports collectifs serait de décourager l'utilisation de la voiture individuelle, car une meilleure fluidité de la circulation encourage à l'utilisation de la voiture. C'est la perpétuelle fuite en avant, la route et les parkings appelant la voiture jusqu'à ce qu'il devienne impossible à nouveau de circuler.

Désembourber les bus

Mais les édiles parisiens persistent. Transports en commun et piétons s'en tiennent à la portion congrue. Aux uns, le plan de circulation accorde royalement 12,5 km de voies réservées alors que la R.a.t.p. en demande, déjà modestement, 30 km ; aux autres, on compte restituer 100 km de trottoirs, soit 0,6 % de la chaussée, dont 30 après construction de parcs de stationnement. Et pour les cyclistes ? Toujours rien.

Au contraire, la voiture se taille la part du lion, transformant les quartiers de Paris en îlots cernés d'autodromes. Rocades et radiales diverses doivent tisser leur toile, comme l'opération Montparnasse-Invalides (coût estimé à 1,5 million) ou l'opération Henri IV-Saint-Antoine (5 millions estimés). Mieux, trois voies autoroutières sont prévues : une voie express dans le XVe arrondissement, modestement surnommée « aménagement des berges », le doublement du pont d'Austerlitz, pour compenser les effets désastreux de l'arrivée de l'autoroute A 4 à Bercy et, toujours, la radiale Vercingétorix, recouverte sur la majeure partie de son trajet, débaptisée pour la circonstance et rebaptisée « voie express Vanves-Montparnasse ».

Ce projet, évoqué dès 1930, coûtera plus de 200 millions de francs dans le but avoué de desservir ce pôle d'affaires à l'américaine, avec sa tour, son hôtel Sheraton, ses bureaux, son centre commercial et ses quelque 4 000 places de parking couvert... Déjà, tout ce qui se trouvait sur son chemin a été balayé et de nombreux logements détruits, qu'ils soient vétustes ou non. Sans parler des heureux qui auront le nez contre la radiale : ils seront réduits, comme les voisins du périphérique, à dormir dans la salle de bains ou dans le couloir, seuls endroits sans fenêtre... Et tout cela pour attirer encore toujours plus d'automobiles dans Paris. Alors que, déjà, la ville en regorge. Environ 150 000 voitures stationnent en infraction

→



PARIS : LES DOSSIERS DU MAIRE



faute de place. Que faire alors des 8 % encore attendus par le plan de circulation ? Peut-être transformer un peu plus le sous-sol parisien en gruyère ?

La « priorité aux transports en commun » ? Dans la bouche des gens du Pouvoir, la formule ferait sourire si la situation ne promettait pas d'être aussi grave. En 1957, chaque autobus parisien transportait 3 300 personnes par an. En 1974, un peu plus de la moitié. Depuis, l'intensité du trafic augmente, grâce à la carte orange et aux couloirs réservés. Une évolution heureuse, mais fragile : bloqués dans la marée automobile, les bus perdent des dizaines de minutes à chaque trajet. Seuls les lignes pilotes, celles qui n'empruntent que des couloirs réservés, augmentent considérablement leur trafic : il a doublé de 1973 à 1976.

Face à cette situation, « l'écologiste » Jacques Chirac avait bien sûr des propositions à formuler. « Ambitieux et raisonnable », son plan de cinq ans entérine en fait purement et simplement le plan de circulation. Selon lui, la priorité aux transports en commun dans la capitale est acquise, au niveau des principes, depuis le 15 octobre 1970 ! Sans doute oublie-t-il le fameux « adapter Paris à la voiture » de Pompidou. Donc, « avec une volonté inébranlable », Chirac compte bien humaniser les transports collectifs, s'intéresser aux revendications des chauffeurs de taxi, rendre « encore possible » la circulation de la voiture personnelle. Sans craindre les contradictions, Chirac promet de ne plus prévoir de voies nouvelles importantes, mais il compte réaliser le plus rapidement possible la radiale Vercingétorix, la voie express du XVe arrondissement et le doublement du pont d'Austerlitz... Il promet et comptons sur lui pour réaliser voies rapides et autres radiales. Mais il risque de se heurter pour le reste au Préfet de Police qui prend sous sa coupe les problèmes de circulation : Poniatowski ne voulait pas que les cars de police restent coincés dans les embouteillages en cas de manifestation... forces de l'ordre et circulation n'ont donc pas été séparées, contrairement à la réglementation des autres grandes villes françaises.

Pas plus que le plan de circulation, Chirac ne s'intéresse aux exclus : ni aux handicapés ni à ces millions de banlieusards qui viennent chaque jour travailler à Paris et forment le gros des embouteilllages. Pourtant, 80 % d'entre eux, aux heures de pointe, prennent les transports en commun. Alors, pourquoi s'en occuper ?

Le nouveau maire préfère promettre un « véritable service public municipal de garage », financé sur emprunts, quelques pistes cyclables pour les deux roues dans les bois, mais aussi, « peut-être », sur le quai de « l'affront de Seine » et sur la rive gauche entre Austerlitz et Saint-Michel. « La coulée verte » que la Fédération des usagers des transports propose à la place de la radiale Vercingétorix, il n'en parle pas.

Mais le plus gâté par le candicat Chirac, c'était le piéton. Qu'on en juge : « Il faut en finir avec le piéton méprisé, le piéton qu'on traque, qu'on éclabousse, qu'on injurie... Il faut que le piéton parisien sente qu'il est considéré, pris en compte moralement, intellectuellement, mais aussi cordialement (sic) par ses édiles, par son maire ». Que restera-t-il de cette superbe envolée de manches ?

F. de G.

LA SAGA DES BULLDOZERS

Il n'y a pas que les civilisations qui soient mortelles. Les villes aussi. Voilà comment, un beau matin, un Parisien nommé Louis Chevalier s'aperçut que sa cité avait disparu. Ce qui lui fit triplement un choc : en tant qu'habitant de la capitale ; en tant qu'historien — au Collège de France et à Sciences Po — embarqué depuis un premier ouvrage, en 1952, dans la constitution d'« archives du Paris contemporain » ; enfin en tant que vieux camarade de Normale Sup de Georges Pompidou, déjeunant ou prenant un pot à Matignon avec quelques anciens de la rue d'Ulm dont le plus célèbre allait commettre les propos que l'on sait sur la Défense, la ville et l'automobile, la nécessité de la publicité à la télévision, etc. Et permettre, sinon encourager la plus débridée des offensives de promoteurs sur une capitale européenne.

Le professeur voulut en avoir le cœur net. Comme il lui arrivait d'avoir l'oreille de l'administration de la Ville — dame ! le Collège de France... — il lui souffla l'idée d'un sondage sur l'opinion que les Parisiens se faisaient de la transformation de leur cité. L'Ifop réalisa l'étude en 1972. Et les résultats furent tels qu'« on » les mit sous le boisseau avec prière à Chevalier de n'en point parler.

Le déclin était venu dans les années 50, alors qu'apparaissait tout juste ce terme de « promoteurs » dont Chevalier dit dans son dernier livre, « L'assassinat de Paris » (Calmann-Lévy), qu'ils sont devenus « les personnages les plus haïs de notre temps » et qu'« en cas de révolution ils seraient les premiers guillotinés ». Mais, à l'époque, l'intoxe était si bien menée pour convaincre l'opinion que presque tout le monde applaudissait, « ceux qui mangeaient et ceux qui allaient être mangés », aux projets de « rénovation » en même temps qu'à l'emprise de la Bagnole reine sur la ville — meurent les trottoirs, meure la bande médiane des boulevards où les piétons peuvent survivre, meurent les arbres surtout...

C'est alors la belle galerie de personnages parmi lesquels nous entraîne « L'assassinat de Paris ». Les technocrates, confortablement installés dans l'abstrait et, « les uns portant les autres », s'installant partout. Les énarques, puisés au vivier de l'Ena — dont, soit dit au passage, notre professeur de Sciences Po ne dit guère autre chose que tel fameux article de « l'Unité » qui fit si fort crier l'establishment politique... Eux sont le bras séculier inflexible parce que sûr de son infaillibilité. Beaucoup de ceux-là se sont laissés persuader par des affairistes avisés qu'ils devaient faire cause commune avec eux au nom sacré de l'expansion et de la modernisation — bien plus importantes que les distinguos entre secteur public et privé, cette séparation tellement vieux jeu, vous savez... Les démolisseurs - rénovateurs - constructeurs de la capitale peuvent préparer leur assaut.

Car voici les responsables, préfet en tête. Ce dernier n'a pas de plus exigeante fonction que d'imposer à la Ville — et quelque mal que lui-même en pense parfois — les diktats du Pouvoir. Le seul frein, dans les années de IVe République finissante, c'était la diversité politique du Conseil municipal : elle seule empêche le vote de projets trop désastreux, raconte Chevalier à partir d'exemples précis. Mais quand naît l'Etat U.d.r. en 1958, la ruée des bulldozers peut se déchaîner.

Dissimulées sous le déguisement de l'urbanisme, l'éventration de Paris, l'atroce chirurgie commencent sans que l'alarme soit convenablement donnée encore. Surgissent donc déjà à coups de dérogations, les grandes opérations « fonctionnelles », les premières tours... Surtout se développe insidieusement une nouvelle mentalité : quelle intoxication fait accepter l'opération Montparnasse dans la foulée de l'élimination d'îlots insalubres ? L'accoutumance, la résignation expliquent la Défense, Maine-Montparnasse, le Front de Seine, et ce nouveau quartier Italie « qui passe aujourd'hui dans le monde entier pour ce qu'on peut faire de pire à montrer aux futurs architectes, comme ces esclaves abrutis de Sparte qui dégoûtaient les enfants de boire »... Autant de dossiers que Chevalier reprend un à un en même temps que celui des Halles, le seul qui ne fut pas « réglé » sans batailles diverses. On a compris que Chevalier le fait avec fougue, dans une langue colorée et vibrante, en pamphlétaire plus qu'en archiviste. Les occasions de faire reculer le béton-lèpre, les promoteurs et leurs complices, il n'en manque pas, et, dans sa quatrième livraison, la nouvelle revue « le Guide des arts » (22 rue Saint Paul, 75004) traite, par exemple, des combats qu'il reste à mener pour la Cité fleurie et à entamer afin de protéger les façades de ce qui reste des Halles.

Ce n'est pas ici qu'on a besoin de l'expliquer : c'est infiniment plus la combativité des Parisiens que les promesses du nouveau maire qui pourront éviter à Chevalier d'écrire dans quelques années trop de chapitres supplémentaires à « L'assassinat de Paris »...

SERGE RICHARD

Employés municipaux

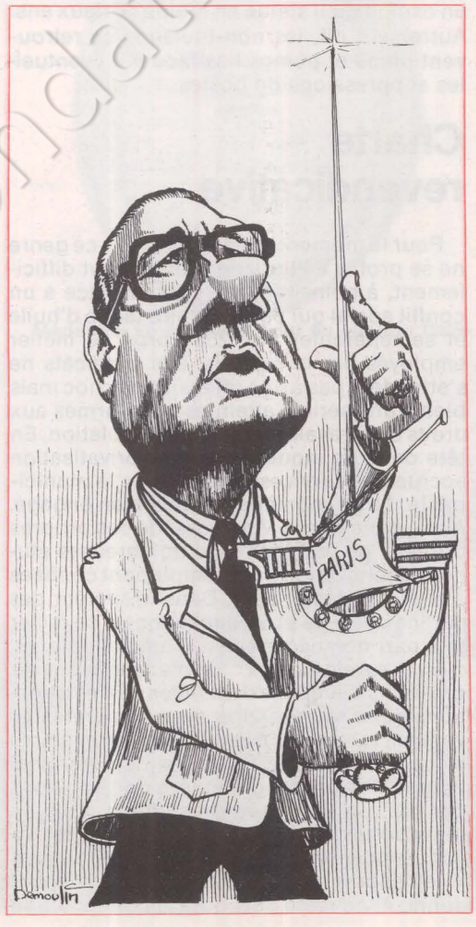
PARIS-PATRON

Passé le temps des promesses, commence pour Jacques Chirac l'affrontement avec la réalité. Une transition sans douceur : il n'y avait pas quelques minutes qu'il était élu, que, devant l'Hôtel de ville, la police matraquait les manifestants du Livre. Et, sur le bureau du nouveau maire de Paris, protestations syndicales et demandes d'ouverture de négociations s'entassent déjà.

Dans la pile des affaires à manier avec précaution, un dossier à la dynamite : celui des 33 000 salariés de l'ex-préfecture, directement concernés par le changement du statut de la capitale. Avec inquiétude, ces agents attendent leur nouvelle affectation. Qui sera désormais leur patron? Le maire ? Le préfet ? Ou bien relèveront-ils d'une autorité départementale ? Pour le moment, chacun dans le cadre de cette réorganisation de la vie municipale, s'apprête à plier bagage. Mais beaucoup d'entre eux ne connaissent pas encore la destination des camions qui déménageront leurs bureaux. Quant aux modalités de leur nouvel emploi, ils les découvriront pour la plupart au jour le jour. Avec les bonnes et, souvent, les mauvaises surprises.

Pourtant cette réforme ne date pas d'hier. Depuis plus de deux ans, le nouveau statut de Paris est à l'ordre du jour et la loi fixant les grandes lignes de cette transformation est votée depuis le 31 décembre 1975. Mais tous les décrets d'application n'ont pas suivi. Des négligences gouvernementales et la volonté de garder un droit de regard sur les pouvoirs du nouveau maire ne sont sans doute pas étrangères à ces retards. Plusieurs décrets ont ainsi été publiés entre les deux tours des élections ; les autres ne l'ont été qu'une fois le résultat du scrutin connu. En attendant, les imprécisions de taille concernant l'organisation pratique de la nouvelle municipalité demeurent, notamment en matière de répartition des salariés Pour y faire face, le maire va être contraint de naviguer à vue et cela dans un climat social détérioré par deux années d'incertitudes statutaires.

« Depuis le personnel des services communaux jusqu'aux employés des services préfectoraux, municipaux, de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, ou à la jeunesse et aux sports, toutes les catégories de salariés sont concernées», affirme Annie Roussel secrétaire générale du syndicat C.f.d.t. du personnel de la préfecture de Paris. Officiellement, 90 % des services existant devraient passer sous l'autorité du maire. En réalité, les syndicats pensent que, sur 33 000 agents, guère plus de 27 000 deviendront des salariés municipaux. Pour le reste, un millier d'entre eux, divisés en deux groupes distincts, devraient rester attachés à la préfecture. D'un côté, l'encadrement appartiendra à la catégorie des personnels d'Etat mis à la disposition du préfet de Paris. Aux autres agents préfectoraux sera appliqué un statut départemental particulier au département de Paris : une précision de dernière minute publiée au Journal officiel du 18 mars dernier. Enfin, 3 500 infirmiers, assistantes sociales, laborantins, ouvriers et personnels administratifs seront affectés à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Là encore, la plus grande imprécision reste de rigueur.



En fait, on va dans le sens d'une complication administrative indiscutable, qui aboutit à la division des travailleurs, déclare François Fassy, secrétaire général adjoint du syndicat C.f.d.t. de la préfecture. Avant la loi du 31 décembre 1975 qui réforme l'organisation de Paris, les 33 000 agents de la préfecture avaient le même statut général, établi en juillet 1960 et valable aussi pour tout le personnel de l'Assistance publique, une partie des administratifs de la préfecture de police et le Bureau d'aide sociale. « En tout, plus de 100 000 agents parisiens avaient obtenu, par leurs actions, d'être régis par les mêmes textes », assure Jeanine Jaunet, secrétaire générale F.o. du syndicat central des personnels de la préfecture de Paris. Ils avaient également obtenu que cette réglementation unique soit pratiquement alignée sur le statut de la Fonction publique. Ainsi, les avantages obtenus par les fonctionnaires étaient presque automatiquement répercutés sur le personnel de Paris.

Pour la C.g.t. , la réforme du statut de la capitale est l'occasion rêvée par le Pouvoir pour mettre à bas ces conquêtes des travailleurs. « L'Union syndicale C.g.t. des services publics n'était pas opposée à une réforme du statut de Paris, explique sa secrétaire générale adjointe, Andrée Martini. Nous avons toujours dit que ce statut était anachronique et inadapté aux besoins des Parisiens. Mais la réforme a été réalisée à l'opposé des propositions que nous avions faites ». Sur ce point, C.g.t. et C.f.d.t. dénoncent avec vigueur le nivellement par le bas qui a présidé à toutes les modifications entreprises. D'abord, au lieu d'une réglementation unique, les agents de la Ville de Paris seront désormais régis par au moins six statuts différents.

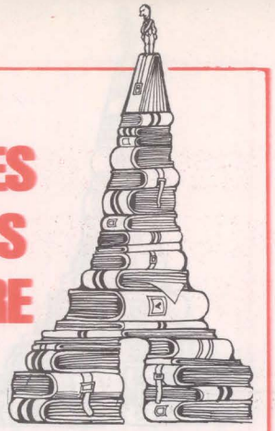
— Sous le premier seront regroupés tous les personnels municipaux (éboueurs, égoutiers, jardiniers, personnels de la désinfection, des crèches, des piscines et des stades, des musées et des bibliothèques de la Ville, des pompes funèbres, administratifs dans les mairies, etc.). Ce statut municipal fixé par le décret du 16 novembre 1976, préserve une spécificité de la capitale par rapport aux autres villes françaises, ne serait-ce qu'en raison de l'immensité et de la diversité des tâches à accomplir. « A Paris, explique René Pringuet, secrétaire C.g.t., il y a des qualifications qui n'existent nulle part ailleurs, comme celle d'ouvrier spécial du nettoiement (groupe 4). En province, les éboueurs ne dépassent jamais le groupe 3. »

— Le deuxième statut réglera le sort des personnels départementaux. Là, on retrouvera une partie des agents de la préfecture (administratifs s'occupant des affaires au niveau du département).

— Le troisième statut doit concerner les personnels d'Etat, c'est-à-dire les cadres de la préfecture et les employés de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

→

PARIS: LES DOSSIERS DU MAIRE



— Le quatrième statut s'adresse à tous les salariés de l'Assistance publique. Après une valse-hésitation assez comique, le préfet a fini par l'emporter. C'est lui qui présidera le Conseil d'administration de l'A.p.contrairement à ce qui se fait dans toutes les grandes villes en France.

— Sous le cinquième statut, on devrait retrouver les quelque 250 agents du Crédit municipal de Paris (mont-de-piété, etc.)

— Enfin, il existera probablement un sixième statut pour les offices d'H.l.m. L'office public inter-départemental qui construit des logements essentiellement sur la petite périphérie de Paris restera sans doute en dehors. Mais de nombreux signes laissent à penser que le maire va tout essayer pour récupérer sous son égide l'office d'H.l.m. qui construit sur Paris. On imagine aisément le bénéfice électoral qu'il pourrait en tirer.

Pour les quatre premiers statuts, les syndicats reconnaissent volontiers qu'ils seront assez semblables entre eux et très proches du statut antérieur du 25 juillet 1960. Surtout, par leurs actions et après plusieurs journées de grève, les agents parisiens ont obtenu que la loi maintienne les avantages acquis pour les personnels titulaires en place (22 000 personnes). Force ouvrière, pour sa part, s'estime satisfaite de ces amendements généraux. A son avis, des textes plus précis ne pourraient qu'« enfermer » les travailleurs dans une situation trop rigide. La C.g.t. et la C.f.d.t. ne partagent pas ce point de vue. Si, dans ces syndicats, on se félicite des garanties arrachées pour les titulaires en place, on craint aussi le pire pour les agents recrutés dans l'avenir. « Qui empêchera la mairie de recruter des « manœuvres-jardiniers » au lieu d'ouvriers jardiniers ? demande Andrée Martini. Sous un nom différent, on trouvera en fait la même qualification et le même travail effectué, mais, bien sûr, un salaire bien inférieur. Et Fassy complète : « Avec la réforme de l'O.r.t.f., nous avons un exemple vivant de l'utilisation de ces qualifications déguisées. Préserver les avantages acquis seulement pour les titulaires en place, c'est, à terme, condamner une profession et la voir peu à peu remplacée par un nouveau corps de métier sous-payé ».

Enfin, cette réforme du statut de Paris fait apparaître dans toute son acuité le problème des 11 000 non-titulaires employés par la Ville. Bien sûr, on parle d'en titulariser un certain nombre. Mais les conditions à remplir sont draconiennes. D'abord, il faut être français : tous les immigrés, au ramassage des ordures, notamment, se voient donc d'office éliminés. De plus, il faut être français : tous les immigrés, casier judiciaire vierge : de ce fait, l'Etat est le seul patron à refuser en bloc de participer à la réinsertion sociale des anciens condamnés. Enfin, pour se défendre, les non-titulaires ne peuvent se référer ni au droit privé (inspection du Travail et prud'hommes) ni au droit public (comme les titulaires). Leur seul espoir reste le tribunal administratif dont il faut considérer comme un exploit qu'il statue en moins de deux ans. Autrement dit, les non-titulaires se retrouvent pieds et poings liés face à d'éventuelles suppressions de postes.



Charte revendicative

Pour le moment, bien sûr, rien de ce genre ne se profile à l'horizon. Chirac peut difficilement, à peine élu, se retrouver face à un conflit social qui pourrait faire tache d'huile et se répercuter aux 250 corps de métier employés par la capitale. Les syndicats ne s'attendent pas à une offensive de choc mais bien à une série d'atteintes multiformes aux droits de s travailleurs et de la population. En tête de leurs inquiétudes, une privatisation accrue des services rentables de la municipalité. Le phénomène est déjà bien engagé. Ainsi, alors que la Ville possède ses propres bureaux de recherche, de nombreuses études de rénovation par exemple sont confiées à des sociétés privées. Dans le secteur des jardins aussi, le privé commence à se tailler une part non négligeable. Comme toujours, c'est le cercle vicieux : on n'accorde pas les créations d'emplois demandés par les directions de chaque service, sous des prétextes variés : la réduction des crédits par exemple — cette année, les dépenses de personnel pour la Ville ont été diminuées de 15 millions par rapport à l'année précédente. Puis, le manque de moyens et de personnel est invoqué pour expliquer l'incapacité du service public à prendre en charge un chantier donné. Il ne reste plus qu'à le confier à une entreprise privée. C'est ainsi que toutes les pelouses et jardins bordant les boulevards périphériques sont entretenus par une société privée. De nombreux espaces verts créés dans le cadre d'opérations de rénovation — dans le 13e arrondissement, notamment — suivent la même règle.

Face à tous ces dangers, la C.g.t. et la C.f.d.t. ont décidé de passer à l'attaque. Chacune de leur côté, dans un premier temps. Ainsi, la C.g.t. a déposé sur le bureau du maire une charte revendicative portant à la fois sur les revendications des salariés et sur la défense d'un véritable service public au profit des Parisiens. La C.f.d.t., pour sa part, élabore une plate-forme revendicative sur des thèmes similaires en mettant l'accent sur la pénurie de personnel et de moyens déjà de rigueur avant la réforme. Quant à Force ouvrière, elle a déposé lundi une demande d'audience à Jacques Chirac pour l'entretenir sur les problèmes des personnels. « Chirac a dit qu'il donnerait la priorité aux personnes âgées et aux transports : cela ne peut être fait dans l'état actuel des effectifs et des moyens disponibles », affirme Jeanine Jaunet.

Pour le moment, l'heure est donc à la négociation. Mais, dans les unions syndicales C.g.t. et C.f.d.t., on garde un souvenir trop précis de la concertation revue et corrigée par Chirac, Premier ministre, pour s'attendre à des ouvertures réelles de Chirac, maire de Paris. « Toute économie réalisable sera réalisée peut-on entendre à la Bourse du travail, dans les locaux de la C.g.t. comme dans ceux de la C.f.d.t. boulevard Sébastopol. Ce serait plus que de la naïveté d'espérer que nos intérêts et ceux des Parisiens seront pris en compte par cette municipalité : ce serait de la bêtise . »

CHRISTINE COTTIN

Social

PARIS-MENTEUR

Au palmarès des belles et grandes promesses, Jacques Chirac n'a pas d'égal. Passé maître dans l'art de relever — et, pourquoi pas, de dénoncer — les innombrables défauts d'une situation que son propre parti a créée en vingt ans de règne sans partage, le nouveau maire de Paris a peaufiné son catalogue — excusez, son « programme » — avec un goût particulier de la formule joliment balancée.

Qu'on en juge : au premier rang d'une politique tout entière tournée vers la « solidarité sociale », monsieur le maire a bien évidemment placé « la mère et son enfant ». Qui donc osait prétendre que Chirac n'avait jamais vu de près les difficultés quotidiennes des mères de famille ? Il les connaît si bien que cela l'a conduit à « concevoir un certain nombre d'améliorations ». On nous a donc promis (version intégrale) :

- le regroupement des « centres de l'enfance et de la famille » des services actuellement dispersés : crèches, garderies, écoles maternelles et primaires, centres de loisirs pour jeunes ;
- la multiplication des garderies et des haltes-garderies pouvant accueillir les enfants les mercredis et samedis en période scolaire et pendant les vacances ;
- le réexamen de la politique des centres aérés, pour aboutir à la fois à de meilleures installations, et à un progrès dans la prise en charge sociale ;
- le développement des espaces verts de quartier pour les tout-petits (un tout petit peu de vert au programme, ça ne coûte pas cher et ça se vend bien) ;
- l'amélioration des moyens de la Prévention maternelle et infantile ;
- enfin et surtout : l'accélération du programme de construction des crèches et garderies, notamment dans les secteurs où la demande est la plus forte. Et Chirac de souligner — pour ceux, sans doute, qui auraient le mauvais goût d'être incrédules — que c'est là « un objectif absolument prioritaire » de sa politique. Un jour, on s'en souvient, l'idée vint à Pierre Messmer, au détour d'un beau discours, que la France, en quelques mois, se couvrirait de crèches. C'était à Provins, et l'U.d.r. sentait venir les élections. Chirac a retenu la recette : la répétition, si elle n'est plus l'âme de l'enseignement, reste celle de la logomachie politique.



Médaillon vu dans une Tour du quartier Italie.

Pour ce qui est de l'école, le nouvel élu n'est pas moins « ambitieux ». Il veut, dit-il, parvenir à des rentrées sans heurts. Aux grandes fins, les grands moyens. On va donc (dans l'ordre du catalogue) :

- vérifier très vite la sécurité, relever les risques d'incendie dans les classes (on ne sait jamais, les gosses, ça aime tellement jouer avec le feu...) ;
- construire des écoles dans les quartiers rénovés : (Chirac surveillera personnellement la qualité de l'architecture. Pailleron and C°, ce n'est pas lui, c'est les autres...) ;
- en finir avec les popotes des « cantines d'autrefois ». On dira désormais : « restaurants scolaires » ;
- multiplier les classes de nature : neige, mer, campagne, et cheval (our les petits de l'avenue Foch) ;
- voir d'un peu plus près comment sont logés les instituteurs parisiens ;
- maintenir la qualité de l'enseignement. Ce qui, notons-le, passe bien sûr après l'extincteur, l'architecte, le menu du jour, la promenade à dada et la maison du maître ;
- enfin on va améliorer la sécurité au profit des enfants. Du Chirac sans « sécurité », ce n'est plus du Chirac.

A bien relire, c'est sûr, rien ne manque à l'appel. Rien, sinon quelques banales réalités.

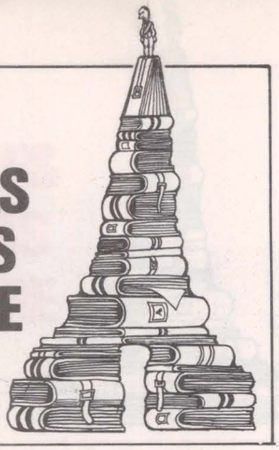
Faute de locaux, un millier d'enfants n'ont pas trouvé de place dans les maternelles de Paris lors de la dernière rentrée. Principaux points noirs : les 19e et 20e arrondissements, les plus populaires de la capitale ; et →



Le C.e.s. Pailleron, après la catastrophe.

collection Archives de Paris

PARIS: LES DOSSIERS DU MAIRE



le... 16e, où la demande de scolarisation est grande dans les familles d'immigrés. Rien n'indique que la situation sera meilleure en 1977 mais, comme d'habitude, les responsables de l'administration se rassureront en attendant que des parents, las ou désabusés, ne donnent plus suite à leur demande d'inscription.

Après moult tergiversations, les institutrices ont obtenu que le nombre d'élèves inscrits n'excède pas 35 par classe. Mais la circulaire qui leur donne gain de cause précise aussi que les créations de classes donneront priorité à l'accueil de nouveaux élèves sur le resserrement des effectifs... Quand donc disparaîtront ces cantines installées chaque jour sous les préaux de certaines écoles ? Quand cessera-t-on de plier et de déplier les matelas, de repousser les tables de classe dans un coin, faute de place pour un dortoir ?

Chirac est-il allé, entre deux visites à la crémière, se promener du côté du 18e arrondissement ? Il y aurait en vain cherché la moindre halte-garderie, la moindre crèche familiale. Il y aurait certes trouvé quatre crèches municipales et de quoi faire quelques comptes : 200 lits pour 200 000 habitants, quand les normes de l'Organisation mondiale de la santé fixent un plafond de 40 lits pour 10 000 habitants ! Et chacune de ces crèches a deux cents enfants sur liste d'attente...

Quand, passé le temps des ronds de jambe, des serrements de pince aux anciens combattants, et des mini-bains de foule à l'Etoile, monsieur le maire de Paris ouvrira ses dossiers, gageons qu'il aura pris soin de remiser son catalogue et déjà oublié ses propos de préau. Des préaux justement qu'il a — on a omis de le noter plus haut — promis de moderniser au plus tôt. Pour le confort de sa prochaine campagne ?

MICHELE KESPI-BACKMANN

Vie culturelle

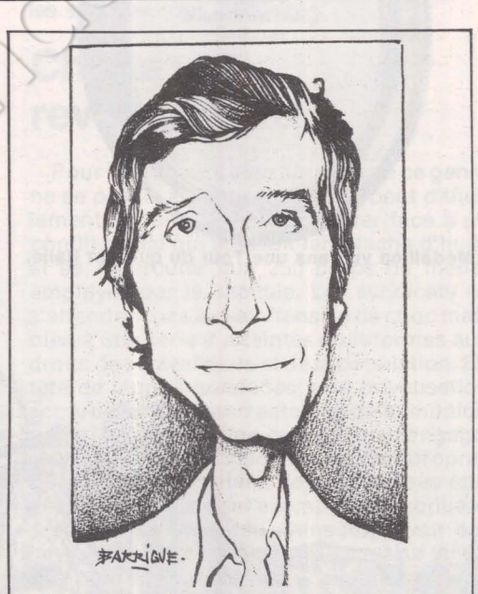
PARIS-BIDON

Jack Lang — doyen de la Faculté de Droit de Nancy, créateur du Festival mondial du théâtre, ancien directeur du Théâtre national de Chaillot — vient d'être élu conseiller de Paris. Avec Georges Dayan, il a battu Jacques Dominati dans les 2e et 3e arrondissements.

L'UNITE : Georges Sarre avait annoncé pendant la capagne électorale que, s'il devenait maire de Paris, il vous confierait la responsabilité de la politique culturelle à Paris. Quels auraient pu être les grands axes de votre action ? En quoi se serait-elle radicalement différenciée de celle de la municipalité Chirac ?

JACK LANG : Deux observations préalables auraient orienté nos choix. Première observation : « Paris-Cité » a été victime de « Paris-Capitale ». « Paris-Ville» a été victime de « Paris-siège du pouvoir central ». La luxuriance (elle-même souvent factice) d'institutions culturelles nationales de prestige — musées, théâtres... — a dissimulé la déshérance de nombreux quartiers. Ce fut pour moi une révélation au cours de cette campagne : à l'égal des autres villes de France, Paris a souffert de la centralisation et de la domination d'un Etat autoritaire, boursoufflé et indifférent à la vie réelle des hommes.

Un exemple de la coexistence — parfois en plein cœur de Paris — de la richesse intellectuelle et de la misère culturelle : à Beaubourg, la foule se presse, heureuse, attentive, fervente autour d'œuvres d'art. A quelques pas de là — dans le 3e arrondissement — on découvre un sous-équipement qui ferait rougir la plus réactionnaire des municipalités de province : pas une maison de jeunes ; une bibliothèque lépreuse et inacessible ; pas un espace de jeu pour les enfants ; pas un seul lieu de rencontre amical et chaleureux pour les plus âgés.. Des rues qui ont perdu leur air de fête... La solitude, l'aliénation, une insalubrité digne du XIXe siècle ! Le succès même de Beaubourg est un symptôme de cette pauvreté. Songez que l'on doit s'inscrire sur une liste d'attente pour emprunter un simple matériel audiovisuel d'apprentissage des langues — matériel unique dans tout Paris ! Matériel qui, en Suède, se trouve à la portée de tous dans chaque petite ville. En enfermant l'art dans les forteresses de son royaume, l'Etat lui a refusé le droit à la libre circulation dans la vie quotidienne... Oui, Paris aussi est une province étouffée par la capitale !



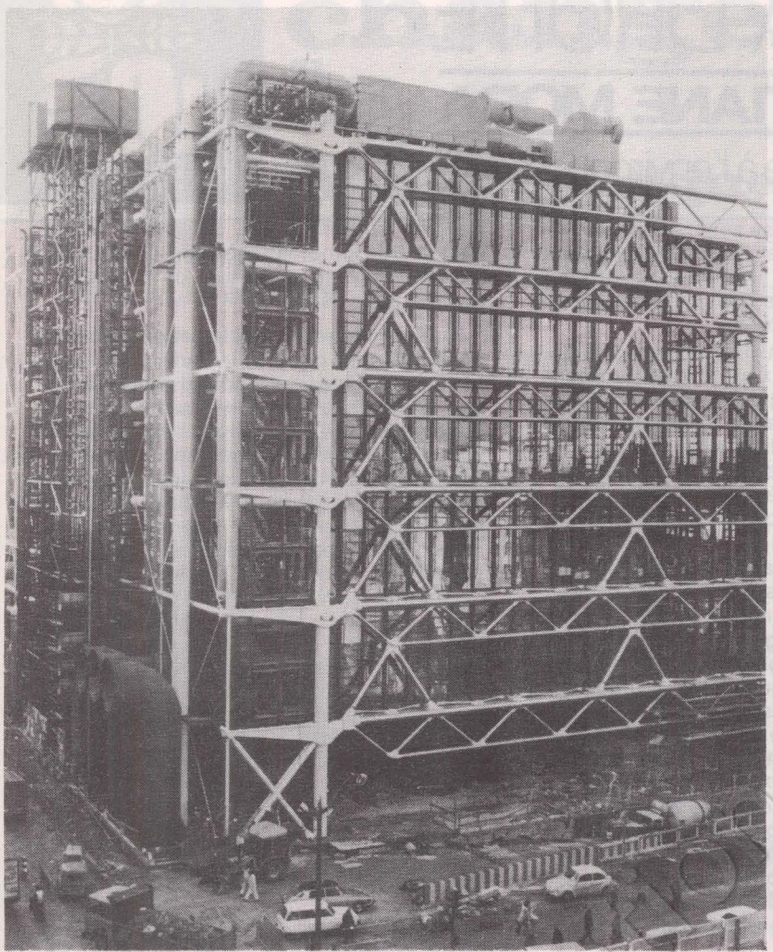
Jack Lang: "Paris est étouffé par la capitale"

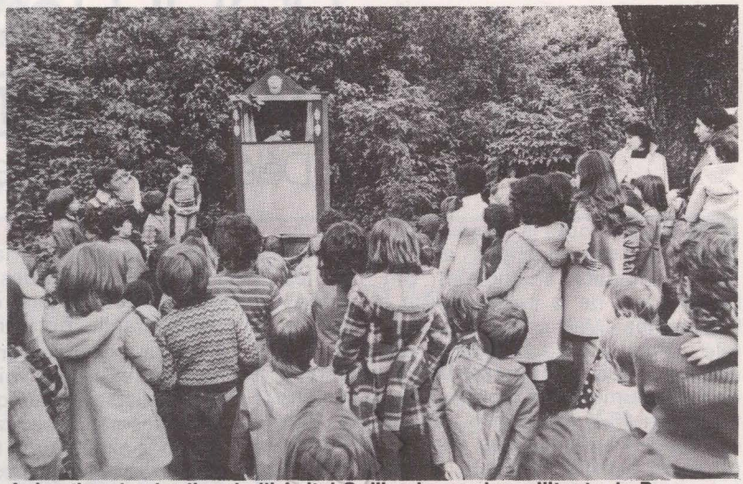
— Votre propos a d'autant plus de force que, par votre action créative à Nancy et dans plusieurs colloques et écrits, vous avez toujours lutté contre le sous-développement culturel des provinces et combattu la centralisation culturelle.

— Une différence cependant entre Paris et le reste de la France — et c'est une deuxième observation préliminaire — : alors que les autres villes ont été dépossédées de leurs créateurs, de leurs artistes et parfois de leurs intellectuels par un véritable « brain-drain » vers le centre de Paris, la ville de Paris au contraire recèle une multitude de richesses intellectuelles. Faire renaître la vie artistique d'une région, c'est une œuvre de longue haleine, héroïque même. Faire revivre les quartiers de Paris, c'est un combat aisé à gagner en quelques mois — si telle était la volonté politique de la majorité du Conseil de Paris ! Les hommes ne manquent pas: Paris regorge de talents et d'intelligences inutilisés, de musiciens et d'architectes inemployés, de comédiens et de musiciens au chômage.

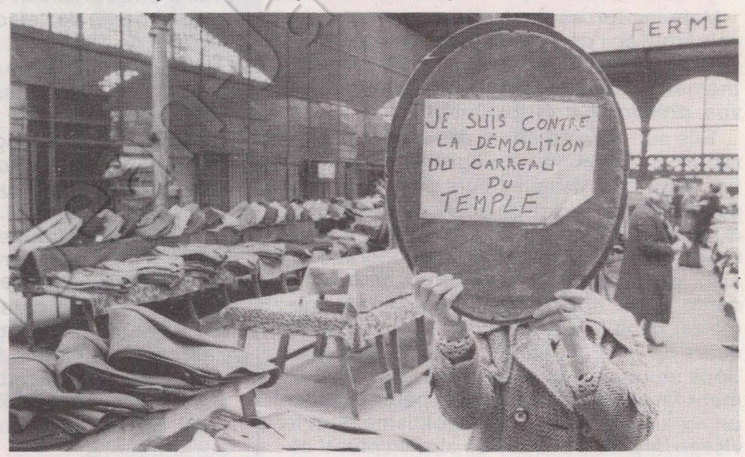
Avec leur concours, Paris serait d'abord transformé en une ville d'art pour les enfants : plusieurs milliers d'ateliers de création artistique (peinture, musique, jeu théâtral...) seraient établis sur l'ensemble de la commune ; les écoles de musique seraient modernisées et démocratisées ; la pratique de la danse assurée — non comme aujourd'hui par des cours privés — mais par des établissements publics ! Les écoles et les lycées s'ouvriraient en permanence aux artistes... qui transformeraient leurs locaux souvent tristes en lieux de joie et de beauté ; des carnavals d'enfants célébreraient les événements passés ou présents du quartier ; les jardins des administrations s'ouvriraient à leurs ébats. Les adultes et les plus âgés seraient eux aussi invités à pratiquer l'art de leur choix. On rêve de maisons de l'amitié où toutes les générations se côtoieraient, où chacun serait tour à tour spectateur et acteur...

Une politique culturelle nouvelle pour Paris devrait s'accompagner d'autres mesu-





Animation des jardins de l'hôpital Guillemin, par les militants du P.s.



res : révéler aux Parisiens les beautés qu'ils ignorent et qu'abritent leurs musées, Carnavalet et Cognacq-Jay ou le Petit Palais ; ouvrir les musées municipaux jusqu'à 22 heures ; y installer autant que possible une cafétéria ; moderniser les bibliothèques municipales ; transformer les places publiques, les « passages » ou les cours d'hôtel en espaces de fêtes ou de jeux ; sauvegarder les vieux marchés (Carreau du Temple, marché Saint-Germain) ; offrir un toit et des moyens d'existence aux compagnies théâtrales et musicales ; créer des radios et des journaux de quartier ; organiser des festivités associant les diverses communautés culturelles de la Ville, Maghrébins, Juifs, Turcs, Arméniens, etc.

— Un tel programme est-il réalisable aujourd'hui ?

— Malheureusement non. Quand on sait par ailleurs que Chirac a choisi Pierre Bas (« le bétonneur ») comme adjoint à la Culture ! Une véritable provocation. Plus scandaleux encore : le choix de Christian de La Malène comme premier adjoint et maître des Finances : l'homme de la destruction des Halles de Baltard, qui fut pendant deux années la plus vivante, la plus libre des Maisons de la culture de France.

La gauche parisienne doit cependant prendre des initiatives : en premier lieu, établir pour l'automne prochain un véritable plan de développement artistique et culturel de chaque quartier, comportant des propositions très précises et opposer ce programme vivant à la politique officielle. En second lieu, défendre les droits des créateurs parisiens, organiser avec eux et pour eux des manifestations de soutien. En troisième lieu et surtout, faire surgir des réalisations nouvelles, notamment là où la gauche a des élus. Certes, nous n'avons pas le pouvoir, mais, en tant qu'élus, nous disposons d'une autorité morale. Elle doit servir à faire naître localement une multitude de propositions et d'actions....

Un exemple : là où j'ai été élu avec Georges Dayan, j'ai l'intention de me battre et de transformer entièrement le paysage culturel du quartier : nous ferons ouvrir aux enfants les jardins des Archives nationales, nous ferons créer plusieurs ateliers d'expression artistique. Nous empêcherons la destruction du Carreau du Temple qui, à l'avenir, devra abriter à la fois des activités commerciales traditionnelles et des activités de jeux et de spectacles ; nous le mettrons sous la protection de l'opinion publique, en y organisant prochainement des fêtes et des manifestations populaires. Nous combattrons pour que le Festival du Marais obtienne les moyens de son plein épanouissement et puisse à nouveau donner ses représentations à l'Hôtel de Sully et à l'Hôtel de Rohan. « Musique dans la rue » sera invitée et chaleureusement accueillie par tous nos amis. Nous susciterons l'organisation d'un premier festival international de l'architecture qui réunira les architectes les plus inventifs du monde et présentera en même temps les expériences étrangères (italiennes, en particulier) de rénovation de l'habitat ancien sans expulsion des habitants. Une fête des communautés rassemblera à chaque printemps des chanteurs, des peintres, des comédiens exilés à Paris (latino-américains, maghrébins, asiatiques)... Tous ces spectacles, toutes ces fêtes seront ouverts en priorité aux habitants eux-mêmes, en particulier aux plus âgés, à ceux que l'on a écartés de la vie sociale. Partout, ils devront y trouver l'affection, le respect. Partout, ils pourront recouvrer le droit à la parole. Partout, un dialogue amical et fraternel devra être établi entre les générations. Partout, on devra abolir l'absurde ségrégation de l'âge.

En un mot, à la différence des élus de droite, les élus de gauche ne doivent pas être seulement des boîtes aux lettres transmettant les interventions. Les élus de gauche doivent être présents sur place, combattant au milieu des habitants eux-mêmes, imaginant des formes d'action nouvelles, provoquant des initiatives. Un exemple : si malgré d'incessantes demandes, l'Administration refuse d'ouvrir un jardin aux enfants, eh bien ! envahissons-le avec nos enfants, avec des fanfares, sans oublier surtout de donner rendez-vous à l'humour et à la poésie...

Autant que notre critique vigilante, approfondie de la gestion municipale, notre capacité inventive, nos actes, nos propositions contribueront à faire comprendre que sans restauration d'un nouvel art de vivre, sans réhabilitation du sens communautaire, il n'y a pas d'espoir d'une vraie renaissance artistique.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

Ecologie

UNE MAUVAISE SURPRISE POUR LA DROITE

PAR CHRISTIANE MORA

Déléguée nationale à l'environnement

Pendant toute la campagne du premier tour des élections municipales les candidats écologistes ont fait les beaux jours de la presse écrite et parlée : l'évènement était créé, la surprise était totale... Pour qui ? Les mêmes associations écologiques avaient présenté la candidature de René Dumont lors des élections présidentielles de 1974 et précisé l'an dernier, lors des élections cantonales, leur volonté de figurer au premier tour sur la base de leurs orientations spécifiques.

Mais les forces de droite pensaient pouvoir trouver l'occasion d'une opération de « récupération » de grande envergure des thèmes écologiques qui, de leur point de vue, présentait un triple intérêt.

Elle permettait d'abord de tenter une opération de diversion : il s'agissait de détourner l'attention des électeurs du programme de la gauche, des problèmes de l'emploi et du pouvoir d'achat, en profitant de leur aspiration à un renouveau de la démocratie locale, pour pratiquer une surenchère étonnante (pour qui dispose d'un peu de mémoire) dans le domaine de l'écologie et du cadre de vie. Par ailleurs, le terrain des élections municipales paraissant particulièrement favorable, on pouvait espérer susciter un regain de ce bon vieil apolitisme dont le visage fatigué manquait de plus en plus d'attrait et avait besoin d'un ravalement urgent. On montrait enfin, mais c'était bien sûr le plus important, que la présence de listes écologiques s'expliquait par l'incapacité de la gauche unie à prendre en compte les aspirations écologiques et d'inspirer confiance aux écologistes. Pourquoi la gauche seule, alors que les candidats écologistes précisaient qu'ils considéraient la majorité au pouvoir comme responsable principale de la dégradation de notre environnement ?

Certains commentateurs auraient bien dû se poser la question, au lieu de donner dans le piège ; car la mise en cause « à sens unique » de la gauche montrait bien l'intention polémique et politique. Et à qui ne l'aurait pas compris, l'orchestration par Giscard d'Estaing lui-même, dès le 27 février, de l'opération de récupération aurait dû apporter quelque lumière.

Les résultats du premier tour marquèrent le retour à une discrétion aussi soudaine que remarquable. La « divine surprise » écologique en devenait une bien mauvaise ; en effet l'analyse des résultats montre que c'est surtout sur l'électorat giscardien de 1974 que les listes écologiques ont pris la plus grande partie de leurs voix. C'est ce que l'on peut apprécier dans toutes les communes où les candidats écologistes font un score important tandis que la gauche unie progresse. Et lorsque certains courants de la majorité présidentielle ont choisi de se présenter séparément en se rebaptisant « écologiques » pour la circonstance et ont ainsi détourné de la droite un nombre important de voix, l'échec de cette dernière est d'autant plus flagrant que ces voix se sont reportées pour une bonne part sur la gauche au deuxième tour (c'est le cas des « jobertistes » à Nice, comme des modérés et des centristes à Biarritz, Marseille notamment).

La gauche unie a en effet largement bénéficié du report des voix qui s'étaient portées sur les listes écologiques. Cependant, dans quelques cas assez rares, les reports ne se sont pas exactement faits alors que les candidatures écologiques avaient pourtant entraîné une partie de l'électorat de la gauche, ou une partie de l'électorat de François Mitterrand de 1974.

Quoique l'écologie ait été largement sollicitée, toutes les listes qui s'en sont réclamées ne sont pas de même nature.

Les listes « écologistes » sont souvent animées par des responsables de ce que l'on appelle l'extrême gauche autogestionnaire, et en particulier du P.s.u., parfois des Gam. A Toulouse, à Montpellier, à Rennes, à Grenoble, à Lille, à Belfort on les trouve présentes **à côté** de listes d'extrême gauche, ce qui permet de mieux caractériser leur électorat. A Chambéry, à Limoges, à Tarbes pour ne citer que quelques exemples, elles sont composées de membres du P.s.u. ou des Gam. Leur résultat électoral correspond à celui de ces formations lors des dernières consultations.

Il s'agit là d'organisations et d'un électorat qui ont, avec les formations de l'union de la gauche signataires du programme commun, des divergences bien connues ; il est donc logique qu'elles souhaitent se présenter séparément et ce n'est pas une nouveauté. Peut-être est-il plus intéressant de constater qu'elles maintiennent leur électorat malgré le soutien que le P.s.u. apporte assez souvent aux listes d'union de la gauche au premier tour.

Lorsque le report de leurs voix ne s'effectue pas intégralement au profit de la gauche au deuxième tour, il faut donc penser qu'il s'agit de désaccord politique et non d'écologie.

En revanche, dans d'autre cas comme la région parisienne (listes « Paris-écologie »), la région lyonnaise (« Lyon-écologie »), ou encore l'Alsace, les listes écologistes, même si elles comprennent des militants d'extrême gauche, sont inspirées et animées par les responsables des associations écologiques. L'analyse de leurs résultats du premier tour présente un intérêt évident. On constate qu'elles réalisent une bonne partie de leurs résultats soit au détriment de l'électorat qu'avait rassemblé la candidature de François Mitterrand en 1974 au deuxième tour, soit au détriment des progrès que la gauche unie aurait pu espérer réaliser. Peut-être y a-t-il ici et là une explication locale ; mais il nous faut chercher s'il y a des raisons politiques générales.

Autrement dit : la gauche, et tout spécialement le P.s., par son action et ses propositions, pouvait-elle « empêcher » que les écologistes souhaitent se présenter séparément ? Ces candidatures sont-elles l'indice d'un intérêt jugé insuffisant de la part de la gauche pour l'écologie ?

Il est à remarquer que les efforts entrepris par notre parti depuis cinq ans, et plus spécialement depuis deux ans au niveau de l'action militante, ont porté leurs fruits ; et spécialement dans des régions comme la Provence, le Sud-Ouest aquitain, l'Ouest et le Centre-Ouest où existent cependant de puissantes et actives unions d'associations écologiques. Le phénomène d'osmose entre les associations et le Parti socialiste a commencé à s'y manifester dans de bonnes conditions — et dans les deux sens : à Saint-Cyr (Indre-et-Loire) la tête de liste de l'union de la gauche est un militant écologiste devenu militant socialiste, et il n'est pas le seul exemple en France ! Combien de socialistes sont devenus par ailleurs dans les dernières années les animateurs ou les membres actifs d'associations de défense de la nautre ou de sauvegarde du cadre de vie !

Ces premiers résultats doivent nous encourager à poursuivre et à développer l'action entreprise par les socialistes : efforts d'information et de réflexion à l'intérieur du P.s. sur les questions qui relèvent en particulier des données écologiques, initiatives systématiques pour engager le dialogue avec l'ensemble des associations.

Car nous avons à écouter et entendre les questions que nous posent les écologistes non seulement d'un point de vue « technique » (lutte contre les pollutions, sauvegarde de l'environnement) mais aussi sur un plan plus politique (type de développement économique, avénement de formes nouvelles de décision démocratique). Nous devons y prêter attention dans la perspective de l'arrivée d'une majorité de gauche au pouvoir. Par conséquent, loin de toute surenchère démagogique, nous devons, nous aussi, poser aux écologistes des questions politiques : sur les moyens à mettre en œuvre et sur la tentation qu'ont certains d'entre eux de vouloir renvoyer la gauche et la droite dos à dos ; sur l'avenir de la civilisation industrielle et des progrès technologiques dans une société socialiste où les rapports de forces seront changés. La démarche qui a présidé à l'élaboration du programme commun procède de cette volonté, commune à la gauche et au mouvement écologique, de donner aux travailleurs la possibilité d'orienter de façon radicalement différente le développement économique (nous aurons l'occasion d'y revenir dans les prochaines semaines à l'occasion des débats préparant notre congrès national) ; du coup le mouvement écologique, comme les organisations de gauche, s'imposent la même règle : respecter ce qui sera, dès que les conditions politiques le permettront, l'expression de la volonté des travailleurs.

changer la vie politique

LES JOURNAUX ET LES ELECTIONS

Si l'on en juge par le nombre des exemplaires vendus, les résultats des deux tours des élections municipales ont vivement intéressé les lecteurs des quotidiens parisiens. Le bond le plus sensible est réalisé par « le Monde » qui passe de 117 000 exemplaires vendus à Paris le lundi 7 mars à 198 000 le lundi 20. Mais « France-Soir » enregistre de son côté une poussée importante (de 205 000 à 288 000). Parmi les quotidiens du matin, « le Figaro » gagne sensiblement plus que « l'Aurore » (respectivement + 43 000 et + 20 000), « le Matin de Paris » à peu près autant que « l'Humanité » (+ 24 000 et + 29 000). « Libération » et « le Quotidien de Paris », dont le tirage est sensiblement plus faible, n'ont progressé que de quelques milliers. Ce qui est encore mieux que « le Parisien libéré » qui a vendu exactement le même nombre d'exemplaires le lendemain des élections que le lundi 7 mars. A noter aussi que, dès le 23 mars, l'ensemble des quotidiens parisiens étaient retombés à leur vente habituelle.

POUR LES NOUVEAUX MAIRES

Toute une nouvelle génération le découvre depuis la semaine dernière : être maire, ce n'est pas seulement prendre les grandes décisions de la collectivité. C'est aussi, très modestement, se préoccuper du quotidien de ses administrés. Après le flot d'ouvrages plus didactiques sur le métier de premier magistrat d'une cité, un livre qui rappelle cette exigence de tous les jours : « S.o.s., Monsieur le maire », d'Alfred Max, chez Grasset. Pour avoir, deux mandats durant, présidé aux destinées de La Garde-Freinet, dans le Var, l'ancien directeur de la rédaction de « Réalités » raconte comment il a été ainsi confesseur, arbitre, justicier, psychanalyste... La preuve par neuf que, sous le buste de Marianne, les qualités humaines sont aussi nécessaires que les capacités de gestionnaire.

LE JURY ESCAMOTÉ

Malgré le titre de son émission, « L'huile sur le feu », Philippe Bouvard est d'une prudence extrême. Lundi dernier, il recevait sur son plateau Maurice Duverger et Alfred Fabre-Luce. Un jury devait, comme à l'accoutumée, départager par un vote les deux débatteurs. Tout était en place, les chaises et les jurés, deux heures avant l'émission. 45 minutes avant, changement de décor : les chaises disparaissent. Les téléspectateurs auront droit à un simple débat : le jury a disparu. Explication donnée après l'émission : les jurés, s'ils avaient voté pour Duverger, auraient donné aux spectateurs l'impression de voter contre l'Europe. Or Bouvard, visiblement, ne veut pas déplaire...

LA « GUERRE OUBLIEE »

La presse internationale rapportait récemment l'opinion d'un diplomate australien spécialiste de l'Indonésie, selon lequel les forces indonésiennes auraient massacré quelque cent mille personnes lorsqu'elles ont envahi l'ancienne colonie portugaise de Timor-Oriental en décembre 1975. Comme en Indonésie même, où la communauté chinoise a été l'une des principales victimes du coup d'Etat de 1965, la moitié des Chinois de Dili, capitale de Timor, auraient été massacrés dès les premiers jours. Des journalistes étrangers ont aussi été assassinés. Qui le sait ? C'est de cette « guerre oubliée », le plus grave problème issu de la décolonisation portugaise, que nous parle Marcel Roger, collaborateur de France-Terre d'Asile, et qui a longtemps vécu en Asie du Sud-Est. Son livre, publié par une maison d'édition jeune et courageuse qui se consacre largement aux luttes du tiers monde, L'Harmattan (18 rue des Quatre-Vents, 75006 Paris), est le premier ouvrage en langue française sur Timor.



A LA BONNE HEURE !

Le réveil sonnera lundi une heure plus tôt et le passage de l'heure d'hiver à l'heure d'été se soldera souvent par une heure de sommeil en moins. Mais levés plus tôt nous jouirons plus longtemps du soleil et de la lumière du jour. A nous les longues soirées d'été ! A la sortie du travail, il restera du temps pour vivre.

Ce n'est pourtant pas pour prolonger les loisirs des Français que l'heure d'été a été adoptée, mais à cause de notables économies d'énergie : en 1976, l'introduction de l'heure d'été s'est traduite par une économie de 300 000 tonnes d'équivalent pétrole, soit 150 millions de francs.

C'est, de plus, une mesure « gratuite » qui permet d'économiser sans investir, alors que la même économie aurait nécessité des investissements de 400 à 500 millions de francs dans l'industrie ou de 1 500 à 2 000 millions de francs pour isoler des logements anciens, ou bien pour les chauffer avec des énergies nouvelles (soleil, géothermie).

En 1976, 65 % des Français se sont déclarés satisfaits de cette mesure. Dommage pour Giscard d'Estaing : c'est la seule réforme à recueillir un tel score !

L'AFFAIRE SCHULTZ

Detlev Schultz, un militant politique allemand, est actuellement détenu à la prison de Colmar. Arrêté le 21 mai 1976, à Strasbourg, il a été condamné, pour vol à la tire et port d'arme prohibé, à six mois d'emprisonnement.

Mais Schultz n'est pas n'importe quel prisonnier de droit commun, puisque la Justice allemande lui reproche d'avoir participé avec quatre autres personnes à une bagarre qui, le 7 mai, se solda par la mort d'un policier. Un haut fonctionnaire de la police de Darmstadt et la presse allemande dans son ensemble ont présenté cette affaire comme une affaire politique et Detlev Schultz comme un dangereux terroriste qui ferait partie de la bande Baader-Meinhof. Aussi la R.f.a. demande-t-elle son extradition.

Schultz nie catégoriquement sa participation à l'échauffourée du 7 mai, tout en proclamant qu'il est un opposant au régime de la R.f.a. Il devrait donc bénéficier, selon ses défenseurs, de la loi du 10 mars 1927 qui stipule que « l'extradition n'est pas accordée... lorsque le crime ou le délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ». Or, la Chambre d'accusation de Colmar a décidé le 10 février qu'aucun élément d'ordre politique n'entrait dans cette affaire et que, par conséquent, rien ne s'opposait à l'extradition du jeune Allemand...

C'est maintenant au Conseil des ministres de décider. Et ce serait imminent. Mais, note déjà l'un des avocats, « si la France extradait Schultz, elle irait à l'encontre de la jurisprudence et de la tradition en la matière ».

MORT AUX PAPIVORES

Contre le gaspillage du papier par la publicité, Combat-Nature lance une campagne de retour à l'envoyeur : en pesant sur les coûts de la distribution postale de la publicité, on inciterait les P.t.t. à en relever les tarifs ; et nos boîtes à lettres seraient un peu moins envahies.

LA "CROISADE" EST MORTE AVEC FRANCO

De notre correspondant

La mort de Franco n'a fait qu'accélérer le processus de décomposition du dernier régime fasciste qui subsistait encore en Europe. Né avec l'irruption victorieuse du nazisme et du fascisme en Europe et de l'écrasement des forces ouvrières et démocratiques pendant la sanglante guerre civile, le franquisme sut courber la tête et s'adapter à la nouvelle situation créée par la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Pendant ces trente dernières années, d'autres dictatures s'imposèrent en Grèce et au Portugal, tandis que dans le reste du monde les forces progressistes gagnaient du terrain.

Tous les piliers sur lesquels s'appuyait le franquisme au temps de son triomphe contre-révolutionnaire ont été rongés par le changement intervenu dans l'équilibre des forces mondiales et, en Espagne même, par le développement d'un nouveau et puissant mouvement ouvrier et démocratique, né en même temps que le « boom » économique des années 60 . Des cendres de la guerre civile, ce mouvement a su se réorganiser et mettre en échec les institutions franquistes : syndicats verticaux, Parlement fasciste, Phalange, etc.

L'Eglise est un de ces principaux piliers. Tout au long de l'Histoire espagnole, elle est apparue liée aux classes dirigeantes et mêlée intimement aux luttes politiques qui agitaient la péninsule. Déjà, le Concordat de 1851 garantissait la liberté religieuse, mais reconnaissait à l'Eglise catholique un caractère de religion d'Etat.

« Pour Dieu, la patrie et le roi »

L'Eglise, liée aux structures archaïques d'un pays exclusivement agricole, divisé entre « latifundios » gigantesques et très petits « minifundios », à la fin du XIXe siècle et au début de XXe siècle, apparaissait comme l'alliée historique de la grande bourgeoisie. Le libéralisme espagnol naît ainsi chargé d'une forte dose d'anticléricalisme. « Si les curés et les moines connaissaient les barricades qui vont s'élever... » : c'est ainsi que commençait l'hymne des républicains espagnols (le célèbre hymne de Riego). De son côté, le mouvement ouvrier, fortement influencé par l'anarchisme, prenait souvent l'Eglise comme cible de ses attaques. C'est l'époque des incendies d'églises en 1909, qui se répètèrent pendant les violences de la guerre civile. Sur la musique de « La Varsovienne », les anarchistes chantaient « Curés et moines, nous empêchent de voir ».

Dans ce contexte historique, alors que le fascisme international appuie Franco pour contenir le processus social révolutionnaire qui se déroule en Espagne à partir de la victoire du Front populaire, l'Eglise n'hésite pas une seconde à choisir son camp, soutenant depuis le premier jour le soulèvement des quatre généraux fascistes (Franco, San Jurjo, Mola et Queipo de Llano). Seuls les prêtres basques appuieront la résistance au franquisme, ce qui explique que cinquante d'entre eux furent fusillés et plus de 500 exilés, bannis à la suite de la prise de Bilbao par les forces fascistes.

L'oligarchie terrienne et financière liée au fascisme international trouve ainsi une alliée naturelle en l'Eglise catholique dirigée depuis Rome par le pape Pie XII, un anticommuniste viscéral, que Franco avait baptisé « pape des Espagnols » et en l'honneur de qui le dictateur organisa une grande manifestation sur le terrain de football du Real Madrid.

La droite fasciste se levant contre le mouvement ouvrier et contre la bourgeoisie démocrate-libérale, et utilisant habilement l'anticléricalisme de son adversaire, sut donner au soulèvement un caractère de « croisade ». C'est l'époque du national-syndicalisme, version espagnole du fascisme allemand et italien, où les curés bénissent chaque fusillade, chaque massacre, chaque bombardement contre la population civile sans défense, donnant de l'Eglise une image détestée que les Espagnols n'ont pas encore réussi à oublier complètement. Mais cette Eglise qui adopte le salut fasciste et prend les armes contre la révolution se verra obligée plus tard de trouver une réponse à ses contradictions internes et de s'adapter aux nouvelles conditions historiques.

Après sa victoire, Franco s'empresse de redonner au pouvoir ecclésiastique tous les privilèges que la République lui avait arrachés. Le dictateur, qui se fait appeler « Caudillo de l'Espagne par la grâce de Dieu » — comme il est écrit sur toutes les pièces de monnaie depuis 1946 — accroît ses pouvoirs en nommant de nombreux évêques au Conseil de l'Etat et aux Cortes, charges que l'Eglise conserve encore aujourd'hui dans l'actuel gouvernement Suarez.

Le dictateur impose ainsi à la hiérarchie catholique de nommer lui-même les évêques, clause qui fut adoptée par l'accord passé entre Serrano Suner et le nonce Cicognani en 1941. Le coup de force fut par la suite une des causes essentielles du conflit entre le Vatican et le gouvernement espagnol.

Le Vatican contre Madrid

En 1953, ce qu'on a appelé « l'idylle entre l'Eglise et l'Etat espagnol » touche à sa fin. Un des sujets les plus débattus est l'intervention des évêques. Cependant, le Concordat est signé cette année-là par Pie XII, qui octroie à Franco l'Ordre suprême du Christ.

Jusqu'en 1956, l'Opus Dei marque des points et, l'année suivante, place au gouvernement une foule de technocrates sortis de ses rangs. Le conflit entre l'Eglise et l'Etat atteint un point de tension aiguë à la mort de Pie XII, avec l'élection de Jean XXIII, qui est considéré par Franco comme un danger car ses sympathies pour les réfugiés espagnols sont connues. En 1962, le Vatican intervient pour réclamer l'amnistie pour un étudiant catalan condamné à mort. En 1963, le futur Paul VI (alors archevêque Juan Baustita Montini, élu pape en juin 1963) tente d'intercéder auprès du Pouvoir franquiste pour sauver Julian Grimau, qui fut néanmoins assassiné par le franquisme. Avec de tels antécédents, Paul VI sera toujours considéré par Madrid comme un dangereux agitateur communiste. La guérilla entre le Saint-Siège et le gouvernement espagnol s'accompagne de transformations très profondes au sein de l'Eglise et par l'apparition de secteurs de l'épiscopat espagnol appuyant les tendances novatrices du concile Vatican II, commencé par Jean XXIII et terminé par Paul VI. Ainsi l'abbé de Montserrat, qui avait



Franco participant à une procession, en 1947.

fait au « Monde », en 1963 des déclarations remarquées à propos de l'assassinat de Grimau, sera plus tard obligé de quitter le pays. L'année suivante, 400 prêtres catalans écriront à leurs évêques à propos des relations de l'Eglise et de l'Etat.

Mais, à partir des années 60 jusqu'à aujourd'hui, l'Eglise et sa hiérarchie ont suivi le sens du vent, mues par les pressions internes d'un bas clergé lié de tout temps aux classes laborieuses et par les pressions extérieures venues du Vatican. Pour ajouter à cette détérioration, il faut tenir compte de fait que le régime sclérosé de Franco commençait à être contesté par les démocraties occidentales.







Réunion clandestine de membres des Commissions ouvrières dans une église de Bilbao, en 1969.

Si l'on veut analyser l'Eglise catholique espagnole, une différence s'impose entre les prêtres et le bas clergé, d'une part, et, d'autre part, l'épiscopat et la haute hiérarchie ecclésiastique.

Une analyse sociologique et régionale est également nécessaire pour comprendre le processus de radicalisation en cours au sein de l'Eglise catholique, ainsi que son prolongement dans les rangs de la démocratie chrétienne, dont l'aile la plus avancée est représentée par Ruiz Jimenez au sein de la Coordination démocratique.

Lors de la naissance des Commissions ouvrières, dans les années 59-60, et donc des premières formes d organisation indépendantes de la classe ouvrière, le bas clergé dans les zones industrielles et les banlieues est influencé et gagné par ces luttes. Solidaire du problème national qui se mêle aux revendications sociales et politiques, il est profondément radicalisé dans certaines régions. Surtout au Pays basque — où la tradition démocratique et antifasciste de jadis est retrouvée — ainsi qu'en Catalogne, à Valence et autour de Madrid. L'Eglise d'Andalousie et de Galice, ainsi que celle de Castille et d'Estrémadure, reste fortement attachée au Pouvoir, aux « caciques », sans vrai contact avec le peuple. Néanmoins, au Pays basque et en Catalogne surtout, les églises seront, tout au long d'une décennie, le lieu de réunion habituel des groupes et organisations syndicales, politiques clandestines

Des rangs du bas clergé radicalisé sortira un Paul Garcia Salve, qui est aujourd'hui membre du Comité central du P.c.e., et d'autres prêtres qui rejoindront le Parti socialiste ou encore l'Eta, comme Echave dont le nationalisme évoluera jusqu'au trotskisme.

Aujourd'hui, on estime à 15 % le nombre de catholiques militant au Parti communiste. Les prêtres ouvriers présents activement au sein des commissions ouvrières et des comités de quartier servent de structure à l'appareil clandestin. « Les prêtres se lèvent contre l'Eglise officielle au nom du christianisme », comme le disait Garcia Salve. Dans le même temps, l'attitude du mouvement ouvrier et de l'opposition envers l'Eglise s'est assouplie et le dialogue est désormais ouvert. « L'incendie des couvents » n'est plus qu'un épouvantail dans la bouche de l'extrême droite. Le mouvement ouvrier socialiste, communiste, syndicaliste ne pense plus depuis longtemps à brûler les églises, mais plutôt par son action à décomposer les bases mêmes de l'« establishment » catholique et gagner à sa cause des pans entiers du bas clergé. Cette influence n'épargne même plus l'épiscopat et la haute hiérarchie.

La prison de Zamora, réservée aux ecclésiastiques, se remplit de nombreux prêtres, tous militants de différentes organisations politiques. Cependant, en raison d'une série de mesures de grâce, il n'y a plus d'ecclésiastiques à Zamora, la plupart ayant été remis en liberté conditionnelle. Seul le prêtre de l'Eta Echave reste encore confiné dans un couvent à Lerida, où il purge une peine de

→

LA "CROISADE" EST MORTE AVEC FRANCO



50 ans de prison (30 pour banditisme et 20 pour terrorisme).

Les années qui précédèrent la mort du dictateur furent caractérisées par une grande tension dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat fasciste. Par exemple, avec des manifestations comme la marche pacifique de 130 prêtres catalans en 1966, l'emprisonnement de 20 prêtres basques en 1967. En 1969, les évêques espagnols protestèrent contre l'état d'exception. En 1970, 1 300 opposants s'enfermèrent au couvent de Montserrat près de Barcelone. En 1971 l'épiscopat critiqua sans fard la nouvelle loi syndicale. Tarancon fut nommé évêque de Madrid en remplacement de Morcillo, représentant ainsi une hiérarchie plus liée à la future « réforme ».

Comme par un séisme

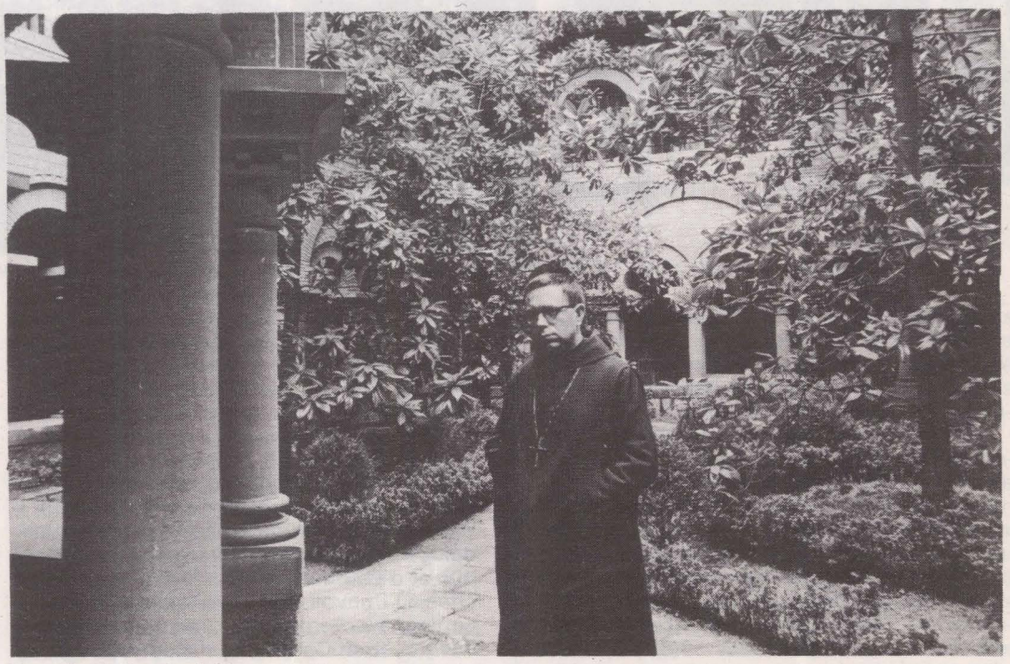
Tous ces faits provoquèrent la colère du gouvernement qui, par la bouche de son vice-président d'alors, l'amiral Carrero Blanco, vilipenda devant les Cortes en 1972 « l'ingratitude de l'Eglise pour laquelle nous avons tant fait ». Un an plus tard, les évêques espagnols élaborèrent un document appelé « L'Eglise et la communauté politique », suivi de peu par la naissance d'un nouveau mouvement catholique nommé « Chrétiens pour le socialisme ». L'année 1974 sera marquée par la célèbre homélie en faveur des Basques de l'évêque de Pampelune, Anovera, qui est jugée alors par les forces les plus ultras du régime comme une « grave atteinte à l'unité nationale ». Les mutations, les emprisonnements et les interdictions de réunions pleuvent de tous côtés dans les mois qui précèdent la mort de Franco. En 1974, les assemblées chrétiennes de Vallecas et de Las Palmas sont suspendues.

La mort de Franco suivie des premières mesures de grâce accélèrent l'arrivée de la « réforme ». Les forces jusqu'alors compromises avec le régime opèrent un changement à froid dans leurs rapports avec le franquisme, hâtivement et sans changer vraiment l'essentiel. Le gouvernement Arias maintient cet essentiel jusqu'à ce que les tragiques événements de Vitoria viennent y mettre un terme. L'Eglise n'est pas absente de ces événements et les églises de Bilbao et de Vitoria servent de lieux de réunion pour les assemblées ouvrières. Les homélies pour les victimes de la tuerie de Vitoria se succèdent pendant plusieurs jours.

Le gouvernement d'Adolfo Suarez apporte enfin la promesse de « réformes ». Et on peut désormais affirmer que la majorité de l'épiscopat espagnol appuie aujourd'hui la nouvelle façon de voir de la bourgeoisie, non sans frictions, luttes et contradictions. Aujourd'hui, le bunker ecclésiastique paraît définitivement isolé. L'institution Eglise a subi l'assaut de la réforme. Une « réforme » toutefois ambiguë, obligée de tenir compte de l'opposition et du mouvement ouvrier, fréquentant l'une et l'autre pour parfaire son visage démocratique, tout en laissant les choses comme elles sont. Les problèmes économiques et sociaux sont relégués pour après les élections.

Mais le « saint du saint » de l'Eglise espagnole a été secoué comme par un séisme et l'esprit de la croisade est enterré avec le dictateur.

MIGUEL GARCIA



Dans le cloître de l'abbaye de Montserrat, près de Barcelone.

JEUX DU POUVOIR ET DU HASARD



Sexe, alcool et jeux, à des degrés divers, n'ont jamais été l'apanage d'une caste ni d'une classe. Et toutes les tentatives pour empêcher la satisfaction de l'un ou de l'autre de ces penchants ont toujours été vouées à l'échec. Napoléon lui-même s'y est essayé. Il a fait interdire en France tous les jeux de hasard. Cela figure, noir sur blanc, à l'article 410 du code pénal qui conserve encore toute sa force légale. Pourtant, chaque dimanche, entre 6 et 10 millions de parieurs font leur tiercé. En 1976, le P.m.u. a enregistré un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de francs. Encore ce montant représentait-il « seulement » 873 millions de francs — soit 7,76 % — de plus qu'en 1975. Cette faible progression tient en partie à l'augmentation de 3 à 5 F du pari minimum.

L'hostie du tiercé

Peut-on déduire de tout cela que près d'un Français sur cinq viole la loi ? Certainement pas. Pour cette raison bien simple que l'Etat, faute de pouvoir endiguer la passion du jeu qui continuait de sévir clandestinement dans de nombreux tripots ou dans d'élégants salons privés, a changé son fusil d'épaule. Plus exactement, fasciné par les sommes colossales englouties au casino de Monte-Carlo, il a inventé en 1907 la « dérogation ». Puisque la répression était inefficace, autant profiter de cette somme et faire preuve d'une lucrative tolérance. Les casinos ont alors été autorisés « dans les stations balnéaires, thermales et climatiques », par dérogation.

De loin, le jeu le plus populaire est toutefois le tiercé. Il suffit d'aller acheter un paquet de cigarettes le dimanche matin pour s'en faire une idée. Les queues de parieurs dans lesquelles travailleurs immigrés, vieillards nécessiteux, chômeurs, ouvriers, techniciens et cadres distingués échangent avec méfiance des « tuyaux » presque toujours « crevés » ont quelque chose de fascinant. S'ils ne reçoivent pas l'hostie en arrivant au premier rang, certains n'en placent pas moins de grands espoirs, forts peu spirituels, dans le petit ticket poinçonné qu'ils rangent soigneusement dans leur portefeuille. Qu'est-ce qui les pousse à jouer ? Rembourser une dette, changer la voiture, acheter une chaîne hi-fi, payer ses vacances, s'en sortir, faire plaisir aux gosses ou refaire l'appartement ? Il n'est pas sûr que les parieurs du dimanche soient réellement incités par un désir précis. Rite, habitude ou espoir, le tiercé du dimanche est un phénomène social complexe dont l'Etat paraît être le principal bénéficiaire. Son seul rôle : encaisser. Le montant des enjeux peut atteindre 130 millions sur certaines courses. Or, la part de l'Etat oscille entre 20 et 33 % de ce total selon les cas (9 % vont aux sociétés de courses, dont la moitié est destinée au P.m.u., et les gagnants, ces contribuables volontaires, se partagent le reste).

Chers émirs

L'importance des enjeux appelle un contrôle sévère, surtout pour le tiercé. Ce contrôle est du ressort des... Renseignements généraux. Pour la capitale et la « petite couronne », il relève du commissaire principal Gilbert Jacson, patron de la brigade parisienne des jeux et des courses. La lutte contre la fraude est parfois payante. Le cas de Monsieur X, le centralien Patrice de Mouty, qui par ses combinaisons a obligé à changer la réglementation du tiercé, atteste de l'efficacité d'un certain contrôle. Mais la passion du jeu ne se limite pas aux chevaux. De nombreux autres jeux, dont la liste ne sera jamais close, lui servent de supports. Des jeux de hasard, comme la roulette, le poker, le baccarat et les dés, où l'on estime juridiquement que l'intelligence n'a pas sa place. La même réglementation distingue

→

JEUX DU POUVOIR ET DU HASARD

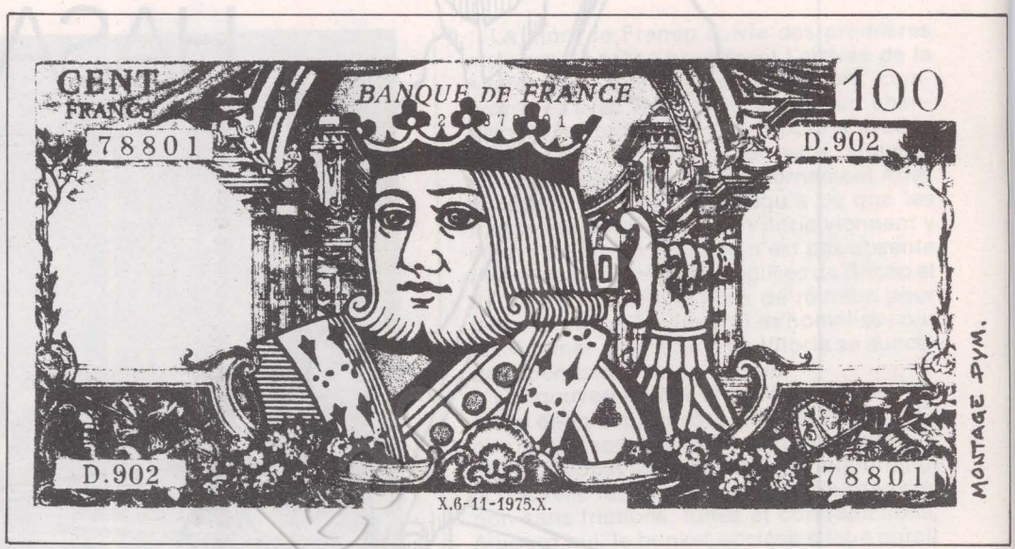
cette première catégorie des jeux de commerce, où l'intelligence intervient : bridge, tarot, rami, gin-rami, échecs, « go », dominos, etc.

D'un point de vue financier, les casinos sont le premier terrain des jeux de hasard. Notre pays, qui n'a pas de pétrole, en compte 147 où certains émirs aiment à perdre des millions. Le chiffre d'affaires de ces casinos approche les 50 milliards de francs dont l'Etat prélève à peu près les deux cinquièmes. C'est dire que les casinos ne lui rapportent pas beaucoup plus en un an que le P.m.u en deux ou trois courses.

Avec 5,5 milliards, le Palm Beach de Cannes vient tout de suite derrière le géant, Divonne-les-Bains. Le casino d'Enghien, tout près de Paris, occupe, avec 1,85 milliard, une honorable septième place. Les millions changent rapidement de main autour des tapis verts et pas toujours en faveur du casino. Quelques dizaines de « gros » joueurs, essentiellement étrangers, ne perdront pas le sommeil pour s'être retrouvés à l'aube délestés d'un million de francs. Tout au plus manifesteront-ils une certaine crispation tolérée par le... fair play. Quelquefois la « malchance » s'acharne. Ce fut le cas en 1972 pour la duchesse Helena Serra de Cassano, une milliardaire italienne qui perdit en quelques jours à Cannes, sur le tapis vert, une cimenterie brésilienne cotée 10 millions de francs. Partie « se refaire » à Divonne, elle dut constater que la chance tardait trop à venir et décida, comme le permet la loi, de se faire interdire de jeu dans les casinos français. On compte ainsi environ 4 000 joueurs en France qui, de leur propre chef, sous la pression de leur famille ou sous celle des administrateurs de leurs sociétés, se résignent à se faire interdire l'entrée des casinos. Des gens qui manquent parfois plus de volonté que de moyens et le plus souvent, après un certain temps, des deux.

Femmes à part

Les cercles de jeux s'apparentent à de petits casinos. On les trouve dans les grandes villes auxquelles la dérogation ne peut s'appliquer. Autorisés par un décret du 30 juin 1923, ils ont le statut des associations de type 1901... à but non lucratif ! On en compte une vingtaine à Paris et autant en province. Plus fermés que les casinos, surveillés par la police et les fonctionnaires des Impôts, ils touchent un public plus aisé que les dizaines de milliers de petits joueurs qui perdent 100 F à la boule pendant leurs vacances. Les plus grands cercles parisiens appartiennent à Jean-Baptiste Andréani et à la famille Francisi, dont James Sarrazin donne les états de service dans « Dossier M... comme milieu ». Dans leurs salons cossus où se pratiquent surtout le « baccarat » et le « chemin de fer », gros commerçants, industriels et riches étrangers peuvent



parfaitement gagner plusieurs dizaines de milliers de francs en quelques heures. Ou les laisser sur le tapis. Toutefois, les pertes ne dépassent qu'exceptionnellement le million dans la nuit. Les enjeux annuels dans les cercles parisiens doivent se situer aux environs de 150 millions de francs. Beaucoup plus populaires, les multicolores de la Bastille, de la place Clichy ou de l'Opéra, ont une parenté évidente avec la boule. Simplement, il existe plus de couleurs et la boule qui tourne est une véritable boule de billard lancée d'un coup de queue. Ainsi les tenanciers de multicolores justifient-ils l'intitulé de leurs associations, censées promouvoir le billard. Que ne ferait-on pas pour s'arranger avec les textes ? Le public des multicolores, lui-même assez varié, va du commerçant au chauffeur de taxi en passant par le cuisinier chinois.

Un « détail » vaut d'être signalé. La démocratisation de ces jeux connaît des limites précises, puisque les femmes sont encore interdites dans les salles de jeux des multicolores et le sont restées dans les cercles parisiens jusqu'en 1946. Tandis que leurs compagnons jouent une partie des ressources familiales sur le « 8 vert » ou le « 21 rouge », elles peuvent toutefois se consoler en prenant un verre dans un bar aménagé à cet effet. Les joueurs, eux, consomment dans la salle, ne quittant pas la boule des yeux, de plus en plus tendus à mesure qu'elle paraît arrêter son mouvement. « Les mises et les gains sont beaucoup plus faibles dans les multicolores que dans les cercles, explique le commissaire Jacson. Mais les petits ruisseaux finissent par faire de grandes rivières. Cette forme de jeu est beaucoup plus rentable pour l'exploitant que le baccarat. Par ailleurs, le cadre n'a pas l'aspect cossu des cercles. Enfin, celui qui perd 1 000 F au multicolore sera consolé d'une simple bière, alors qu'un gros perdant au baccarat rencontrera plus de compréhension... sur le moment ».

S'il convient également de mentionner les cercles plus ou moins clandestins de poker et autres tripots que pourchassent les policiers, d'autres jeux assez marginaux se déroulent... dans la rue.

Friands de « tchic-tchic »

Au bois de Vincennes, à la porte Dauphine, au Trocadéro, les parties de pétanque intéressées peuvent se poursuivre jusqu'à une heure avancée de la nuit. Les enjeux dépassent toutefois rarement 1 000 F la partie. Dans le quartier de la Goutte d'Or, derrière Barbès, les immigrés et notamment les Africains sont aujourd'hui friands de « tchic-tchic ». En fin d'après-midi et le soir, la rue de la Charbonnière prend l'aspect d'un vaste casino en plein air. Le principe du tchic-tchic est très simple. Il suffit d'avoir un gros carton d'emballage sur lequel seront tracées six cases numérotées de 1 à 6. Une vieille boîte de conserves, un dé et une caisse contenant quelques dizaines de milliers de francs. Celui qui « tient » le jeu agite le dé dans la boîte, produisant ainsi un son qui lui a donné son nom. Puis il retourne la boîte précipitamment sur le dé et invite les passant à miser sur un ou plusieurs numéros. Lorsque les enjeux sont terminés, il lève la boîte et le gagnant empoche cinq fois sa mise. Il n'est pas rare de voir des joueurs miser et perdre 50 ou 100 F d'un coup sur un numéro. Si les joueurs s'égaillent, telle une envolée de moineaux, lorsque paraît le moindre képi à l'horizon, le jeu reprend de plus belle aussitôt le « danger » éloigné. Une bonne soirée peut rapporter 2 500 F aux tenanciers d'un carton. D'autres variantes populaires de ce jeu de rue existent, comme



le vieux bonneteau qui continue d'abuser les gogos aux puces et — dans sa version « cacahouète baladeuse » — rue de Lappe. Et le plus surprenant est de voir ces étrangers hagards perdre leurs quelques sous en pleine rue, le soir, à Paris.

L'expérience du commissaire Jacson l'a rendu blasé. Il se rappelle qu'Arabes et Juifs, joueurs s'il en est, se retrouvaient côte à côte autour des tapis verts en pleine guerre des Six Jours : « Le joueur connaît souvent l'insécurité. Pour les Juifs à l'insécurité historique s'ajoute celle que connaissent souvent les commerçants : beaucoup de joueurs exercent cette profession et ils sont habitués à de brusques rentrées d'argent et à des périodes difficiles. C'est également vrai des industriels. L'insécurité que connaissent les chômeurs explique aussi la présence de certains d'entre eux sur les champs de courses. Toutes personnes que leur sort incertain pousse à s'en remettre au hasard ».

Un hasard qui procure le frisson, une certaine passion de l'instant et où l'espoir du gain n'explique pas tout. Chacun semble y trouver son compte. Du moins jusqu'à un certain point : celui où il faut bien retrouver une réalité encore plus dure que lorsqu'on a commencé à tricher avec elle.

JEAN-LOUP REVERIER

PLONGEE CHEZ LES FLAMBEURS

« J'ai goûté à toutes sortes de drogues... mais le poker, c'est la plus forte. Et dans ce domaine, le manque est absolument terrible »

Jean-Marie et Dominique, architectes, frôlent la trentaine. Le cadre : un salon très « Brétécher ». Sur la table le quotidien « Libération ». Les deux amis ont découvert le poker il y a un an. Ils sont aujourd'hui des « flambards » invétérés. Bien sûr, ils jouent au fric... « Le poker n'a aucun sens sans cela », affirme Dominique. Car ce poker-là n'a rien à voir avec la belote des familles. Même si l'on joue entre copains, il faut que « ça saigne ». Et ça saigne. Dominique vient de perdre deux millions en quinze jours. « Je suis complètement raide... » Et la dette de jeu, cela existe encore, même si le joueur endetté ne se fait plus « brûler la cervelle » comme au temps du « Joueur » de Dostoïevsky. « Si on ne peut pas payer, explique Jean-Marie, on est « mis au piquet » : il n'est pas question de « s'asseoir à une table ». « C'est vraiment flippant » ajoute Dominique — qui vit en ce moment les affres du piquet. « Le pire, c'est de ne pas pouvoir jouer... on se dit toujours que cette fois-là on gagnera... même si l'on a dû gager sa chaîne stéréo pour commencer la folie ». Comme la drogue, le poker fait le vide autour de lui. Pour Jean-Marie et Dominique la « vraie » vie ne commence qu'autour du tapis vert. « C'est un univers clos, complètement névrosé : on ne va plus au cinéma ou dîner entre amis, etc. Le jeu devient un concentré de toutes les activités sociales... » Ils essaient pourtant de se fixer des limites. Une partie par semaine. Parfois deux... « C'est pour cela aussi qu'on préfère ne pas se faire introduire dans les cercles de jeu parisiens : la tentation serait trop forte d'y aller tous les jours ». Et puis ces tripots sont plus ou moins sous la coupe du « milieu ». « On préfère rester entre nous », explique Jean-Marie. Leur « table » fonctionne sur une quinzaine de joueurs qui « tournent ». Les parties hebdomadaires réunissent huit joueurs. Souvent jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. « On se fixe toujours une heure pour s'arrêter, raconte Dominique... mais c'est pour le plaisir de la dépasser... Il est arrivé que cela dure dix heures et même vingt-quatre heures d'affilée... On entre alors dans une sorte de folie collective... » « Ouvert... Je suis... Plus vingt... Plus trente... Sans moi... Je vois... Brelan... Carré... » Quelques rafales de mots rituels qui ne parviennent pas à entamer l'épaisseur du silence. Chacun a posé sur son visage le masque de l'impassibilité, règle d'or du poker. Tout repose sur le bluff. « C'est une guerre des nerfs... On joue en fonction de ce que l'autre croit qu'on croit... Et quand on connaît bien ses partenaires cela devient un jeu « au millimètre », une série de miroirs qui se renvoient la même image ».

« C'est vrai, le poker est jeu de pouvoir et de hasard, affirme Jean-Marie. Mais c'est aussi un jeu avec la mort, la vie, l'angoisse... »

« On apprend plus sur soi-même en jouant au poker qu'en se payant une psychanalyse, ajoute Dominique... et c'est plus agréable ». Ce qui compte c'est d'avoir peur. Tout est dans le frisson. Trembler, c'est vivre. « Le vrai joueur est toujours « maso », note Dominique. Il en sait quelque chose... « Moi, je perds toujours. Parce que je me complais dans la perte, je joue « contre moi »... c'est un enfoncement presque morbide dans la perte. Bien sûr, je gagne de temps en temps : ça me permet de pouvoir continuer à perdre ensuite... » Rien à voir avec le joueur « pro ». Lui joue pour gagner. Le poker, c'est son gagne-pain. « Ce sont les O.s. du jeu »... Ils sont quelques dizaines à Paris.

Jeu capitaliste, jeu de riches ? Certes, et ce n'est pas un hasard si les Etats-Unis sont la patrie incontestée du poker — sous l'œil vigilant de la Mafia. Et en France, qui joue au poker ? En gros, ceux qui ne jouent pas au tiercé. Le monde des non salariés : professions libérales et artistiques, antiquaires, etc. « Ceux à qui l'argent arrive par à-coups » Chez Dominique chaque joueur « investit » en moyenne 2 500 F par partie. « Le jeu relativise le rapport en fric, affirme Jean-Marie. L'argent en poker, c'est de l'argent facile, sans rapport avec le travail, l'effort... Un jour on joue à être riche, le lendemain on joue à être pauvre, c'est un exercice de transgression sociale »... Mais l'important, c'est de trembler. Donc de jouer au-dessus de ses moyens. Quels qu'ils soient.

MARIE-JOSE BERNARDOT

Nos lecteurs ont la parole

CONTRACEPTION ET AVORTEMENT

« Je ne suis pas d'accord avec l'article sur l'avortement et la contraception paru dans le n° 240.

Pour moi, l'avortement n'est qu'un moindre mal, pas un objectif. Je l'accepte, parce que je ne veux pas que des femmes s'opèrent elles-mêmes avec des aiguilles à tricoter et se mutilent pour la vie.

Mais j'aimerais qu'on fasse un énorme effort d'éducation sexuelle, de connaissance de soi et des méthodes contraceptives le plus possible naturelles pour que l'on arrive à n'avoir plus besoin de méthodes que je considère comme non compatibles avec l'aspiration à la vie, le respect de la vie, même dans ses commencements. »

M. BERTAUD
85000 La Roche-sur-Yon

● *La contraception, dans le cadre d'une maternité volontaire, a toujours été et reste le cheval de bataille du Parti socialiste et de « l'Unité ». Mais dans le contexte actuel contraception et avortement restent étroitement liés. D'abord, parce que la loi libéralisant la contraception est mal appliquée.*

Ensuite, même dans le cadre d'une application réelle de cette loi Neuwirth et d'une information massive des Françaises et des Français, il faudrait compter avec les inévitables échecs des méthodes contraceptives. Dans ce cas, l'avortement resterait le dernier recours. Voilà pourquoi de toute façon, la libéralisation de l'avortement est nécessaire.

SOCIALISTES ET ECOLOGISTES

« La lecture de votre courrier des lecteurs du n° 241 ne me satisfait pas du tout quant à la façon dont vous reproduisez l'article que je vous avais envoyé.

Ce n'est plus l'idée que j'avais modestement essayé de développer. Vous vous servez de passages du texte pour avaliser les positions (grincheuses) que le P.s. exprime aujourd'hui envers les mouvements écologistes. Ce texte, reproduit sans la critique qui suivait, et que vous avez négligée, n'a aucune raison d'être, pour moi et pour les lecteurs qui auront eu l'impression que je montre simplement mes appartenances en bénissant les positions du Parti socialiste en la matière : ce n'est pas tout à fait le cas. Je trouve bizarre que les écologistes mettent capitalistes et socialistes dans le même sac et, de ce fait, favorisent la droite lorsqu'ils ne donnent pas de consignes de vote ou se maintiennent au 2e tour, mais je trouve aussi bizarres les options du P.s. en matière écologique sur le programme nucléaire et sur la façon dont on traite les écologistes. Et on voudrait leurs voix ?

Pour ce qui est de voter Vivre al país, c'est exactement pareil. Il ne faut pas s'étonner après, que les gens de gauche fassent une distinction entre ces mouvements écologiques ou autonomistes et le P.s., qui lui n'a pas toutes ces options, et se méfient alors. Que faut-il penser : que je me suis mal exprimé ? C'est bien possible. Ou alors au P.s. on n'aime pas rendre publiques les critiques et inquiétudes de la base. Ce n'est pas très bon. »

Christian CHABAUD
57450 Farebersviller

● *C'est seulement par manque de place que nous n'avions passé que des extraits de votre première lettre et non pour taire des critiques qui ont au contraire toute leur raison d'être dans cette page réservée à nos lecteurs. Cela dit, il serait souhaitable d'introduire un peu plus de sérieux dans le débat avec les écologistes. Le P.s. s'y efforce pour sa part, comme en témoigne encore l'article de Christiane Mora que nous publions dans ce numéro.*



Le Président, les yeux dans les yeux, prit sa voix des grands jours.

C'était une voie d'eau.

Le Père et le fils, en l'écoutant, en eurent bien vite jusqu'aux chevilles.

La cheville, on le sait, est ouvrière et la première noyée dans les promesses du Pouvoir.

— Papa, le monsieur, il coule, dit le fils.

Le Président avait bien essayé de ralentir les fuites à l'aide de quelques bouchons d'étoupe, filasse de Ponia, Lecanuet et autres Chanvres, mais la brèche était trop grande et l'eau montait toujours.

« Les femmes et les enfants d'abord », dit le Président. Plusieurs, comme Olivier Guichard, furent évacués en priorité ; cela fit un certain tintabarre.

Durafour sed four suivit le même chemin. Le Président, juché sur la dunette de ses illusions, haussait le ton, tontaine et tonton, et l'eau montait encore.

L'enfant en eut bientôt par-dessus la tête de ces conseils et de ces menaces ; son père le hissa sur ses épaules et de là-haut le petit garçon put apercevoir des R.p.r. réfugiés en Provence qui faisaient les Beaux devant Chirac.

« Je veux arracher la France au piège de la gauche », dégoulina le Président et le père eut de l'eau jusqu'à la taille, mais il ne semblait pas inquiet outre mesure car il entendait, couvrant parfois les slogans de Valéry, les bruits de marteaux et de scies des ouvriers de la gauche qui construisaient l'arche de l'union à l'écart du tintamarre.

Le contre, tout contre, maître Barredeux, muni d'une serpillière, s'efforçait d'endiguer l'inondation, mais sous la poussée des prix le flot des illusions progressa encore et les derniers mots de l'allocution présidentielle firent des bulles.

Le haut du crâne giscardien dépassa un moment encore le niveau de l'eau, sommet couronné d'un reste de verdure, puis il fut englouti à son tour.

« Papa, dit l'enfant, il est temps de rejoindre notre navire ».

L'arche enfin était prête, il avait fallu un long travail de patience pour en arriver à bout. Les planches étaient bien chevillées au corps du bâtiment.

« Larguez les amarres », dit le père.

changer la vie sociale et économique

JOURNEE DU TEXTILE

A Paris, le 22 avril prochain, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., aura lieu un grand rassemblement national des travailleurs du textile et de l'habillement. « Pour que nos industries vivent en France » sera le thème de ce débat organisé de 10 h à 13 h 30, salle de la Mutualité. Des militants syndicaux et des travailleurs d'entreprise en lutte témoigneront de la situation précaire faite à cette industrie. Des documents traitant de la baisse des effectifs, des fermetures et des liquidations de secteurs entiers dans les diverses régions de France seront rendus public à l'occasion de cette journée.

RIBOUD PEDALE DANS LE YAOURT

Chez Gervais-Danone à Marseille, la lutte des travailleurs inlassablement se poursuit. Antoine Riboud, P.d.g. du groupe B.s.n.-Gervais-Danone arriverat-il à fermer cette entreprise marseillaise le 31 mars comme il l'avait décidé ? Rien n'est moins sûr. En effet, par leur action, les salariés avec les syndicats ont fini par démontrer que de toute la vallée de l'Huveaune, Gervais-Danone était l'usine qui semblait poser le moins de problèmes. Les chiffres sont là pour l'attester : en 1975, Gervais-Danone a réalisé, à Marseille, un bénéfice (20 000 francs). Pour justifier sa décision de fermer cette unité de production, le groupe explique qu'il veut désormais fabriquer à Turin les produits frais qui sortaient de l'usine marseillaise. Diverses manifestations et interventions — notamment celles de Gaston Defferre auprès de la direction départementale de la main-d'œuvre et du ministre du Travail — se sont multipliées depuis six mois. Le 25 mars encore, une centaine de salariés marseillais de Gervais-Danone s'engouffraient dans des cars pour venir manifester jusqu'au siège parisien du groupe leur volonté de garder leur emploi. Précisant qu'il n'était pas question pour eux d'entamer une action au sein de l'usine pour ne pas entraver son fonctionnement, les représentants des travailleurs ont fait savoir cependant qu'ils se battraient jusqu'au bout. A présent, la balle est dans le camp du ministre du Travail. Christian Beullac a en effet, légalement, jusqu'au 15 mai pour se prononcer sur la fermeture de cette usine.

B.N.P. : L'ESCALADE

Depuis le début du conflit de la B.n.p., il y a trois semaines, le durcissement de la direction n'a cessé de provoquer de vigoureuses protestations du personnel.

Tout a commencé au centre informatique (300 salariés) de l'annexe du siège parisien de la B.n.p. (3 000 salariés), rue de Sofia, dans le 18e arrondissement. On a annoncé à ces travailleurs que le travail de nuit serait supprimé mais, bien sûr, sans compensation des pertes financières importantes que cela représenterait pour eux. Devant le refus de la direction d'entamer de réelles négociations, une grève des informaticiens éclatait, à l'appel des syndicats C.f.d.t., C.g.t., F.o. et C.f.t.c. Seule réponse de la direction : le lock-out.

Les grévistes décidaient alors d'occuper le centre informatique. Nouvelle réponse de la direction : des sanctions. Deux salariés étaient révoqués (licenciés sans indemnité) et huit autres suspendus (blâme doublé d'une amputation du 13e mois). La réaction des employés ne se fit pas attendre. Les deux révoqués ont entamé une grève de la faim il y a plus de 10 jours. Parallèlement, des grèves ont éclaté dans la plupart des centres administratifs parisiens, à l'appel de tous les syndicats, avec manifestations les 21 et 22 mars.

Inquiète de cette réaction massive, l'équipe dirigeante de la banque faisait marche arrière et convoquait un conseil de discipline qui adoucissait les sanctions envisagées. Mais cette mesure arrivait trop tard. Les personnels, encore furieux des seuls 0,17 % d'augmentation salariale qui leur ont été concédés depuis le début de l'année, veulent la levée de toutes les punitions. Il y a longtemps qu'on n'avait pas vu une telle sévérité s'abattre sur le personnel du secteur bancaire. Deux jugements des référés ordonnant l'expulsion du centre de Barbès, avec ses cortèges de policiers en armes, n'étaient pas faits pour apaiser les esprits. Une nouvelle manifestation avait lieu mardi dernier, boulevard des Italiens, avec la participation de nombreuses délégations de salariés d'autres banques solidaires des grévistes de la B.n.p. Dans la matinée du 23, les élus socialistes du 18e arrondissement sont venus apporter leur soutien aux sanctionnés et au personnel en grève. Ils ont ensuite écrit au président de la B.n.p. pour lui demander de lever les sanctions.

Le contexte global de diminution des effectifs et d'accroissement des charges de travail sans augmentation salariale risque de faire du secteur des banques une poudrière menacée par la moindre étincelle. Pour l'instant, C.g.t. et C.f.d.t. ont chacune leurs mots d'ordre et leurs revendications. Mais une escalade supplémentaire dans la dureté patronale conduirait inévitablement au rétablissement de l'unité d'action.

Dernier fait qui ne présage rien de bon : un directeur central, c'est-à-dire l'un des dix personnages les plus importants de la B.n.p., s'est permis de frapper un salarié de la banque. Jusqu'où ira la violence ? En effet, plusieurs dizaines de vigiles patronaux ont fait irruption au centre du 18e arrondissement et essayent de déloger les derniers grévistes du centre informatique.

CHARPENTIÉ SE FAIT CASSER DU BOIS...

En adhérant en tant que président de la C.g.c. au « Groupe Initiative et Responsabilité », Yvan Charpentié a provoqué plusieurs protestations au sein même de la Confédération générale des cadres. « Nous désapprouvons totalement cette association de la C.g.c. avec les P.m.e. et d'autres organismes plus ou moins patronaux, a affirmé Philippe Fichefeux, vice-président du puissant syndicat de la métallurgie C.g.c. Il a poursuivi : « Yvan Charpentié n'a jamais été mandaté par nos militants qui n'ont, eux-mêmes, jamais été consultés à ce sujet ». Faisant référence à l'éthique syndicale de la C.g.c. qui lui « interdit toute compromission avec le pouvoir patronal », Fichefeux a constaté que ce groupe dans lequel Yvan Charpentié vient d'engager la C.g.c., après s'être affirmé apolitique, s'est aussi prononcé contre le programme commun.

CONFORAMA : CLIENTS SOLIDAIRES

A Quimper, la solidarité de la clientèle avec les travailleurs de Conforama a permis à ceux-ci d'obtenir la réintégration d'un salarié licencié parce qu'il était chargé de présenter les revendications de son service. Durant les cinq jours de grève du personnel, plus de huit clients sur dix ont manifesté leur soutien aux grévistes : ils ont attendu la fin de la grève pour faire leurs achats.

LES « ERREURS » DU CONTROLEUR

Grève nationale dans les services extérieurs du travail le 30 mars dernier. A l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., les inspecteurs du travail ont protesté contre le licenciement abusif de l'un des leurs dans la région lyonnaise. La direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du Rhône, en licenciant un jeune contrôleur du travail syndiqué à la C.f.d.t., semble avoir opté pour la position des employeurs de la région. Dans le dossier du licencié, deux erreurs impardonnables aux yeux des chefs d'entreprise locaux. D'une part, le contrôleur du travail aurait refusé de revenir sur une interdiction de licenciement. D'autre part, il aurait dressé un procès-verbal à un employeur après qu'il eut procédé à un licenciement économique sans autorisation.

EN AVOIR OU PAS

« Aujourd'hui, si l'on est un homme, on n'ose plus le dire, il faut revenir à des choses saines ». Antoine Leenhardt, avocat à la Cour d'appel de Paris, n'a pas peur des mots. Président du mouvement Condition masculine (C.m.), c'est sans complexes qu'il a pris la tête de la croisade « contre le féminisme délirant ». Le mouvement, né en octobre 1975 d'une scission au sein du Mouvement de la condition masculine et paternelle (M.c.m.p.), compte un millier d'adhérents. La plupart sont des pères divorcés qui s'estiment lésés par le versement de pensions qu'ils jugent arbitraires et, surtout, frustrés dans leur amour paternel : dans 88 % des cas les enfants sont en effet confiés à la mère.

« C'est inhumain de priver un père de ses enfants, même s'il a eu des torts envers sa femme », estime un militant de la C.m. Pour sensibiliser l'opinion à ce problème, un sondage a été réalisé par les adhérents dans les 24 départements où l'association est implantée. A la question : « Estimez-vous que l'enfant a le droit de choisir de vivre avec son père ou avec sa mère ? », 92,5 % des personnes interrogées ont répondu positivement. Ce qui justifie, selon les dirigeants du mouvement, l'audition obligatoire, par le juge, des enfants de plus de neuf ans et leur liberté de choix.

Drames du divorce, périties du droit de visite, récriminations contre les pensions alimentaires et rubriques de jurisprudence emplissent les revues et journaux de ces mouvements. Tel s'est vu retirer le droit de visite après la fugue d'un de ses enfants, tel autre fait le voyage Paris-Lille tous les mois depuis six ans dans le vain espoir d'entrevoir sa progéniture... Et, dans un éditorial, le secrétaire général de la C.m. met en garde les candidats au mariage : « Monsieur, la législation sur le divorce permet à votre femme, assurée d'une pension confortable — même si elle est reconnue en tort — et de la garde des enfants, de vous congédier d'un jour à l'autre tout en gardant l'appartement que vous avez acquis par vos économies. Vous vous retrouverez donc subitement dans une chambre d'hôtel, seul avec une valise et des moyens financiers définitivement obérés. Vous verrez vos enfants si votre femme le veut bien. Si vous êtes en retard sur une pension, la force publique, si lente en d'autres domaines, déploiera sans tarder les fastes du paiement direct ou du recouvrement par le Trésor... »



Mais les hérauts du mouvement Condition masculine n'en sont pas restés à la défense des pères divorcés privés de leurs enfants. La lutte pour conserver les privilèges acquis et les prérogatives ancestrales semble désormais leur préoccupation essentielle — à tel point qu'on peut se demander si l'amour paternel déçu n'est pas souvent un alibi... C'est à ce titre que les dirigeants ont applaudi à la suppression du « néfaste » secrétariat d'Etat à la Condition féminine, « véritable défi aux hommes ».

« Nous voulons obtenir l'égalité des droits et des devoirs entre l'homme et la femme », précise — sans rire — Antoine Leenhardt. Car l'inégalité, à leurs yeux, s'exerce au détriment des hommes. Parmi les « privilèges abusivement accordés aux femmes »,, les militants de la cause masculine citent pêle-mêle la possibilité pour la femme mariée de décider seule des naissances, « le mari n'ayant, en droit, aucun avis à émettre sur l'utilisation des contraceptifs et l'interruption de grossesse » ; la présomption de paternité — « Nous refusons d'assumer la paternité d'enfants que nous n'avons pas décidés et dont nous ne sommes même pas sûrs de l'origine » — la dispense de service militaire, le régime des réductions à la S.n.c.f., la non-reversibilité des pensions de

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

M.L.F. : S'Y RECONNAITRE SANS EN ETRE...

Né en 1970 d'une manifestation-canular à l'Arc de triomphe en l'honneur de « quelqu'un de plus inconnu encore que le soldat inconnu, la femme du soldat inconnu », le M.l.f. n'a que 7 ans mais on a l'impression, tant il est vite entré dans nos mœurs, qu'il a toujours existé. Il est venu combler un vide, servir de bouc émissaire, de diable, d'épouvantail posé au seuil de la liberté pour effrayer les femmes et rassurer les hommes qui ne souhaitent pas voir remis en question un rapport de forces dont ils s'accommodent si bien depuis des siècles.

Aucun privilégié n'a jamais regardé d'un bon œil ceux qu'il dominait par la fortune, le sexe ou la couleur de la peau, prendre conscience de leur oppression. De ce point de vue, l'attitude masculine vis-à-vis du féminisme de tout temps et du M.l.f. aujourd'hui est significative. Le Mouvement de libération des femmes a cristallisé sur son sigle toute la hargne et toute l'ironie des misogynes. Refusant de prendre en considération le malaise de tant de femmes, ils ont cherché à faire du M.l.f. le synonyme de mal baisées, de lesbiennes, de mégères ou d'hystériques. C'est une tactique vieille comme le monde et qui donne d'excellents résultats... à condition qu'on refuse obstinément de voir les réalités de plus près.

« Histoires du M.l.f.», le livre que publient, chez Calmann-Lévy, Annie de Pisan et Anne Tristan — elles ont choisi leurs pseudonymes en hommage à Christine de Pisan, la première féministe, et à Flora Tristan — raconte justement l'histoire intérieure du M.l.f. sa naissance difficile, ses convulsions, ses déchirements, ses violences, ses contradictions, mais à travers tout cela il exprime le pathétique besoin d'exister, de se définir, de se rencontrer, de s'écouter. Il évoque aussi la naissance d'un sentiment neuf et irréversible : la solidarité féminine ou, pour la nommer d'un mot qui n'existe pas encore : la sororité.

Pour endiguer la révolte des féministes, on avait trouvé une parade habile : l'inscrire dans le cadre de la lutte des classes, la subordonner au triomphe de telle ou telle révolution. Cette manœuvre, qui a souvent servi dans le passé, a abusé toutes les femmes jusqu'ici, y compris Simone de Beauvoir, y compris les femmes gauchistes de Mai 68. C'est le M.l.f. qui leur a fait découvrir que leur lutte n'était ni secondaire ni globale, mais primordiale et spécifique. Simone de Beauvoir, avec sa franchise coutumière, a reconnu qu'elle s'était laissé abuser autrefois en subordonnant le féminisme à l'avènement de telle ou telle société nouvelle: « Dans les pays les plus divers, j'ai entendu

PAR BENOÎTE GROULT

dire — par les hommes mais aussi par les femmes — qu'il fallait d'abord se soucier de la Révolution, du triomphe du socialisme, du salut public. Plus tard on pourrait s'intéresser aux problèmes des femmes. Mais, d'après mon expérience, **plus tard** signifie **jamais.** Certes, il faut articuler les deux luttes. Mais l'expérience des pays socialistes prouve qu'un changement économique n'entraîne pas nécessairement la décolonisation des femmes. »

La décolonisation, elle commence par la prise de parole. « Histoires du M.l.f. » ne raconte pas la naissance d'un nouveau parti, ne propose pas la définition d'une action exemplaire et sans bavures... C'est tout le contraire. C'est l'explosion ardente et désordonnée d'un certain nombre de femmes pour qui plus tard c'est trop loin.

Refus de toute hiérarchie, inorganisation systématique élevée à la hauteur d'une institution, réticence à s'allier à des militantes jugées trop « efficaces » — Gisèle Halimi, par exemple — on retrouve les irritants défauts, mais aussi les qualités, de tous les mouvements d'inspiration gauchiste nés après Mai 68. Et le livre d'Anne et d'Annie ne nous en dissimule ni les incohérences ni les contradictions. « Comment éviter les pièges du pouvoir et ceux du désordre ? », demande Simone de Beauvoir dans sa préface et toute la question est là, en effet. Dans leur livre, elles n'ont évité ni les uns ni les autres. Il est vrai qu'il s'appelle « Histoires ». Anne Tristan y reproche très justement à certaines adhérentes de venir au M.l.f. et d'en attendre tout : « Elles viennent au féminisme les mains vides, le regard critique, attendant le miracle, exigeant des militantes ce qu'elles n'ont jamais osé exiger des hommes. Leur déception est à la mesure de leur espoir insensé. »

Mais les auteurs de ce livre elles aussi attaquent certaines femmes « comme elles n'ont jamais osé attaquer les hommes ». Elles ne les supportent que conformes à leurs critères, sujettes aux mêmes faiblesses et usant du même langage. Il est trop délectable pour les misogynes de tout poil de voir les Féministes révolutionnaires ou celles de la Ligue du droit des femmes régler son compte au groupe Psych et Pol, par exemple, pour qu'une féministe sans étiquette n'en soit pas profondément déçue ou choquée. Il n'en reste pas moins que « beaucoup de femmes, même celles qui n'ont jamais voulu **en être,** vont s'y reconnaître quelque part », comme l'écrivait récemment Katia Kaupp.

Mais combien d'hommes vont lire ce livre ? A la seule vue du titre, beaucoup vont ricaner bêtement ou — au mieux — l'écarter avec un sourire condescendant. Ils se gardent bien de savoir, car savoir, c'est commencer à comprendre et ils ont peur de comprendre. Peur que cette compréhension ne les amène à quelque révision déchirante !

C'est dommage. Car ce M.l.f. au jour le jour, dans l'intimité, sans les oripeaux de sa caricature, c'est un soudain et parfois bouleversant face-à-face avec la réalité des femmes. Et, comme toute confidence, celle-ci est riche à la fois de chaleur humaine et d'enseignements pour les hommes bien sûr, mais aussi pour toutes les femmes qui, victimes d'une prévention absurde et nuisible, se défendent encore contre certains aspects de la féminité, c'est-à-dire finalement contre elles-mêmes dans leur diversité.

veuvage, etc. Et le mouvement compte aussi des femmes, désireuses de conserver leur « prestige de femmes au foyer et d'épouses désirables »...

« Notre but, affirme André Perot, secrétaire général du mouvement, est de faire prendre conscience de la dégradation de la condition masculine, qu'il s'agisse du divorce, de la paternité, de la situation conjugale ou du rôle social »... « Les femmes arrivent de plus en plus à des postes de responsabilité, s'indigne Leenhardt. Non pas en raison de leur compétence, mais parce que ce sont des femmes. Regardez au gouvernement... et au barreau de Paris, elles seront bientôt la majorité. Dans ces conditions, je conseillerai à mes fils de choisir une autre profession. »

Mais ces ultras de la cause masculine ne font pas l'unanimité. « Nous ne voulons pas déclarer la guerre aux femmes, explique pour sa part Emile Lelouch, président du M.c.m.p., le mouvement concurrent. Si nous existons, c'est du fait du divorce et de ses conséquences, un point, c'est tout ». Le but du M.c.m.p. : obtenir l'alternance du droit de garde, « la moins mauvaise des solutions », selon eux.

Reste à définir le meilleur moyen d'arriver à l'équité en la matière. Naïveté ou mauvaise foi, les défenseurs de la cause masculine — qu'ils soient plus ou moins « ultras » — semblent oublier certaines vérités premières. S'il est juste de réclamer « à égalité de droits, égalité de devoirs », il paraît difficle d'ignorer que l'égalité des droits est loin d'être une réalité. Et ce n'est pas un hasard si les enfants sont presque toujours confiés à la mère en cas de divorce.

En fait, les « injustices » dont se plaignent certains ne sont souvent que les conséquences d'une ségrégation des rôles visant à maintenir la femme entre casseroles et berceau. Les lois protégeant la femme au foyer et la mère de famille n'étant que la dérisoire contrepartie de la situation d'infériorité héritée du Code Napoléon. A cet égard, les diatribes antiféministes semblent bien tomber complètement à côté de la plaque. La solution — y compris aux problèmes affectifs des pères divorcés — passe plutôt par une égalité réelle de l'homme et de la femme.

MARIE-JOSE BERNARDOT

AGNES VARDA : "LE FEMINISME, C'EST AUSSI LA LIBERATION DES HOMMES ET DES ENFANTS"

Quand on la regarde, si gaie, si vive, presque définitivement adolescente, on a de la peine à le croire : cela fait bientôt un quart de siècle qu'Agnès Varda manie la caméra. Vingt-trois ans, exactement. Car c'est en 1954 qu'elle réalisa son premier long métrage, « La Pointe Courte », qu'on a pu voir récemment à la télévision. A la fois chronique d'un village de pêcheurs et dialogue d'un couple qui fait le point, ce film d'une novice annonçait des bouleversements cinématographiques que la Nouvelle Vague viendra confirmer... quatre ans plus tard. Depuis, avec « Cléo de 5 à 7 » (1961), « Le bonheur » (1965), « Les créatures » (1966) et « Lions Love » (1969), Agnès Varda a tenu les promesses de la débutante qui influença Alain Resnais (il avait travaillé comme monteur sur « La Pointe Courte »). Certains voudraient la classer du côté du cinéma marginal : quelle erreur ! Son dernier film le démontre facilement.

« L'une chante, l'autre pas » est tout sauf un film marginal. C'est une histoire qui emprunte tantôt au mélodrame, tantôt au roman-photo mais qui, par son contenu et ses clins d'œil, par son ton et les problèmes qu'elle traite, devient un témoignage vécu, quelque chose comme une « fiction vraie ».

C'est l'histoire de deux filles qui se connaissent en 1962, se perdent de vue et se retrouvent au procès de Bobigny en 1972. C'est l'histoire de deux femmes qui se bâtissent peu à peu une identité et apprennent progressivement à exister de manière autonome. L'une devient chanteuse, l'autre pas. Toutes les deux deviennent femmes au fil des images. C'est la chronique de deux vies parallèles. Ou, selon la suggestion d'Agnès Varda, c'est : « Comment l'esprit féministe vient aux femmes ».

Suzanne et Pauline sont campées superbement par deux « anti-stars », deux jeunes comédiennes fragiles et émouvantes : Thérèse Liotard et Valérie Mairesse. Cette dernière chante aussi, avec le groupe Orchidée : « Ni cocotte, ni popote, ni falote/ Je suis femme, je suis moi... » Il y a de nombreuses chansons dans le film. Elles sont signées Agnès Varda. Pour une fois, le disque intitulé « Bande originale du film » (Philips 9101 106) est autre chose qu'une astuce commerciale.

Pour les besoins du tournage, pour peupler d'images de femmes l'atelier du photographe Jérôme (le premier grand amour de Suzanne), Agnès Varda est retournée quelque temps à son premier métier : la photographie. Le film mis en boîte, les photos sont restées. On peut les voir à la galerie Contrejour (19, rue de l'Ouest, Paris 14e). Titre de l'exposition : « Photographies de Jérôme X, du film « L'une chante, l'autre pas », et autres images d'Agnès Varda ». Titre en forme d'aveu qu'Agnès Varda s'est plue à préciser : « Je suis l'une chante, l'autre pas... Pas d'une façon directe, autobiographique... C'est plutôt le délice des contradictions assumées, ces contradictions bien de chez nous, les humaines. » Agnès Varda, femme et auteur de cinéma ne font... qu'une. Qui aurait pu en douter ?

L'UNITE : Dans tous vos films, la femme a toujours été présente, allant d'interrogation en interrogation. On pourrait parler de « féminisme rampant ». Et puis, tout à coup, avec « L'une chante, l'autre pas », c'est l'affirmation du féminisme, presque le déchaînement...

AGNES VARDA : Le mot est un peu fort parce que mon féminisme n'a rien d'agressif. Mon film n'est pas une déclaration de guerre. J'ai simplement fait un film au féminin. Un film fait par une femme sur deux femmes, toutes les trois s'affirmant fières d'être femmes : voilà évidemment qui n'est pas habituel. Mais je ne vois pas pourquoi cela ferait peur. Le féminisme ne doit pas effrayer. Parfois il se doit d'être violent : certaines manifestations de colère, certaines actions prétendument scandaleuses sont ponctuellement nécessaires. Pour que le combat des femmes soit écouté. Mais le but du féminisme n'est pas de hurler à tout prix. A long terme, il est de réconcilier les hommes et les femmes. Je n'oublie pas cet objectif : c'est pourquoi mon féminisme est serein, plein d'humour et de tendresse.

Car la libération des femmes sous-entend tout en même temps la libération des hommes et des enfants. Les femmes sont enfermées dans des clichés, mais les hommes aussi ! A nous, femmes, on dit : « Sois belle et tais-toi ». Que dit-on aux hommes ? Dès leur plus jeune âge, on les apostrophe : « Allez, montre que tu es un homme... » La prison est aussi moche. Pourquoi les femmes ne seraient que potiches et boniches ? Pourquoi les hommes ne seraient que riches, forts et bandants ? Ce sont toutes ces conceptions grotesques qui sont visées par mon film, pas seulement l'image traditionnelle et surannée de la femme.

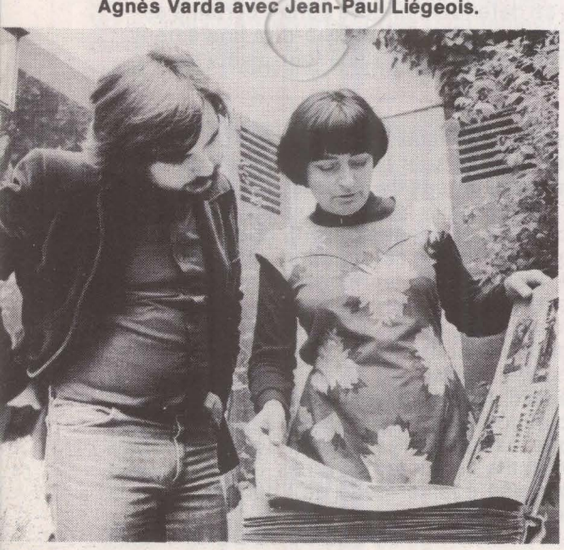
Quand le féminisme consiste à dire aux hommes : « Il faut que nous, femmes et hommes, nous nous débarrassions ensemble des vilains costumes qui nous pèsent », je crois que le combat des femmes rejoint le combat de la gauche. Car, au bout de la lutte pour la justice, la liberté et la démocratie, c'est de nouveaux rapports entre les gens que nous espérons, non ? Et c'est bien ce pour quoi se battent les féministes.

Nouveaux rapports ? Je prends un exemple qui est dans mon film : Pauline, devenue la chanteuse Pomme, s'est mariée avec l'Iranien Darius, mais elle supporte mal la vie que l'archaïque société iranienne impose aux femmes. Elle revient en France pour accoucher, elle sait qu'elle ne retournera plus en Iran, elle sait que Darius va y rentrer seul. Fin d'un couple. Que se passe-t-il habituellement dans ces cas-là ? La mère garde l'enfant et le père paie une pension. La loi et les mœurs piétinent l'amour du père. Je trouve ça dégoûtant. Pourquoi l'homme ne souffrirait-il pas autant que la femme quand il est séparé de ses enfants ? Alors, « L'une chante, l'autre pas » montre une autre attitude possible : c'est Darius, le père, qui repart avec son fils en Iran mais, avant de partir, il accepte de faire un autre enfant à Pomme... Qu'on y réfléchisse bien. Ce n'est pas une simple pirouette. C'est sérieux. Et cela donne le véritable enjeu du féminisme : les femmes ne changeront leur vie que si celle des hommes change aussi.

— C'est une constante dans votre cinéma : il n'y a jamais un seul héros isolé, il y a toujours plusieurs personnages évoluant dans le tissu social très vivant. Vous ne filmez pas seulement au féminin. Vous filmez aussi au pluriel.

— J'essaie effectivement de ne pas faire un cinéma manichéen. En racontant dans « L'une chante, l'autre pas » les vies parallèles de deux femmes, j'ai voulu éviter la généralisation qu'on a tendance à faire à partir d'un seul cas. J'ai regardé vivre deux femmes de classes sociales différentes et de tempérament différent, donc menant des existences différentes. J'ai donc montré deux points de vue différents sur la prise de

Agnès Varda avec Jean-Paul Liégeois.





conscience des femmes entre 1962 et 1976. C'est volonté délibérée de ma part. Depuis que je fais des films, je procède ainsi : par contradiction ou complémentarité. Depuis le début de mon travail cinématographique je n'ai pas varié dans ma méthode : confronter entre elles des options individuelles, les confronter aussi avec les options collectives. Les idées qui peuvent apparaître dans mes films sont toujours le résultat de cette confrontation, de cette dialectique.

N'ayant pas l'esprit scout, je n'ai pas appuyé le trait, mais je crois que cela doit se lire assez clairement dans « L'une chante, l'autre pas » : l'affirmation de l'identité personnelle de femme, pour Pomme, comme Suzanne, passe par la prise de conscience de l'identité collective des femmes. C'est à Amsterdam, au cours d'un avortement collectif, que Pomme prend conscience de sa condition : elle ressent un vrai « coup de tendresse » pour toutes ses compagnes de conditions et d'origines les plus diverses. Elle revient d'Amsterdam différente... Il en va de même pour Suzanne : c'est au contact des travailleuses de l'usine de jouets où elle s'embauche pour essayer de s'en sortir, c'est en découvrant la chaleur et la gentillesse de ses camarades, qu'elle comprend qu'« il y a quelque chose à faire pour les femmes ». C'est après cette découverte qu'elle en vient à travailler au Planning familial... Tout n'est pas simple à mettre en place, le bonheur n'est pas obligatoirement au bout du tunnel, mais c'est la seule voie possible : enraciner l'identité individuelle dans l'identité collective. Sinon, comment faire évoluer les rapports entre les gens ? Mais on y arrive. La preuve : la vie de Pomme et de Suzanne, c'est aussi l'histoire de l'approfondissement d'une amitié entre deux femmes. Or, une amitié de femmes, ne nous a-t-on pas assez dit que c'était impossible ?

— Pour moi, la présence de chansons dans vos films révèle de votre part une volonté de faire un cinéma populaire. Ce qui se retrouve dans la forme de « L'une chante, l'autre pas ». N'était le contenu, ce pourrait être un roman-photo. Pourtant certains continuent obstinément à classer vos films dans la catégorie « art et essai »...

— Je ne vais pas nier que je fais du cinéma de recherche. Mais est-ce à dire que mes films ne sont pas populaires ? Qu'ils sont inaccessibles au public populaire ? Ceux qui prétendent que le peuple n'est pas concerné par mon travail sont les mêmes que ceux qui disaient que le travail de Jean Vilar au T.n.p. était voué à l'échec. Je sais de quoi je parle : j'ai été photographe officiel du T.n.p. dès 1951, ce fut mon premier métier. Et, là, j'ai vu la preuve administrée par Vilar : il suffit d'un rien pour provoquer le déclic d'intérêt qui fera se tourner le peuple vers la qualité. A un public qui aurait plus spontanément été attiré par le théâtre de boulevard, Vilar a fait découvrir et aimer Racine et Brecht. Seulement, Vilar n'avait pas de mépris pour le peuple. Seulement, Vilar a délibérément provoqué les rencontres avec ce peuple. Il y paya de sa personne, avec Gérard Philippe et toute l'équipe du T.n.p., dans un travail de contact en profondeur pour amener au théâtre des gens qui n'y venaient pas auparavant. C'est vrai, on a vu à cette époque un comité d'entreprise « acheter » une salle entière ; mais ce n'était pas de la culture forcée ; le public venait en connaissance de cause : Vilar, Philippe et les autres, dans les jours qui précédaient la représentation, étaient allés à plusieurs reprises à la cantine de l'usine, ils avaient parlé du spectacle, lu des extraits de la pièce, etc.

Ce que Vilar a fait pour le théâtre, il faudrait le faire pour le cinéma. Et je suis sûre que le public populaire viendrait dans les salles sombres comme il est allé un beau jour au T.n.p.

— Est-ce possible ?

— C'est une question de choix de la part des distributeurs. Restons sur l'exemple de « L'une chante, l'autre pas », et voyons ce qui se passe. Pour financer ce film, j'ai dû monter ma propre maison de production, « Ciné-Tamaris ». Ce qui signifie que j'ai joué mes chemises pour au moins quinze ans. A moins que le nombre d'entrées permette de rembourser très vite le coût de production. Mais pour ce faire il faudrait que le distributeur ne mette pas arbitrairement mon film au ghetto du cinéma intellectuel, de ce cinéma qu'on présente presque clandestinement dans une ou deux salles avant de le retirer de l'affiche.

Tous les films doivent passer par un circuit de distribution. Dans mon cas, c'est celui de la Gaumont. Mais ce pourrait être celui des quatre ou cinq autres distributeurs français de même taille. Tous ont la même politique : ils décrètent a priori qu'un film est commercial ou ne l'est pas... C'est à cette mise en catégorie arbitraire que je m'oppose. Car c'est elle qui bloque tout.

« Armaguédon » et « L'une chante, l'autre pas » sont sortis sur les écrans de la région parisienne la même semaine, tous les deux distribués par la Gaumont. « Armaguédon » est sorti dans une trentaine de salles, « L'une chante, l'autre pas » dans cinq seulement. La première semaine « Armaguédon » a fait 75 000 entrées, « L'une chante, l'autre pas » 12 500, c'est-à-dire exactement la même moyenne par salle ! Mais « L'une chante, l'autre pas » risque d'être retiré des écrans sous prétexte qu'il n'est pas au premier rang du box-office !

En fait, même pour les intérêts financiers de la Gaumont, une telle politique est absurde. Un distributeur dépense des sommes élevées pour payer des encarts publicitaires dans la presse... qui sont sans grande efficacité. Il suffirait de consacrer cet argent à un travail de prospection en profondeur, à un travail similaire à celui de Vilar au T.n.p. Je ne rêve pas : j'ai déjà fait ce genre de travail dans des quartiers de Paris ou dans des villes de province, il se révèle toujours très efficace. Mais je sais que ce que je dis met en cause tout le système de la distribution cinématographique...

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS





LA CAMERA EXPLORE L'ESPOIR

Prévu pour passer aux Dossiers de l'écran, avant les élections municipales, et décommandé Dieu sait pourquoi, le film que Claude Santelli et Françoise Verny ont consacré au Front populaire voit enfin le jour, jeudi prochain 7 avril, à 20 h 30, sur Antenne 2. Sans doute fera-t-il grincer les dents de certains, battre les cœurs de beaucoup d'autres, mais surtout, et c'est son grand mérite, réfléchir tout le monde. Aussi désordonné que les événements qu'il rapporte, sautant du documentaire à l'ode lyrique, de la discussion à l'image, il ne prétend pas plus à l'impartialité que « L'espoir » de Malraux ou « Mourir à Madrid » de Rossif. Comment s'en étonner ? En 1936, Claude Santelli avait treize ans. Elève au lycée Montaigne, il suivait les cours de Charles-André Julien qui lui enseignait non seulement l'histoire et la géographie, mais encore l'amour de la République et de la liberté. Quarante années plus tard, l'ancien petit garçon n'a pas changé, le maître non plus. Cité parmi les premiers témoins, c'est lui qui nous entraîne dans ce pélerinage aux sources de l'unité.

12 février 1934 : deux cortèges de frères ennemis, socialistes et communistes, débouchent place de la Nation. Blum s'inquiète. La gauche va-t-elle, une fois de plus, étaler sa zizanie sous les yeux de la droite qui vient d'affirmer sa force ? Non. Le miracle se produit. Un irrésistible courant pousse les manifestants les uns vers les autres. Les gens s'embrassent, « l'Internationale » retentit et les ex-rivaux poursuivent leur chemin bras dessus, bras dessous. « Le peuple, dit Charles-André Julien, nous imposait l'union comme un impératif catégorique ». Il en a gardé les larmes aux yeux, il rougit de son émotion et balbutie : « Excusez-moi, je suis ridicule », sans se douter qu'il inspire au téléspectateur l'envie de lui crier : « Merci ! » Car comment ne pas ressentir, en pleine poitrine, le choc de l'espoir ? Il n'a pas une ride, ce passé, qui défile, poing tendu, cette explosion de joie dont certaines scènes semblent avoir été tournées le 20 mars dernier. Et comment ne pas reconnaître dans l'immense frousse des nantis d'avant guerre, cette panique dont Michel Rocard conserve un souvenir d'enfance ébahi, les calomnies, menaces, chantages, promesses des privilégiés d'aujourd'hui ? Il a bonne mine, Jacques Chirac, quand il reproche au P.s. de trahir l'héritage de Jaurès et de Blum, oubliant ce que disaient de ces derniers, ses ancêtres du R.p.r., Croix de feu ou maurrassiens de tout poil !

Mieux vaut écouter Blum parlant de Jaurès — « J'ai plus confiance en lui qu'en moi-même » — lui demandant si son pacifisme n'admet aucune exception, si, par exemple, Lamartine n'eut pas tort, en 1848, de choisir la non-intervention alors que la révolution couvait dans toute l'Europe. Et Jaurès de répondre : « Non. La guerre, c'est le mal. Il faut l'éviter chaque fois qu'on le peut. Ce n'est pas elle qui est révolutionnaire, mais la paix ». Quant aux vieux mineurs de Carmaux et d'Albi, ils ont cette formule magnifique : « Pour nous, Jaurès, c'était le pain ». Au fil des témoignages, le fondateur de « l'Humanité » apparaît comme une sorte de saint laïque qui revendiquait, pour unique titre de gloire, « de n'avoir jamais fait pleurer quelqu'un » et qui, conscient des menaces qui pesaient sur lui, sollicitait à l'avance le pardon « pour ceux que j'ai essayé d'affranchir et qui ne tarderont pas à m'assassiner ».

La férocité de la droite, François Mitterrand nous la rappelle en quelques chiffres : 8 000 victimes en 1848, 30 000 en 1871. Tandis que Maurras invitait ses partisans à « fusiller Blum dans le dos » le Front populaire s'épanouissait dans un grand sourire. En avait-il le droit ? Régis Debray soutient qu'il « faut apprendre la haine puisque vous la provoquez de toute façon » et qu'il importe de ne pas « confondre prendre le pouvoir et prendre le gouvernement sous peine de finir comme Allende ». Nous voici loin de Léon Blum, incarnation légale de la volonté nationale, et qui lance aux juges de Riom : « Vous pouvez nous condamner mais vous ne pourrez pas effacer notre œuvre, car nous avons été un gouvernement populaire ».

Un gouvernement qui n'aura duré qu'un

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (135 F) ☐

▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle , Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



an mais qui a légué plus qu'un espoir : la certitude qu'il est possible d'apporter aux hommes un peu de justice, de solidarité, de joie de vivre. « Rendez-vous compte, s'extasie Charles-André Julien, en quelques jours ont surgi cent-quarante comités de musique ! » En marge du folklore, les réformes essentielles se succèdent à un rythme accéléré : semaine des quarante heures, conventions collectives, congés payés, plan de grands travaux, nationalisation des industries d'armement, office du blé, réforme du statut de la Banque de France, réforme de la fiscalité, etc. La tâche est à peine entamée que l'Espagne appelle à l'aide. Que faire ? Jean Guéhenno approuve la politique de non-intervention, Gilles Martinet la déplore, Pierre Cot fournit des avions à la République menacée et Pierre Mendès France éclaire le drame d'une lumière lucide : « On aurait dû intervenir tout de suite, mettre les adversaires devant le fait accompli. Mais cette décision, on l'aurait acceptée de Poincaré ou de De Gaulle. Pas de Blum. »

Maintenant, la fête a du plomb dans l'aile. Elle s'éteindra dans la déception, l'égoïsme et l'angoisse qui pointe à l'horizon. Daladier ramène de Munich une ultime pincée de poudre aux yeux que ne tarde pas à dissiper la bourrasque. Pourquoi Santelli et Laurent Salini, qui brossent le tableau de la débâcle, passent-ils sous silence le pacte germano-soviétique dont Blum disait : « On ne saurait pousser plus loin le défi à la moralité publique » ? Pourquoi clore cette fresque magistrale en suggérant que les troupes allemandes qui descendent victorieuses les Champs-Elysées « devaient éprouver de la gratitude pour ceux qui les montèrent en 1934 » ? Comme si le colonel de la Rocque avait souhaité, préparé la venue d'Hitler !

Mais que ces omissions ou ces erreurs ne vous détournent pas de ce film généreux et brouillon, qu'elles vous incitent plutôt à compléter ou rectifier les « images reçues » pour quelques solides livres (voir la bibliographie ci-dessous). Pour que l'Histoire ne soit pas un éternel recommencement mais une marche, fût-elle zigzaguante, vers le progrès, il suffit de la mieux connaître.

GABRIELLE ROLIN

---

* **Georges Lefranc :** « Juin 36 », Julliard (1966).

« Histoire du Front populaire (1934-1938) », Payot (1965).

« Le Front populaire, grande espérance », Paris (1971).

* **Georges Dupeux :**

« Le Front populaire, et les élections de 1936 », Armand Colin (1959).

* **Daniel Guérin :**

« Front populaire, révolution manquée », réédité par Maspero (1970).

* **Louis Bodin et Jean Touchard :**

« Front populaire, 1936 », Armand Colin (1961).

* **Jacques Delperrié de Bayac :**

« Histoire du Front populaire », Fayard (1972).

* **« L'Unité », n° 205, mai 1976 :**

Spécial 40e anniversaire du Front populaire.

SUR LEON BLUM

* **Colette Audry :**

« Léon Blum ou la politique du juste », Julliard (1955) ; réédité chez Denoël (Bibliothèque Médiations n° 69) en 1970.

* **Joël Colton :**

« Léon Blum », Paris 1968.

* **Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques :**

« Léon Blum chef de gouvernement, 1936-1937 », Armand Colin (1967).

* **Philippe Bauchard :**

« Léon Blum — Le pouvoir, pour quoi faire ? » Arthaud (1976).

Y A D'L'ABUS !

● Pourquoi la télévision n'est-elle jamais admise à siéger au Conseil des ministres ? Les résumés de plus en plus succincts qu'on nous donne des séances nous laissent sur notre faim. C'est ainsi que, dans le style élyséen qui lui est propre, Philippe Lecat, porte-parole de la Présidence, a résumé les débats post-électoraux par cette formule à tout faire : « Il faut s'attendre à un certain nombre d'événements dans un proche avenir ». S'inspirant du général de La Palice, il aurait pu ajouter : « Un quart d'heure avant sa mort, le gouvernement est encore en vie » (T.f.1 le 23 mars à 20 heures).

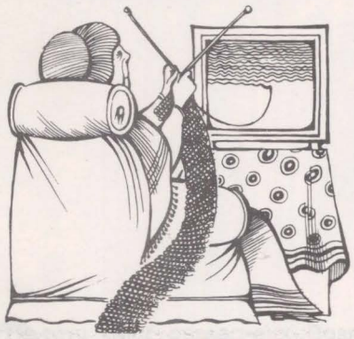
● Pauvre B.B. ! Les journalistes se sont gaussés de sa croisade pour les bébés phoques. Etonnée par cet afflux de quolibets, elle en a cherché la cause profonde... et l'a trouvée : Si « l'Aurore » et « le Figaro » m'ont particulièrement maltraitée a-t-elle déclaré lors d'une interview à la télévision, c'est parce qu'ils ont des intérêts dans le trafic des fourrures ». Que ne ferait pas la presse de droite, en pleine déconfiture, pour reprendre du poil de la bête !

● S'il faut en croire le reporter Pierre Allain vendredi soir sur Antenne 2, le président Giscard d'Estaing a eu le plaisir de constater à Rome que « la France se situe dans la moyenne, et même dans la bonne moyenne grâce aux efforts que nous avons accomplis depuis six mois ». Au cours du même bulletin d'informations et dans un même souci d'optimisme, Charles Villoquet nous est présenté comme « l'ennemi public numéro deux ». Sans doute les ennemis publics numéro un ne sévissent-ils que dans les pays dont la moyenne n'atteint pas la nôtre ? Les Français ne mesurent pas leur bonheur.

● Samedi, Jacques Chirac étrennait sa ceinture tricolore sur les Champs-Elysées. A l'arc de triomphe et devant les caméras de T.f.1, « la Marseillaise » l'accueillit. Attention ! « La Marseillaise » ancienne manière, pas celle du président de la République. Le pacte majoritaire n'est pas encore né que déjà nous entendons ses couacs.

● Vous dites que je suis méchante, mais regardez-vous, Madame ! Une intellectuelle en chambre, une psychologue de bazar ! Et ça se prétend de gauche... » Ainsi Anne Gaillard (« L'homme en question » de dimanche dernier) tombait-elle à bras raccourcis sur Katia Kaupp du « Nouvel Observateur », qui tentait de lui lancer quelques perfides peaux de banane. En vain l'équitable Anne Sinclair s'efforça-t-elle d'intervenir dans ce sinistre crépage de chignons. Et les amateurs de catch, ravis, comptaient les coups. Mais quelle déception pour ceux qui préfèrent les débats d'idées !

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 1er AVRIL

Au magazine Vendredi : le paranormal (20h30, F.r.3).

« Farceurs et pasticheurs » : Averty, Jacques Martin, etc. à Apostrophes (21h30, A2).

Deux Jean Renoir : « La petite marchande d'allumettes » (muet) et l'immortel « Partie de campagne » (22h45, A2).

SAMEDI 2

« César Birotteau » : voir notre précédent numéro (20h30, A2).

« La justice fiscale » : l'économiste Pierre Uri face au R.p.r. Pierre Ribes (8h30, France-Culture).

DIMANCHE 3

Jacques Dutronc dans « Antoine et Sébastien », de Jean-Marie Périer — du sentimental qui ose dire son nom (20h30, T.f.1).

« Scènes de la vie conjugale » : le n° 2 du feuilleton d'Ingmar Bergman (21h30, A2).

Gaston Thorn, le chef du gouvernement luxembourgeois, au magazine Questionnaire (22h05. T.f.1).

LUNDI 4

Spencer Tracy joue « Un homme est passé », un réquisitoire de John Sturges contre le racisme et l'intolérance (20h30, F.r.3).

Alain Decaux raconte : le 18 Brumaire (21h55, A2).

MARDI 5

L'émission de Robert Clarke e Nicolas Skrotzky : « A la poursuite des étoiles » (21h35, T.f.1).

MERCREDI 6

« Adapté » de Gorki par Jean Renoir, « Les bas fonds », avec Gabin et Jouvet (20h30, F.r.3).

Demi-finale de la Coupe d'Europe de football : Zurich-Liverpool (20h55, T.f.1).

Quand un chanteur rive gauche passe au rock : Jacques Higelin (22h55, A2).

JEUDI 7

A ne pas rater (voir page 28) : « 1936 ou Mémoire d'un peuple », avec Mitterrand, Malraux, Mendès France, Rocard, Régis Debray, Martinet, Pierre Cot, Guéhenno, Vilar, etc. (20h30, A2).

« Le vieux fusil » : le couple Noiret-Romy Schneider dans le film à succès de Robert Enrico (20h30, F.r.3).

Sur le thème de la santé, le Pr Escande à Soixante minutes pour convaincre (21h30, T.f.1).

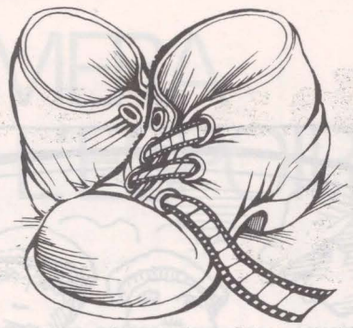
A ne pas manquer

LE PRINTEMPS DE BOURGES

Jeune chanson ? Chanson différente ? Chanson de qualité ? Qu'importe l'appellation. Ce qui compte, c'est la place qu'elle prend peu à peu, gagnant du terrain sur la chansonnette commerciale, se constituant un large public hors les radios périphériques et obligeant les boutiquiers du « show-biz » à tenir compte de son existence. A l'initiative de la Maison de la Culture de Bourges et de l'Association Ecoute s'il pleut, c'est un véritable panorama de cette chanson-là qui nous sera présenté du 6 au 10 avril dans la capital du Berry. Au programme de ce « Printemps de Bourges » : Charles Trenet, Les Frères Jacques, Serge Reggiani, François Béranger, Henri Tachan, Bernard Lavilliers, Dick Annegarn, Jacques Higelin, Leny Escudero, Yvan Dautin, Mama Béa Tékielski, Catherine Ribeiro, Colette Magny, Toto Bissainthe, Gilles Elbaz, Jacques Bertin, Joël Favreau, Even Kirjuel, Claude Marti, Julos Beaucarne, Jean Vasca, le groupe féminin Orchidée, Au Bonheur des Dames, Joan-Pau Verdier, Jean-Claude Monnet, etc. Aussi, des jeunes artistes encore peu connus des spectateurs : Michèle Bernard, Michel Grange, Alain Bert, Geneviève Paris. Et des chanteurs régionaux : Bernard Capo, Jacques André, Daniel-Adrien Roi, Charles Oostenbrock, Michel Sohier et Jean Aurouet. Chaque soir, en création, « L'homme d'Hazebrouck ou le mythe du bonheur » de Florence Gamarroque, une chanteuse qui débute mais pourrait bien devenir l'une des plus grandes.

France-Inter enregistrera et diffusera des extraits de tous ces spectacles. Claude Villers sera à Bourges dès lundi d'où il présentera son émission Marche ou rêve. José Artur sera également présent avec le Pop-Club et Jacques Chancel avec Radioscopie. Et, dans cette belle agitation, Alain Meilland, chanteur-animateur, responsable du secteur chanson de la M.c. de Bourges, organise une série de débats : la nouvelle chanson populaire ; la Sacem ; l'industrie du disque ; la chanson et les media ; la place de la chanson dans l'action culturelle, etc. Un forum qui aura des retombées sur tout l'Hexagone.

Enfin, le « Printemps de Bourges » n'a pas oublié les enfants à qui seront présentées des animations-spectacles chaque jour de 16 à 19 h : « Chanson en liberté » de Stéphane Vélinski, le 6 avril ; « Chantefleurs et chantefables » par René Bourdet, le 7 ; « Contes pour enfants » par Jean-Yves Chetail, le 8 ; et « La boîte à mandoline » de François Imbert et Françoise Moreau, le 9.



Cinéma

*** Dino Risi : Ames perdues.**

Seule Venise est indiscutable dans ce film décevant d'un Risi guère à l'aise dans le « thriller ». Surtout qu'il est bâti sur une convention de mélo un peu grosse, quand même...

*** Festival du film arabe de Paris.**

Enfin la possibilité — au moins pour les Parisiens — de connaître mieux le cinéma arabe, surtout si l'on complète avec la Quinzaine du cinéma algérien (jusqu'à mercredi), avec « L'autre France » d'Ali Ghalem (voir le n° 240 de « l'Unité ») et avec la sélection arabe que propose la Cinémathèque française.

*** Sidney Lumet : Network.**

Les méfaits de la télévision - commerce et de la dictature des indices d'écoute. Dommage que la réalisation de Lumet ne soit pas toujours à la hauteur du sujet.

*** John Huston : Le trésor de la Sierra Madre.**

Quand la folie de l'or change les hommes du tout au tout. La rigueur du classicisme cinématographique, plus le brin de folie apporté par un Bogart inattendu.

*** Peter Clifton et Joe Massot : The song remains the same.**

A partir d'un concert du groupe de rock Led Zeppelin en 1973 à New York, un remarquable travail de montage musical. Mais pourquoi diable y avoir ajouté tant d'inutiles séquences « at home » ? Mieux vaut alors s'offrir le disque (Wea) reproduisant la bande son du film et qui, lui, est exempt de ces scories.

*** Franco Busati : Pain et chocolat.**

Un travailleur italien émigré qui ne cesse de se dire : « Ils sont fous, ces Helvètes », avant de s'apercevoir que c'est son identité qu'il a perdue. Une merveilleuse histoire et une réussite de plus de la comédie douce-amère à l'italienne.

*** Med Hondo : Nous aurons toute la mort pour dormir.**

Tourné dans une tribu de nomades, le premier film sur la plus jeune des nations du tiers monde, la République sahraouie.

*** Daniel Schmid : L'ombre des anges.**

Par le cinéaste suisse le plus proche de la nouvelle école allemande, une œuvre sur le pouvoir, la ville, le fric-roi. Mais le maniérisme de Schmid est facilement insupportable.

*** Jaques Tati : Jour de fête ; Les vacances de M. Hulot.**

C'est le premier de ces films qui a fait connaître l'un des rarissimes auteurs comiques français. Le facteur Tati ou la chrysalide d'où sortira le génial M. Hulot.

*** Agnès Varda : L'une chante, l'autre pas.**

Deux destins dissemblables, mais parallèles, de jeunes femmes au début des années 70. La finesse de Varda au service d'une jolie fable sans démagogie ni simplisme, d'un féminisme offensif sans être agressif, intelligent sans être intellectuel. Une réussite (voir aussi en page 26 de ce numéro).

*** Serge Moati : Nuit d'or.**

Lyrisme et fantastique : un des films marquants du jeune cinéma français.

*** Arthur Hiller : Transamerica Express.**

Malgré un scénario pas follement original, la bouille de Gene Wilder, le sens du gag et l'humour pasticheur d'Hiller empruntant et à Capra et à Hitchcock font qu'on arrive au mot « fin » à 250 à l'heure et sans regretter ces deux heures de voyage.



Spectacles

OU SONT-ILS EN AVRIL ?

* Juliette Gréco : Elle tourne en Belgique. Elle chante à Namur le 19 avril, Marche-en-Famenne le 20, Liège le 21, Anvers le 22, Gand le 23, Charleroi le 24 et Mons le 25.

* Zouc : Elle est à Rodez le 26 avril, Albi le 27, Toulouse les 28 et 29, et Villeneuve-sur-Lot le 30.

* Marc Ogeret : A Gaillon le 22 avril, Grigny le 23 et Louviers le 30.

* Glenmor : Il succède à Anne Sylvestre au Palais des Arts (325, rue Saint-Martin, Paris 3e), du 13 au 30 avril.

* Jean-Claude Monnet : A Chambéry du 25 au 28 avril.

* Claire : A L'Argentière, en Ardèche, le 16 avril. A la Vieille Grille (1, rue du Puits-de-l'Hermite, Paris), du 20 avril au 3 mai.

* Mikis Théodorakis : Avec son orchestre et ses chanteurs au Stadium (66, avenue d'Ivry, Paris 13e) le 21 avril.

* Bernard Haller : A Argenteuil le 1er avril, Saint-Quentin le 16, au Théâtre des Célestins de Lyon du 19 au 27 et à Annecy le 29.

* Julos Beaucarne : A Bourges le 10, Brest le 12, Rennes le 13, Angoulême le 14, Tarbes le 15, Limoges le 16, Watrelos le 19, Calais le 20, La Louvière le 21, Uccle le 22, Nanterre le 23, Kariburg le 24, Château-Ponsac le 26 et Bordeaux le 27.

* Anne Sylvestre : A Fougères le 22 avril, Saint-Malo le 23, Saint-Brieuc le 26, Quimper le 27, Brest le 28 et Vannes le 29.

changer la vie culturelle

Cinéma

FELLINI DANS LES LIVRES

« Le Casanova de Fellini » : c'est sous ce titre que les éditions Albin-Michel viennent d'éditer le scénario intégral du dernier film de Federico Fellini. On y trouve les dialogues et de nombreuses indications de mise en scène, un entretien avec Fellini et, pour clore le dossier, une suite d'articles parus dans la presse italienne : ils narrent par le menu les difficultés de tous ordres qui bloquèrent longtemps le tournage de « Casanova ». L'intérêt d'un tel livre ? Voir comment évolue un film à partir du scénario original ; car, dans les 190 pages de cet ouvrage, on peut lire des scènes qui ne furent jamais tournées ou coupées au cours du montage.

Le « Federico Fellini » de Gilbert Salachas, paru aux éditions Jacques Glénat, invite à une plongée plus profonde : un voyage fantastique dans l'œuvre complète de Fellini, un voyage en 18 films. Nul besoin d'inventer des méandres pour en rajouter à cet univers flamboyant : Salachas suit le chemin le plus simple, la chronologie ; puis il analyse les thèmes, les personnages et les rêves felliniens. Il donne à comprendre Fellini sans rien théoriser. C'est un ABC utile qui manquait.

Histoire

RESISTANCE EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Le Livre-Club Diderot vient de publier le cinquième et dernier tome de « La Résistance » d'Alain Guérin, avec une préface du colonel Rol-Tanguy. La post-face étant de Robert Vollet, lieutenant-colonel de l'Armée secrète. Ainsi s'achève une entreprise d'écriture historique qui, par ses documents nouveaux, ses analyses sans sectarisme et ses qualités de synthèse, constitue assurément un progrès dans le genre. Ce qui n'empêche en rien ni le parti-pris ni l'esprit polémique. L'Histoire de la Résistance avait besoin de ce sang neuf.

Le même Livre-Club Diderot livre dans le même temps le tome troisième de l'ouvrage de Georges Soria : « Guerre et Révolution en Espagne ». Il s'ouvre sur un entretien-préface avec Léopold-Sédar Senghor et se termine sur une analyse du « fascisme franquiste » au moment où le Caudillo prend le pouvoir. Au total, Soria analyse sous tous les angles possibles la vie espagnole de 1936 à 1939. Une période qui, quand on la saisit parfaitement, est susceptible d'éclairer l'évolution de l'Espagne d'aujourd'hui.

Chanson

LES « METEQUES » A PARIS

Les « métèques » ont envahi Paris : l'immigré grec Georges Moustaki est à l'Olympia jusqu'au 11 avril, avec, en première partie, l'Argentin Astor Piazzola. Le Québécois Gilles Vigneault est pour plusieurs mois — au moins deux, sûrement trois, peut-être quatre — à Bobino. Après quoi le vieux music-hall parisien sera démoli pour faire place à une opération immobilière...

Moustaki présente un spectacle-voyage autour du monde. Il chante en grec, en arabe, en portugais, en français. Il se fait baladin du tiers monde sur des rythmes de tous les continents. La note sud-américaine domine, notamment dans ses nouvelles chansons comme « Bahia ». L'érotisme affleure avec « Cantique ». Un tango démarre soudain. « C'est Piazzola qui m'a donné le goût du tango », dit Moustaki. Un tango un peu spécial : Piazzola est au bandonéon, mais derrière lui on dénombre un piano électrique, des guitares, une flûte, un orgue, un saxo et une batterie. Il est vrai que Piazzola est fou de Miles Davis et que ses amis se nomment Ella Fitzgerald et Dizzy Gillepsie.

Avec Vigneault, c'est le Québec qui dialogue avec la France. C'est le Québec qui s'explique : « Le pays c'est une graine, une plante qui pousse à l'intérieur de nous-mêmes, quelque chose qui un jour nous déborde ». C'est un baladin qui sait pourquoi il chante : « Il me reste un pays à prédire, il me reste un pays à semer ». Irréaliste et aveuglément enthousiaste, Vigneault ? Non, seulement serein : « Après la victoire du Parti québécois aux élections du 15 novembre dernier, c'est passionnant : on tente de vivre debout plutôt qu'assis ».

Théâtre

DERNIER BAL AUX DEUX PORTES

Le Jeune Théâtre vit dans un état de crise économique permanent, et ce n'est pas la décision du Pouvoir de supprimer leurs maigres subventions à 40 troupes qui apportera un remède ! C'est pourtant là que se crée aujourd'hui un véritable et authentique théâtre populaire traitant des problèmes de notre temps dans un langage de notre temps. Dernier exemple en date : « Le dernier bal », que présente le Théâtre de l'Unité — après un excellent « Phénoménal Football » l'année dernière — au Théâtre des Deux Portes, est celui qu'offre la direction d'une P.m.e. pour annoncer à son personnel que l'entreprise va déposer son bilan, qu'elle va disparaître...

Après avoir exposé, au cours de cette ultime fête, les rapports de classes, les conflits internes à cette entreprise, qualifiée par son patron de « grande famille » où il n'a jamais pu exister ni syndicats ni comité d'entreprise, le Théâtre de l'Unité montre le cheminement des prises de conscience, l'apprentissage incertain de la solidarité, du cadre au travailleur algérien, de la secrétaire-maîtresse-du-patron au vieil-employé-qui-a-21-ans-de-maison. Pas de grands mots, pas de discours, mais seulement l'expression sans complaisance d'une réalité. La prise de conscience politique est longue à se faire et, pour certains, elle ne se fera pas, tant est lourd le poids de l'aliénation. Le patron cherchera à utiliser les luttes menées à son profit... et quand tout sera consommé, ce ne sera pas lui le grand perdant. Les autres, le personnel, les employés, les ouvriers auront été les victimes d'un vol, non pas celui de leur propriété, mais celui de leur travail.

Un spectacle qui mérite débat, par les interprétations diverses qu'il propose, par les problèmes actuels qu'il soulève.

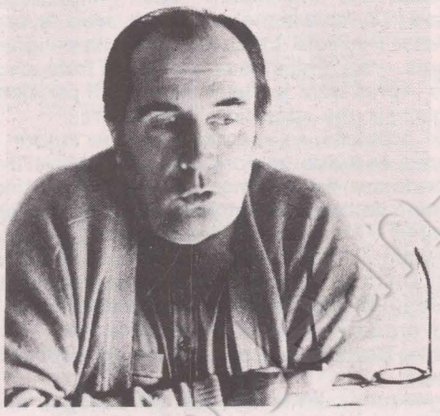
GUY FOISSY

Collections nouvelles

LA MEMOIRE DU PEUPLE

Sous la direction de Louis Constant, les éditions Maspero viennent de lancer une collection nouvelle : « La mémoire du peuple ». Les premiers titres annoncent la couleur : « Mémoires » de Louise Michel, « Souvenirs d'une morte vivante » de Victorine B., « J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole », de Lluis Montagut, le merveilleux « Léonard, maçon de la Creuse » de Martin Nadaud, « Zistoir Kristian, un Réunionnais en France » de Kristian et « Mémoires d'un compagnon » d'Agricol Perdiguier. Tous ces livres sont des « introuvables ». Le livre de Louise Michel n'avait pas été réédité depuis 1886, date de sa première et unique publication. Les Versaillais avaient fait de Victorine B. une pétroleuse tellement dangereuse qu'au cours de la Semaine sanglante, en 1871, on fusilla plusieurs fausses Victorine B. Officiellement morte, elle n'en fit pas moins paraître son témoignage sur la Commune en 1909 : encore un précieux document qui avait été oublié. Quant à l'ouvrage de Nadaud, c'est l'« histoire édifiante » d'un enfant du Limousin qui naquit au lendemain de Waterloo, commença à travailler à 14 ans comme maçon alors qu'il était encore presque analphabète, fut candidat à la députation en 1848 et termina sa vie député de la Creuse de la IIIe République.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MARDI 29 MARS

Un lecteur m'envoie ce texte extrait d'un discours prononcé par Gaston Doumergue, chef du gouvernement de l'époque, le 4 octobre 1934 : « Communistes et socialistes sont : pour la suppression de la légalité, pour l'établissement de la dictature de quelques meneurs privilégiés, pour l'emploi de la violence, c'est-à-dire pour la guerre civile et ses conséquences, pour la suppression de la liberté, de toutes les libertés et surtout de la liberté d'opinion, pour la suppression de la propriété individuelle... Vous avez à choisir entre : le désordre et l'ordre, entre la suppression des libertés et les droits acquis par vos pères, entre la paix intérieure, condition de la paix extérieure, et la guerre civile, génératrice de guerre étrangère... Si vous me croyez, si vous me faites confiance, je vous adjure de faire comprendre aux élus de la majorité que jusqu'à ce que tout soit mis en ordre, que tout danger financier ou autre soit écarté, que tous les projets de réforme dont je vous ai parlé soient votés et réalisés, ils doivent pratiquer le coude à coude et ne jamais se désunir... »

Un autre me communique l'appel lancé par les partis de droite à la veille des élections législatives de 1936 : « 1° La constitution du Front Populaire divise la France en deux clans irréductiblement opposés : celui de l'ordre et celui de l'anarchie ; celui de la République et celui de la dictature du prolétariat. 2° Grâce au Front Populaire les communistes sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans la politique de votre pays. Ils sont les maîtres et les animateurs de ce nouveau cartel. Ils en seront demain les grands bénéficiaires au détriment de leurs alliés. 3° L'alliance des socialistes révolutionnaires et des radicaux conservateurs a toujours été désastreuse dans le passé. Deux expériences (1924-1926 ; 1932-1934) ont amené deux catastrophes. N'essayons pas d'une troisième. 4° Le programme du Front Populaire peut se résumer ainsi : faillite financière, suppression des libertés républicaines, guerre civile, dictature révolutionnaire, guerre étrangère ».

D'un troisième je tiens cette apostrophe d'un député d'extrême droite à Léon Blum : « Vous trahissez Jaurès ! ».

A chacun ses ancêtres.

MERCREDI 30 MARS

Samedi, j'écoutais sur « France-Inter » les nouvelles qui venaient de Rome. Cela me permit d'apprendre que « sur l'initiative » de M. Giscard d'Estaing le Marché commun serait représenté en tant que tel au prochain sommet occidental de Londres. « Sur l'initiative », ces deux mots m'étonnèrent. Je croyais savoir en effet que si la Communauté européenne n'avait pu jusqu'alors obtenir l'accès aux lieux où se discutent les choix économiques qui la concernent, c'était pour l'essentiel à cause du refus obstiné de la France — et que ce refus avait été péremptoirement réitéré à Rome. Si donc M. Giscard d'Estaing avait soudain cédé à la pression des pays (notamment ceux du Benelux) désireux de donner rang de négociateur, à l'égal des neuf chefs d'Etat ou de gouvernement, au Président de la Commission, il semblait hasardeux d'appeler initiative ce qui n'était qu'un ralliement. Incorrigible France-Inter ! Mais je me lasse d'avoir à répéter le même discours. Et je ne sais ce qui l'emporte de mon ennui à traiter d'un sujet rebattu ou de ma répugnance devant la servilité de ce journalisme-carpette qui ne se plaît qu'au saut du lit. Ne peignons pas tout en noir, cependant. Le résultat des élections municipales restitue de la gratuité à tant d'abaissement : la fleur bleue de ce déshonneur est qu'il ne sert à rien.

Quant au Président de la République et au Premier ministre qui, depuis novembre, n'ont pratiquement pas quitté les écrans, peut-être commencent-ils à deviner que la résistance progressive des Français aux somnifères de la propagande officielle a désormais atteint le seuil d'indifférence au-delà duquel les paroles ne sont que du bruit. Je m'étais inquiété de ce ministère du verbe. J'avais tort. Je me demande maintenant si je ne devrais pas les inviter à continuer : montrez-vous, messieurs, qu'on vous voie !

Ces dispositions ne m'ont pas empêché de trouver remarquable, sous l'angle de la qualité de style et d'éloquence, la dernière déclaration radio-télévisée du chef de l'Etat. J'apprécie cet art subtil qui s'émerveille de soi-même et croit avoir agi quand il s'est expliqué. J'exprimerai plus de réserves sur le fond. Valéry Giscard d'Estaing a sans doute annoncé, plus clairement qu'à Ploërmel, qu'il respecterait l'an prochain la volonté du peuple. C'était le moins qu'il pouvait faire sans se mettre au-dessus des lois, c'est-à-dire hors la loi. Je ne lui ai jamais prêté cette intention. Mais j'économiserai mes éloges : le képi de Mac-Mahon, pardon !

La philosophie politique du chef de l'Etat a besoin d'être précisée. Il se veut à la fois arbitre et capitaine. Il refuse l'idée de la France en deux camps et prétend assurer la victoire du sien. Il considère que les opposants sont des Français comme les autres, mais les assigne à résidence dans leur propre pays, hors de l'Etat et le plus loin possible des affaires publiques. Il chante la paix et fourbit ses armes. J'admets que la contradiction relève des institutions de la Ve République et non de la volonté de l'homme qui la préside. La malchance de Valéry Giscard d'Estaing est de ne pouvoir la dominer, faute d'être majoritaire dans sa majorité, souci que ne connurent ni de Gaulle ni Pompidou. Il en résulte une sorte de gêne qui ôte à son propos la force de convaincre.

L'argument d'hier soir frôlait souvent Joseph Prudhomme. Qu'est-ce qu'un mauvais gouvernement ? Celui qui compte dix-sept ministres. Qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Celui qui n'en compte que quinze. Dans un mauvais gouvernement siègent trois ministres d'Etat. Dans un bon, ils s'en vont. Un mauvais gouvernement s'occupe de politique. Un bon prépare les élections. Et cætera. J'aurais préféré Tocqueville.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325